MERCREDI 14 SEPTEMBRE 1988

Compte à rebours au Liban

Dáchirá, asservi et ruiné en treize ans d'une guerre sans merci, le Liban subira-t-il bientôt l'ultime affront d'être privé de président? Ce sombre scénario n'est désormais also à explana. A dis inne de la plus à exclure. A dix jours de la date fatidique du 23 septembre, où le mandat de six ans du prési dent Amine Gemayéi touchera à son terme, le mécanisme de sa succession est totalement grippé. Au cours des demières semaines, aucun élément nouveau n'a permis au Liban de sor-tir de l'impasse politique où l'ont tour à tour plongé la candidature du vieil édile pro-syrien Soleiman Frangié et, en guise de riposte, le boycottage, le 18 août, du Parlement par l'Est chrétien. Les deux Liban et leurs parrains — Damas pour les musulmans, Washington pour les chrétiens - campent solidement pour l'instant sur

- 4: 16.2

of the lower a proper

A 100. 107. 30

that he satisfies by

A DE CAR ! PORT

WARREN OF DESIGNATION

out in themes

gester in in in the same

Same für tein:

17-16

m um incerem:

(20) 1 (A) 2

LIEBE

THE PERSON NAMED IN

2012 42 EX

* n 5 PK 31 325

... · bior o w

ता । अवहर **्वारक्ता** -

ORDINATEUR AU BANC D'ESS

CONSTRUCTED

PASSES AU CO

MIT AU SOMHAR

DM SIP WEET

who, un traiter

wie exceptions

worde: comme

in cortastropie

DE LA PRESSE

MATICUS

· · Liber w mari

e att;

A mesure qu'approche l'échéance, la classe politique libanaise se livre à une agitation inquiète, mais aussi stérile que fébrile. Car le sort du scrutin entiel est devenu l'enjeu d'une rude lutte d'influence entre deux « grands électeurs » étrangers, les Etats-Unis et is

L administration Reagan souhaite que le succes seur de M. Gemayel ait l'appui du plus grand nombre de Libanais pour défendre, le jour venu, d'éventuelles réformes institutionnelles. En tentant d'impose avec M. Frangié un candidat à sa dévotion — et le plus grand g diviseur » du camp chrétien,

one grand de voir une du pays. Le précident, fût-il le plus souvent politiquement ant, demeure malgré tout e dernier symbole des vestige de l'Etat, et le seul garant de ce qui lui reste d'unité et d'indépendance. Sa « disparition » — même provisoire — serait évi-demment la pire hypothèse pour un peuple déjà racru d'épreuves et, pour l'Etat, le probable pré-lude à l'éclatement.

Mais com ter la crise ? Le président syrien Assad est-il pret à faire preuve de souplesse après avoir effiché tent d'intransigeance? Le comportement de ses alliés Spansis permet d'en douter. Ainsi, la convocation lundi pour le 22 septembre – veille de l'échéance du Parlement per son président, M. Hussein Husseini — un chitte allié de Damas, — a été ressentie comme une provocation par le camp chré-tien. Les députés ont été conviés à se réunir non pas au palais Mansour, qui les accueille depuis 1976 et se trouve sur la ligne de imarcation entre les deux secdemarcation entre les deux sec-teurs de Beyrouth, contrôlée par l'armée libanaise, mais à l'ancien siège du Parlement, au centre d'use ville dévastée où règne Larmée syrienne. Beaucoup, y comprise char les musulmans, y compris chez les musulmans, y voient un indice de la mauvaise volonté de Damas.

Le président Assad semble d'autant plus résolu à ne pas licher prise que l'environnement régional lui est devenu en quei-ques mois singulièrement défa-vorable. Le forfait de son allié kanien dans la guerra du Golfe, la résurgence au Liben du frère ennemi irakien, la renforcement de la stature de M. Arafat, adversaire honni, la volonté commune de Washington et de Damas d'apaiser les conflits régionaux, incitent sans doute le chef de l'Etat syrien à défendre jusqu'au bout sa dernière carte, le Liben. Dans cet inquiétant contexte, l'annonce fundi d'un prochain séjour à Damas du sous-secrétaire d'Etat américain, M. Richard Murphy, est la seule

lueur d'espoir. (Lire nos informations page 4.)



Le plan emploi du gouvernement

Le coût de la main-d'œuvre va être réduit pour les PME

Allégement des coûts de la main-d'œuvre et amélioration des conditions de sinancement des petites et moyennes entreprises (crédits et fiscalité); véritable formation donnée aux personnes bénéficiant d'un emploi social (TUC et SIVP) : telles sont les grandes lignes du plan Emploi que

Le plan emploi, préparé par l'hôtel Matignon et le ministère du travail, est tout entier bâti sur l'idée que le coût de la maind'œuvre est trop élevé pour les employeurs, et qu'il faut l'alléger. Les mesures concernent d'abord et surtout les entrepreneurs individuels (artisans, commerçants...). qui hésitent à embaucher à cause de la lourdeur des charges sociales. Celles-ci seront réduites - voire supprimées - dans certaines conditions d'embauche précises. De plus, les cotisations employeurs seront déplafonnées et les taox réduits (d'un point en

1989, et d'un point en 1990). Ce plan d'un coût de 25 à 3 milliards de francs et qui a l'ambition d'apporter une réponse globale au problème de l'emploi, intègre au niveau de la stratégie la baisse de l'impôt sur les sociétés (de 42 à 39 % quand les bénéfices sont réinvestis) pour les grandes entreprises et la réduction de 16,60 à 14,60 % des droits. de mutation sur les fonds de commerce pour les petites entreprises. Les collectivités locales qui prélèvent une part de cet impôt (1,6 % pour les départements, 1,20 % tées à faire, elles aussi, un effort. Dix-huit milliards de fonds CODEVI (Comptes pour le déve-

MM. Rocard et Soisson présenteront mercredi 14 septembre au conseil des ministres.

ioppement industriel) seront prêtés à 9% aux PME.

Enfin, le troisième volet du plan social portera sur l'amélioration de la formation - pour les TUC et les SIVP tout spécialement - et de la qualification.

(Lire l'article d'A. LEBAUBE, p. 20.) M. Dumas rencontrera M. Arafat

CE SONT

DES CIGOGNES!...

Remous politiques à la Fédération de la métallurgie

M. Sainjon abandonne ses fonctions à la CGT

M. André Sainjon a démissionné de son poste de secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT. Selon celle-ci, qui a annoncé la nouvelle le 13 septembre, M. Sainjon l'a fait « à la suite de critiques » au sujet de » sa conception du travail, sa pratique syndicale, sa capacité de direction et son décalage politique ». M. Jean Demaison pourrait lui succéder.

La démission de M. André Sainjon, qui était secrétaire général de la Fédération des travaileurs de la métallurgie (FIM-CGT) depuis novembre 1976. marque le point d'orgue de la crise de direction de cette fédération, considérée longtemps comme le symbole de la force

militante de la CGT. Les difficultés pour M. Sainjon s'étaient accrues en juin dernier (le Monde du 28 juin). Minoritaire au sein du secrétariat de sa fédération, comme au sein du bureau fédéral, il avait alors perdu l'appui du secrétaire général de la confédé-ration, M. Henri Krasucki, qui avait du reconnaître qu'il n'était soutenu que par une minorité. M. Krasucki avait pourtant

volé au secours de M. Sainjon en novembre 1986 au congrès de sa sédération. Fait unique : le secrétaire général de la CGT avait répondu lui-même aux critiques formulées sur le rapport d'activité de... M. Sainjon. Celui-ci avait sauvé son poste en se faisant réélire pour la quatrième fois secrétaire général de la FTM, mais il avait du accepter une mise en surveillance, avec l'entrée au sein du bureau fédéral d'un des - durs -, M. Jean-Louis Fournier, du syndicat CGT-Renault. L'ancien · poulain · de M. Krasucki dirigeait de moins en moins sa « maison », la réalité du pouvoir étant détenue par MM. Jean Demaison, Jean-Louis Fournier et Francis Grégori.

> MICHEL NOBLECOURT. (Lire la suite page 20.)

Air Inter: la fermeté

M. Delebarre confirme que les Airbus A-320 ne seront pas pîlotés à trois. PAGE 24

Mise en garde aux centristes et au PCF

Le premier ministre invite le CDS et les communistes à clarifier leur choix. PAGE 24

Attente en Birmanie

L'opposition unanime réclame un gouvernement intérimaire. PAGE 8

Succession au Grand-Orient de France

M. Christian Pozzo di Borgo remplace M. Ragache à la tête de la principale obédience maconnique. PAGE 10

Débats

Un article de M. Jean

PAGE 2

Le sommaire complet se trouve en page 24

Le secrétaire général du PC soviétique en visite en Sibérie orientale

La rentrée mouvementée de M. Gorbatchev

Après un grand mois de vacances, M. Gorbatchev a repris ses activités publiques. Il était lundi 12 septembre, à Krasnotarsk, où, à l'occasion d'un « bain de foule », il s'est fait vigoureusement interpeller sur les effets - ou le manque d'effets - de sa politique.

MOSCOU

de notre correspondant

M. Gorbatchev est rentré de vacances lundi. Il a aussitôt quitté Moscou pour la région de Krasnofarsk en Sibérie orientale, et le mardi 13 septembre, c'est déjà

bracelet tennis'

Hôcel Méridien • Espace "Galeries Latayette," Parts.

Aéroport d'Orty • 92, rue Eugène Colas, Desaville.

21, bd de la Croisette, Cannes • Hôcel Loews, Monte-Carlo.

20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dalias • New York.

6, rue Royale, Paris. 42.69.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Bysses, Hôtel Ritz.

de Fred.

Votre "Bracelet-Tennis" yous attend chez Fred.

La nouvelle fureur vient des Etats-Unis.

pas la moindre pause dans la bataille politique qui secoue l'URSS. Car à travers ces premiers échanges - extrêmement animés - avec les foules massées sur son chemin, à travers critiques et louanges qu'on lui adresse, à travers les interviews et reportages auxquels donne lieu ce voyage, l'affrontement entre conservateurs et modernistes est si criant qu'on croit vivre une journée supplémentaire de la conférence du parti. Fin juin, c'était cartes sur table et ça l'est à nouveau quand M. Gorbatchev fait sa rentrée politique en déclarant: « Il est essentiel, cama-

comme s'il n'y avait pas eu d'été, rades, d'aller fermement de écartés. >

par le groupe socialiste du Parlement européen. M. Roland Dumes,

nistre des affaires étrangères, le rencontrera le lendemain.

(Lire nos informations page 4)

l'avant et tous ceux qui voudraient nous tirer en arrière par tous les moyens devraient être C'est évidemment dire là

qu'aucune des réformes politiques qu'il avait fait adopter à l'arraché par la conférence ne deviendra réalité sans qu'un rapport de forces ne l'impose et que l'année sera donc mouvementée. On le savait, mais si le secrétaire général a choisi de le proclamer, c'est. sans doute qu'il ne peut entretenir la moindre illusion à ce sujet tant le terrain est miné.

BERNARD GUETTA. (Lire la suite page 6.)

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ Des médicaments détournés comme stupéfiants. ■ Les mitochondries au service des plantes. des espèces disparues.

Pages 18 et 19

Un entretien avec Muse Danielle Mitterrand

« Si je pouvais créer une chaîne humanitaire mondiale... »

Page 11

Onze mois après la mort de Thomas Sankara

« Rectification » au Burkina-Faso

Depuis le coup d'Etat au cours duquel, il y a près d'un an, le capitaine Thomas Sankara avait trouvé la mort, son successeur à la tête du pays. Blaise Compaoré, a entrepris un politique de « rectification = tous azimuts.

OUAGADOUGOU de notre envoyé spécial

Dans ce cimetière reculé de la banlieue de Ouagadougou, la simple tombe de ciment blanc est placée symboliquement - dernier hommage au chef - legèrement en avant de celles, toutes aussi simples et immaculées, de ses douze compagnons morts en même temps que lui. Quelques fleurs, une inscription maladroitement écrite sur un morceau de Onze mois, en effet, après sa carton : - Tu resteras toujours

notre président », un chien samélique, qui passe entre les tombes, et un adolescent – gardien? Flic ? Fidèle ? - qui surveille d'un œil distrait.

C'est tout mais c'est impor-tant : Thomas Sankara l'ancien président du Burkina-Faso (ex-Haute-Voita), assassiné le 15 octobre dernier, a enfin une sépulture décente. Pendant quelques. semaines, en effet, sa dépouille mortelle était restée enfouie sous quelques pelletées de terre. . Comme un chien .. s'insurgezient même certains de ses adversaires.

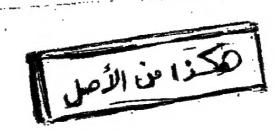
Cette « normalisation funéraire » est-elle un prélude à l'oubli ou l'amorce d'une réhabilitation du bouillant capitaine? Personne, aujourd'hui, ne peut répondre. mort, la majeure partie des Burki-

nabés semblent animés de sentiments bien contradictoires à son égard. S'ils sont fiers que « cet homme-là . - qui avait fait la une de nombreux journaux dans le monde - ait été un des leurs, ils ne sont pas mécontents non plus que sa politique ait cessé.

· Partout on connaît maintenant le Burkina, dit fièrement un étudiant, nous qui étions considérès, même en Afrique, comme des moins que rien parce que notre pays est un des plus pauvres de la planète - Il - nous a redonné notre dignité. Malheureusement, vers la fin, il était devenu un peu fou. Il risquait même de finir comme Sékou Touré. Je vais peut-être vous choquer mais... c'est peut-être mieux qu'il soit mort avant. -

JOSÉ-ALAIN FRALON. (Lire la suite page 3.)

A L'ETRANGER: Algéria, 4,50 DA; Morror, 4,50 dir.; Turnida, 600 m.; Allemagna, 2 DM; Austricha, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Denemark, 10 kr.; Espagne, 155 pas.; G.-B., 60 p.; Allemagna, 2 DM; Austricha, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Denemark, 10 kr.; Espagne, 155 pas.; G.-B., 60 p.; Conada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Denemark, 10 kr.; Espagne, 155 pas.; G.-B., 60 p.; Conada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Denemark, 10 kr.; Espagne, 155 pas.; G.-B., 60 p.; Conada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Denemark, 10 kr.; Espagne, 155 pas.; G.-B., 60 p.; Conada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Denemark, 10 kr.; Espagne, 155 pas.; G.-B., 60 p.; Conada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Denemark, 10 kr.; Espagne, 155 pas.; G.-B., 60 p.; Conada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Denemark, 10 kr.; Espagne, 155 pas.; G.-B., 60 p.; Conada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 4,50 dir.; Turnida, 600 m.; Allemagna, 2 DM; Austricha, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Conada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 4,50 dir.; Turnida, 600 m.; Allemagna, 2 DM; Austricha, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Conada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 4,50 dir.; Turnida, 600 m.; Allemagna, 2 DM; Austricha, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Conada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 4,50 dir.; Turnida, 600 m.; Allemagna, 2 DM; Austricha, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Conada, 1,75 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F; Côte-d'Ivoire, 4,50 dir.; Turnida, 600 m.; Allemagna, 2 DM; Allemagna, 2 DM;



Débats

SOCIALISTES

Notre perspective : une société d'équilibre

par JEAN POPEREN (*)

« Il faut qu'un puissant mouve-ment se lève partout et s'empare de notre société pour le refus des injustices, le refus des exclusions. >

François Mitterrand - Lyon -15 avril 1988

981-1988. Après la victoire flamboyante, le succès apaisé. Groggy l'espace d'une saison en 1981, la droite ressortait bientôt dopée de son désastre. C'est cette fois-ci qu'elle semble se défaire sous nos yeux; et le téléfilm d'enthousiasme mécanique qu'a mimé Chirac à La Baule n'a trompé personne.

C'est que la droite, ayant vécu sa défaite de 1981 comme un accident de parcours, craint aujourd'hui de subir le tournant de cette fin du siècle. La « parenthèse », ce n'était pas 1981-1986, c'est 1986-1988. La «durée» a changé de camp.

«Le camp!» Qu'on me pardonne cette horrible métaphore militaire : la force des (mauvaises) habitudes! Les pasdarans du « consensus » vont me fouetter... du verbe. C'est qu'il est désormais entendu que ce qui, partout ailleurs dans les démocraties, s'appelle « alternance » est chez nous « guerre civile » (en leur grande indulgence, les pasdarans nous accordent qu'elle est « froide »). Observons pourtant que l'alternance n'est devenue la « guerre civile » que depuis qu'elle joue au bénéfice de la gauche! Ce ne sera pas un des moindres mérites du président François Mitterrand que d'avoir, en ce pays, acclimate l'« alternance douce».

Donc, pour le moment, nous sommes là, nous, les socialistes, avec la gauche - que nous assumons désormais largement, avec d'autres encore : ceux qui le veulent. Nous sommes là, et, semble-t-il, pour quelque temps.

Le temps, la durée : pour quelle perspective?

- Aujourd'hui que nous gouvernons, est-ce le moment de s'interroger? . Pour certains, on Faudrait-il comprendre que, quand on gouverne, on ne pense pas ?

Le gouvernement a sa fonction : il gère un moment de la longue marche. Et pour le moment présent, dont la Lettre aux Français du président de la République a fixé le sens, le gouvernement fait ce qu'il a à faire, et, d'un avis qui paraît largement répandu, il le fait plutôt bien. Sous la direction du premier ministre a prévalu, dans le cas, exemplaire, de la Nouvelle-Calédonie mais aussi à l'occasion de plusieurs conflits sociaux, le compromis par la concertation, le dialogue sur la proclamation. Réussite qui pourrait faire école.

Une formidable « motation »

Mais pour les tâches à venir, qui seront lourdes, le gouverne-ment aura besoin que les socialistes sachent donner à la gauche et à l'ensemble des forces de progrès un grand élan collectif. Et il n'est point d'élan collectif sans perspective. Ce qui veut dire d'abord : savoir où nous en

Depuis le temps qu'on nous répète que nous, socialistes, avons changé, que nous le répétons avec les autres, il serait peut-être temps de dire en quoi. Et nous ne sommes pas forcément les plus mal placés pour le faire.

Naturellement que nous avons changé. Et le monde, autour de nous, a changé. Et ceci surtout explique cela.

Nous sommes à un moment de ce qu'il est convenu aujourd'hui d'appeier « mutation » : en fait une nouvelle et formidable - la plus énorme jamais vécue explosion des forces productives (production, échanges, communication).

La première caractéristique propre à cette mutation sans pré-cédent est l'extraordinaire accélération des rythmes des progrès tochniques, scientifiques, dans tour les domaines, bien en avant des institutions et de la conscience

collective. Les grandes crises des dominante préparent plutôt l'ère sociétés naissent toujours de ces Acartèlements entre. d'une part, forces productives et structures sociales (rapports de production), superstructures institutionnelles, culturelles, politiques d'autre part. C'est bien ce que nous mes en train de vivre.

Le raccourcissement fantastique - et qui va s'accélérer - du temps de travail nécessaire à la production et l'entrée de centaines de millions de producteurs des pays dits du tiers-monde sur le marché du travail offrent aux détenteurs des moyens de production, de plus en plus satellisés autour du capital financier, un moyen de pression formidable sur les salariés. Par où l'on voit que le brusque élargissement économique du monde est de conséquence aussi considérable que fut son élargissement géographique aux quinzième et seizième siècles.

Depuis quinze ans que la crise a commencé d'être vécue, les conditions de la confrontation, globalement, dans les pays industriellement avancés, sont deve-nues plus difficiles pour le monde du travail. Après une phase demontée pour le salariat, de hausse du niveau de vie, de progrès démocratiques et culturels, le rapport des forces sociales tend à s'inverser et à repousser le salariat sur la défensive.

Une société « triale »

La déchirure la plus douloureuse, la plus crûment ressentie, est la présente aggravation des inégalités à l'intérieur des sociétés occidentales, et entre ces sociétés et les pays qu'on dit - en voie de développement », dont la plupart vivent en fait une accentuation de leur sous-développement.

Ce qui est en marche, ce n'est ditaire », c'est la machine iné-

« Loin de se réduire, les formidables inégalités qui structurent les sociétés et façonnent les rapports entre les États et les peuples s'accroissent inexorable-

Nous alions, non vers une société duale, mais vers une société triale, où la masse contrale tend à glisser vers le bas, entre une zone de pauvreté qui s'élargit et une sphère dominante plus concentrée et plus forte : 20% de la population (des pays développés) disposent de la moltié des revenus et des patrimoines et 10% s'en attribuent plus du tiers (2) ».

Pouvons-nous renverser in tendance, pouvous-nous desserter la pression? Et d'abord, le pouvonsnous en un seul pays? Evidem-

Ce qui impose aux socialistes européens de se donner des strucsures de coopération plus étroites dès les prochaines années : car c'est au moment où l'internationalisation progresse dans tous les domaines que les liens entre socialistes paraissent les plus incertains et les moins organisés.

Mais la proximité de l'échéance européenne doit-elle nous dispenser de l'effort hexagonal immédiat? Faudrait-il donc, ici, attendre et ne rien faire? Sans doute, après ces déchirures que provoque chaque nouvelle percée des forces productives, le mouvement habituel de l'histoire est qu'un rééquilibrage s'amorce et qu'un nouveau tissu social se reconstitue : en l'occurrence, un nouvel essor économique devrait, à terme, offrir de nouvelles possibilités au salariat, lui-même transformé. Mais rien n'est inéluctable. Et, pour le moment, les effets de la crise dans le corps social s'alourdissent.

La logique de l'aggravation des tensions est de glisser jusqu'à des situations de rupture, d'affrontement brutal, à l'intérieur des nations ou entre les nations. Les groupes dominants de nos sociétés ne sont point aveugles devant ce risque : ils espèrent parfois le surmonter par les moyens de force. Mais les néo-saint-simoniens (3) qui inspirent aujourd'hui la caste

des organisateurs que le temps des colonels.

L'américanisation de la vie politique en Occident (dont l'exceptionnelle poussée d'absten-tionnisme aux récentes élections législatives en France aura été un révélateur), qui se caractérise notamment par le déclin de la conscience politique au bénéfice de la médiatisation de masse, est un puissant encouragement à ce courant idéologique qui, depuis plus de deux siècles, rève d'une concentration des pouvoirs au bénéfice de ceux qui « savent ».

Azesthésie médiatione

Ayant observé que plus on informe et moins on sait il calcule que, maîtrisant les consciences par l'irrésistible engourdissement de l'anesthésie médiatique, cette -élite » qu'il estime être aura bientôt les movens tout à la fois de prévenir les grandes secousses politiques et de se dégager des contraintes de la démocratie : ce serait le despotisme téléclairé.

N'avons-nous le choix qu'entre 'engourdissement et la violence. la résignation et le drame? Ou peut-il y avoir une voie, une volonté une raison? Hier, nous disions « stratégie de rupture » ? Nous ne le disons plus. Mais quoi ? N'y aurait-il rien entre la · rupture » et la simple gestion du jour qui passe ?

Nous, les socialistes, nous sommes pour le compromis : le « compromis social ». Nous sommes pour un nouvel équilibre, qui s'exprimera prioritairement en nouveau partage du travail, et qui, au-delà, modèlera la société à venir et la conscience collective en une nouvelle conception de la place du travail dans la société et dans la vie humaine.

L'enjeu des tensions actuelles, pas le fantasme de la « machine des épreuves que nous vivons, il est là: parvenir à une société d'équilibre par un plus juste partage des profits et des richesses - revenus et travail - qui implique et que conditionne un plus inste partage du pouvoir, du savoir. Au-delà, sur le plus long terme, il convient que cette société elle-même plus équilibrée puisse maîtriser les rapports du trinôme croissance-démographieenvironnement.

C'est notre proposition, notre perspective, autour d'elle que s'organise notre action, celle ou's tracée le président de la République dans sa Lettre, celle qu'a présentée au Parlement le premier ministre, celle qu'avait adoptée la convention nationale du Parti socialiste en ianvier.

Alors, disons-le. Et que chacun prenne ses responsabilités : car ce serait un grand risque que certains, aujourd'hui, laissent passer

(*) Ministre des relations avec le

l'occasion du plus juste partage par la concertation. On ne joue pas impunément trop longtemps avec la cohésion sociale. Nous, socialistes, en tout cas offrons cette perspective au pays: le a nouvel équilibre », comme d'autres, ailleurs, en d'autres temps, avaient annoncé la « Nouvelle Frontière ».

Au lieu de gémir, avec tout le chœur des pleureuses hypocrites sur le « déclin de la politique », « l'apathie ou l'indifférence de l'opinion », donnons au « politique » sa vraie fonction : faire des idées, d'une idée centrale, une force motrice du mouvement social. C'est ça d'abord le rôle d'un parti comme le Parti socialiste. Haussons le politique à un autre niveau que celui des intrigues du jeu politicien. Proposons cette direction en réponse politi-que aux problèmes de la société

Cherchons dans cette direction la riposte de fond à l'escalade de l'horrible. Le Pen ne « dérape » pas : il a choisi de se tailler une base d'« opinion » par une stratégie de provocation contre l'ensemble des structures politiques, de la « société politique » existante. L'inquiétant - et pas seulement pour la droite - est que jusqu'ici il y réussisse. Il n'y a de chance de casser la mécanique qu'en ouvrant une perspective crédible qui rende espérance et confiance à ceux qui s'éloignent ces temps-ci de la démocratie.

Les habitudes du guesdisme

Et puis, au-delà, plus largement, rassemblons sans exclusive sur ce grand dessein des socialistes: la voie est ouverte à tons ceux qui veulent s'y engager, sans qu'il soit besoin d'imaginer des combinaisons politiciennes qui ne rappelleraient que les mares stagnantes d'un autre temps. Dès lors qu'il y a une force politique prépondérante, elle a vocation à initier un rassemb

large possible. Du coup, bien sûr, le Parti socialiste sera amené à adapter ses structures à sa fonction. Un parti de rassemblement, apte à assumer - à travers toute la diversité du territoire - la diversité du mouvement social ne peut rester un parti de centralisme d'appareil.

Puisqu'on a dépouillé le guesdisme, faudrait-il n'en garder que les habitudes d'organisation?

Que ce parti d'aujourd'hui exprime un puissant mouvement de la société française vers le Nouvel Equilibre!

(1) Le Monde diplomatique, juillet (2) Idem.

(3) Le courant s'exprime notammen travers de la fondation Saint-Simo qui vient de publier la République d

Penser à l'autre Europe

par JOSEF NOVAK (*)

'ANNÉE 1992 marquera l'union économique des douze pays de la Communauté européenne. C'est une étape historique dans la mesure où cels renforcers politiquement le monde démocratique. On peut toutefois regretter que, simultavoque une scission avac le reste de l'Europe. Certaines natione exclues de l'heureuse alliance s'en inquiètent.

Si les observateurs colitiques marchent sur des œufs lorsqu'ils traitent de l'admission d'un pays d'Europe centrale tel que l'Autriche au sein de la CEE, ce n'est pas un hasard : l'Autriche était, avant la première guerre mon-diale, le cœur de la Mittelauropa, une région qui a toujours défié ses limites dans l'espace et dans le temps, et qui a donc sans se été source de problèmes. Alors qu'ils font tout pour

obtenir des accords commer-ciaux préférentiels et pour établir des relations diplomatiques avec les pays de l'Est appartenant à la Mitteleuropa, les diplomates d'Europe de l'Ouest évitent les épineux problèmes culturels, malgré les fiens profonds qui unisent les peuples de cas pays à la culture occidentale.

Le terme germenique «Mittel-europa» signifie Europe centrale. Si on le traduit per «Europe de l'Est», c'est per une habitude de langage peu scrupuleuse. En fait, la Mitteleuropa résiste de manière tenace à toute définition géographique et politique. Il s'agit plutôt d'un héritage cultural dont l'assence a été créée et partagée par des penseurs et des écrivains tels Bernard Boizano, Edmund Husserl, Thomas Masaryk, Karel Capek, Franz Katka, Max Brod, Franz Werfel, ou d'autres encore. La Mitteleuropa a été élaborée à la fois dans la région et dans la tradition de la monarchie austro-hongroise, du temps où Vianne était le cour de l'Europe centrale, unifiant sous le domination impériale ce qui se faisait de mieux à Pregue, Budapest, Cracovia et Triesta.

Les politiciens sont dans l'erreur lorsqu'ils croient qu'au fil des ans cet héritage a perdu de sa cohérence et qu'il n'existe milant la disperition des juifs de plus que largement contribué à son développement culturel - à la chute du rayonnement de la région. Car, en fait, les intellectuels juifs ont marqué de leur rite les plus ardents avocats de la cause, en particulier ceux qui vivent sous domination soviétique ou qui ont tout fait pour y échapper. Cela, plus que toute autre chose, a fait de ces seurs des «Mitteleuropéens» encore plus virulents, comme la dramaturge tchèque Vaciav Havel ou l'écrivain, soilé à Paris, Milan Kundera.

Bien sûr, l'idée d'une culture d'Europa cantrale courrouce le viétique dans la mesum où elle ne correspond pas à son hégémonie politique et militaire sur la Mitteleuropa. La presse niste dénonce violemment l'idée d'Europe centrale comme étant un complot occidental, « furtivement masqué, et cormale la plus dangereux »,

visant à affaiblir son unité idéologique. De manière subtile, ce courroux ravit les dissidents de l'autre côte du rideau de fer, car il cache, seion eux, une sensibilité à l'opinion mondiale.

TO THE !

11200

3 200

李雅 进入品

Les dissidents emitteleuro-péens » sont désespérés de voir à quel point la colonisation soviétique dans le domains culturel a été telle en Europe centrale que son art, ses institutions sociales. ses crayances, ses valeurs, ses traditions at sa morale ont dis-paru dans certains cas. Selon a détruit l'harmonie entre culture et tradition. Mais ils estiment pa eilleurs que toutes les braises ne sont pas étaintes, et ils se tour-nent vers l'Ouest dont ils attendent de l'aide.

Ces incertitudes quant au futur de l'Europe centrale sont santes. Désormais. la question préoccupante est de savoir comment la prochaine unité politique et économique de la Communauté auropéanne paut coexister avec son ignorance obstinée des pays kidnappés d'Europe centrale. En fait. l'Europe de 1992 n'est-elle pas trop dangereuse pour l'ensemble de l'Europe, si l'on garde à l'esprit que le gouvernament soviétique a également l'intention de préservers son immense empira, lequel inclut la Mitteleu-

Je suis convaincu que la Com-munauté européenne a une part de responsabilité dans la reconstitution de l'unité culturelle européenne. Je ne peux pas avalises son indifférence et son détachement des problèmes culturels. Je crois que son attitude distante entraînera la fin de l'Europe en tant que région ayant une tradi-tion intellectuelle. Et que cale conduira probablement à un hara-kiri européen.

Quelles sont, capendant, les alternatives de la CEE ? La création d'une Television

Free Europe serait une réalisation majeure. Utilisant les technologias avancées, la télévision abertrait le mur de la censure en offrant un accès facile aux événements culturels et politiques, non seulement occidentaux, mais aussi « mitteleuropéens ». La rait écalement soutenir financié rement des publications et des stations de radio tellas que Radio Free Europe at Radio Liberty.

Quoi qu'il en soit, ai la Communauté ne commence pas, dans un futur proche, à s'engager totalement, elle s'isolera ellemême du reste du continent. C'est peut-être un de ses objectifs, mais il v aura peu de dupes derrière l'enchevêtrement des fils de fer barbelés. Les habitar d'Europe centrale ne peuvent s'empêcher de voir là un complo occidental qui mine l'intégrité probable qu'ils aient raison : d'une tradition autrefois glouse, il ne restera plus qu'une fuite devant les respon envers l'Europe en tant qu'un

(*) Ecrivein tchêque vivant à Paris.

Le	Monde	
Edial -	- In DADT In Mondo	

Gérara :

Anciens directeurs:

ubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944,

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde ».

Société apouyme des lecteurs du Morde,

Le Monde-Entreprises,

Administrateur général : Bernard Wous.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Coréducteur en chef : Chaude Sales.

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondates

75427 PARIS CEDEX 09

7, RUE DES ITALIENS,

de « Monde » 1, c des lasions sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395 - 2037 Renseignements sur jes microfilips-et index du Monde au (1) 42-47-83-61.

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Tel: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Telex MONDPUB 206 136 F

Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650572 F Tálécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS BP 507 09 **75422 PARIS CEDEX 09** Tél: (1) 42-47-98-72

	Teelf	FRANCE		SUESE	PAYS
l	3	354 F	399 F	94 F	GRT F
	6	672 F	762 F	972 F	1 337 F
	*	954 F	1 000 F	1404F	1952F
	140	1 200 F	1 300 P	1 890 F	2 530 F
		ÉTRA	NGER	: par v	oie

aérienne tarif sur demande: Pour vous abonner RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

BULLETIN

D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois
6 mols
9 mais
1 ==
Nom: Prénom: Adresse:
Code postal :
Pays:
Veuillez avoir l'obligausce d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie





Etranger

MOZAMBIQUE: la rencontre entre M. Chissano et M. Botha

Le barrage de Cabora-Bassa pourrait fonctionner de nouveau au début de 1990

SONGO (nord du Mozambique) de notre envoyé spécial

Control of the second

Ann What is the second

THE PERSON NAMED IN

'de : tall mail 5

and the state of

Chest of District

SALL PERCO

A1 4 4 4 4 4

Abel Swee 38.

CON 28 1730 25

Alsarias Jasira

THE PROPERTY OF

Contract of Secretary

THE PERSONAL PROPERTY.

min n tret tr ge

.. 1 :11.315

- 18 2 'S

Content of the

THE STATE OF THE S

et mar america all

CONTRACT STABSFELD

a ma ertaafart Mite

material and challenges age

of the transport en media 电复量

to the fix not be

and the first the second of the second

Contract of Contract

times were a different

. . worder torr Torre

្រំ ស្រុក ពី**គ**ំនិ

The second of the second of the second

Appear Crest Etc

refer out the set in

the contract regions.

1. 1 of 12 19 1972

are a program

and the graph

Sec. 1 1 201 2021

18' 8 24 TH

1. d ., a ==

, a mei ni

BULLETA

\$140 (0)# 2 PERS

with a more for any

of a contract the last the

THE LINE

S. It line by

La glace semble, de toute éviquim Chissano et Pieter Botha étaient tout sourire pour leur première rencontre, lundi 12 septembre à Songo, dans la province de Tete (nord-ouest du Mozambique). Un heu, en fait, pratiquement neutre puisque les deux heures d'entretien e sont déroulées dans les locaux du complexe hydroélectrique de Cabora-Bassa, qui est, en majeure partie, contrôlé par le Portugal,

C'est un endroit symbolique, comme l'a souligné le chef de l'État nozambicain, et cela à double titre. Tout d'abord, parce que ce gigantes que barrage sur le Zambèze, le plus important d'Afrique, est synomyme, pour M. Chissano, de coopération et de développement pour les pays de la région. Ensuite, parce que cette réalisation — ce qu'il n'a pas précisé — est inutilisée depuis plusieurs - est inutilisée depuis plusieurs années. Les rebelles de la RENAMO (Résistance nationale du Mozambique) ont, en effet, saboté 524 pylônes des ligies à rante la centrale et privant d'électri-

> ZIMBABWE: en visite dans le Matabeleland

Jean-Paul II insiste sur la réconciliation nationale

Pour sa seconde journée an Zim babwe, Jean-Paul II s'est rendu, le lundi 12 septembre, à Bulawayo, capitale du Matabeleland. Dans cette province, qui a retrouvé la paix il y a quelques mois seulement, les conflits tribaux ont fait plusieurs centaines de morts depuis l'accession du pays à l'indépendance en

Lors d'une messe, qui a rassemblé quelque 80 000 personnes sur le champ de courses d'Ascot, le pape a insisté sur l'idée « de réconciliation. ité ». « Plus d'entrainement à la guerre », mais « un entrainement à la paix et au développe-ment », a-t-il dit dans son homélie.

Le souverain pontife qui avait été cueilli à l'aéroport de Bulawayo par M. Joshua Nkomo, l'homme fort du Matabeleland, l'ancien rival poli-tique du président Robert Mugabé avec lequel il s'est aujourd'hui réconcilié, a aussi participé à une rencontre œcuménique à la cathé-drale anglicane avant de regagner

Jean-Paul II devait quitter le Zimbabwe le mardi 13 septembre pour le Botswana où il passera vingtpuatre heures. Au Mozambique où il doit se rendre vendredi 16 septem-bre, les rebelles de la Résistance nationale du Mozambique (Renamo) ont annoncé, dans un communiqué rendu public à Lisbonne, un cessez-le-feu unilatéral, du 15 au 21 septembre, dans les trois provinces - Maputo, Beira et Nampula – que le souverain pomife | avaient profondément mécontentés visitera. – (AFP, Reuter.)

cité le Mozambique, mais aussi l'Afrique du Sud, à qui presque les trois quarts de la production étaient destinés.

Il n'y avait donc pas de meilleur endroit pour marquer la reprise du dialogue entre les deux Etats et pour « réanimer l'esprit des accords de Nkomati » de mars 1984, qui se sont pourtant révélés bien vite être un chiffon de papier. Le fonctionne-ment de Cabora-Bassa est considéré par le président Chissano comme la prenve que Pretoria respectera à l'avenir sa parole et ne fournira plus d'aide matérielle à la RENAMO. Cela pourrait constituer la première étape concrète vers un processus de détente, qui est seulement en cours.

Le successeur de M. Samora Machel a donc longuement montré à son homologue le complexe hydroslectrique. Les deux hommes, en compagnie de M. «Pik». Botha, ministre des affaires étrangères, ont parcouru, sous les yeux inquiets des services de sécurité sud-africains, le barrage et la centrale en parfait état de marche (il en a coûté 8,5 millions de dollars en 1987 au Portugal)..Il suffit donc de réparer les lignes pour que le courant passe à nouveau entre l'Afrique du Sud et le Mozambique, au sens propre comme au figuré.

Après la signature des accords de Lisbonne en juin dernier entre l'Afrique du Sud, le Portugal et le bique, les travaux de reconstruction devraient en principe com-mencer des octobre, selon M. Castro Fontes, président du conseil d'administration de la centrale. Un contrat a été signé, le vendredi 9 septembre,

à Lisbonne, avec une firme ita-lienne, pour la remise en état, et une société sud-africaine, pour la fourniture de matériel.

Le financement sera assuré par un prêt de 100 millions de francs du gouvernement italien au gouverne-ment mozambicain et un autre, de 35 millions de rands, de banques sud-africaines, garanti par Pretoria. L'armée mozambicaine, assistée ogistiquement par l'Afrique du Sud, en assurera la protection.

Si tout se déroule comme pr tout devrait être terminé à la fin de 1989, et les turbines pourraient fonctionner à nouveau à plein régime au début de 1990. Comment, ensuite, éviter les nouveaux sabotages? Neuf cents kilomètres de lignes se trouvent en territoire mozambicain. Les protéger n'est pas une mince affaire. M. Chissano paraît confiant mais refuse de dévoi-ler de quelle manière il entend pro-

« Le deuxième pas >

Pour l'instant, il a obtenu la garantie de M. Botha qu'aucu aide ne sera fournie à la RENAMO. Cela semble lui suffire, même si, par le passé, les Sud-Africains n'ont pas respecté leur parole. Le climat est actuellement plutôt à la confiance. On verra, avant d' a alier aussi loin qu'il est possible » dans cette voie, selon la formule utilisée par

M. Botha a surenchéri en parlant de « deuxième pas » après Nkomati et de « futur doré des relations »

après la remise d'une pièce d'or en cadeau, un Krugerrand. Il a approuvé l'offre d'amnistie du me mozambicam aux rebelles et cessation des violences. De son côté, M. Chissano a reconnu que d' « importantes réformes » avaient accomplies en Afrique du Sud mais qu'il fallait qu'elles soient accélérées -. «Si nous pouvons obtenir l'harmonie avec M. Botha, 2-t-il ajouté, et s'il n'y a pas d'har-monie en Afrique du Sud, nous n'aurons abouti d rien.

Les entretiens ont été, au dire de tous, courtois, amicaux et prometteurs pour l'avenir. Il semble qu'il y ait en, de part et d'autre, une réclie volonté d'améliorer les relations bilatérales et de promouvoir les bilatérales et de pointour de échanges économiques. L'amorce de la détente, entreprise en août 1987 par M. Jacinto Veloso, ministre mozambicain de la coopération, a été longue à se concrétiser. Il aura fallu un an pour qu'elle aboutisse. La mort accidentelle du président Machel en octobre 1986, dont Pretoria fut rendue responsable par Maputo, a été longue à pardonner par les dirigeants mozambicains.

Reste, désormais, à savoir si ce dégel aboutira à un modus vivendi solide et durable. Et surtout si les militaires sud-africains respecteront les engagements du pouvoir politique. Tout au long de cette rencon-tre, le général Magnus Malan, ministre de la défense sud-africain se trouvait presque constamment i relques longueurs derrière les deux présidents. Faut-il y voir un signe ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

La visite du chef de l'Etat tunisien en France

MM. Mitterrand et Ben Ali veulent développer la coopération entre le Maghreb et l'Éurope

Au deuxième jour de sa visite d'Etat en France, le président Ben Ali devait avoir, dans la matinée du mardi 13 septembre, un entretien avec M. Michel Rocard, avant une réception à l'Hôtel de Ville et un déjeuner au Sénat. Il a été ajouté, au programme officiel de la journée, une réception offerte à la colonie tunisienne dans un bôtel parisien, en présence de M. François Mitter-

Accueilli par le chef de l'Etat français à Orly lundi après-midi, M. Ben Ali a tout de suite exprime son désir d'enrichir les relations bilatérales et d'élargir la coopéra tion franco-tunislenne ». Au cours tion franco-tunisienne ». Au cours du diner ofiert à l'Elysée, s'exprimant en arabe, il s'est déclaré convaince que « la sécurité et la prospérité de l'Europe ne peuvent s'accommoder indéfiniment de l'instabilité et du sous-développement de la Méditerranée en général et de sa rive sud en particulier ». Il a évo-ané l'édification d'une communauté qué l'édification d'une comm maghrébine qui « favorisera l'instauration d'une coopération globale et fructueuse avec la Communauté

Sur le même registre, le président Mitterrand a dit : « La France assumera en 1989 la présidence des sept pays industrialisés et la présidence de l'Europe. Nous rappellerons à mos partenaires les principes qui doivent guider nos relations avec les pays en voie de développement. » Faisant allusion à la réconciliation entre l'Algérie et le Maroc, il a poursuivi : « Des Etats qui ne se parlaient plus renouent le dialogue. C'est bon pour l'unité maghrébine. La France se sent, par l'histoire et par le cœur, proche des pays du Maghreb. » Sur le même registre, le président

A M. Ben Ali, qui a exprimé sa solidarité avec « le peuple palesti-nien, victime d'une impitoyable répression dans les territoires arabes occupés », M. Mitterrand a répondu en évoquant « le droit des peuples à choisir leur destin ». Alors que la question de la rencontre entre MM. Dumas et Arafat à Strasbourg occupait bien des esprits, le chef de l'Etat a poursuivi :

a li faut que les rancœurs et les craintes solent vaincues pour faire crames social repartir le dialogue. Après ce qui s'est passé dans les territoires occupés, il n'y a plus de temps à occupés, il n'y a plus de temps à le social de le le social de le le social de le so perdre. Le peuple israélien et le peuple palestinien doivent prendre leurs responsabilités.

S'agissant du Sahara occidental, le président français a déclaré que la France « suit l'évolution actuelle et attache beaucoup d'importance au droit à l'autodétermination ». Il 2 également exprimé sa préoccupation quant à l'avenir du Liban. « Il faut que les Libanais puissent exercer leurs droits dans le cadre constitutionnel qu'ils se sont donné », a-t-il

Enfin, revenant à la Tunisie, M. Mitterrand a exhorté les patrons français à visiter - les vastes chantiers en Tunisie, pour la bonne santé de leurs entreprises mais aussi pour aider ce pays ami de la France ».

Dans les milieux du patronat, où cette visite sera l'occasion de contacts à haut niveau, on souligne le rôle que les PME et les PMI francaises penvent jouer, par leurs invesssements, dans une Tunisie où l'horizon politique s'est éclairei depuis le règiement de la succession de M. Bourguiba.

« Rectification » au Burkina-Faso

(Suite de la première page.)

Comme si a fin tragique, celle d'un grand frère admiré, qui aurait continué à rouler trop vite sur sa moto en dépit des conseils de prudence, avait été l'aboutissement fatal d'une trajectoire trop rapide. Et les Burkinabés, eux, sem-

blaient de moins en moins enthousiastes à suivre un rythme au satisfaction évidente qui a accueilli dans tout le pays les promières décisions prises par Blaise Com-paoré, le nouveau président. Ce compagnon d'armes de Sankara, son « presque-frère » a été an con-tre des affrontements d'octobre. « Cétait Sankara ou nous », disent aujourd'hui les nouveaux dirigeants. Ceux-ci ont donc abrogé rapidement toute une série de ares décidées par l'ancien pré-

Finie, l'obligation de porter le « Paso Dan Fani », le costume local ; oublié, le « sport de masse obligatoire - dans certaines administrations les fonctionnaires étaient notés autant sur leur apti-tude au voilley-ball ou à la course à pied que sur leur ponctualité ou leur diligence. Abrogées, les restrictions à l'importation de certains fruits et légumes – il fallait « con-sommer Burkinabé ! » – qui

tique du prix de la bière...

La . rectification . - nom donné ici au « recentrage » — va plus loin et semble destinée à tou-cher tous les secteurs de la vie économique, politique et sociale. L'économie doit s'adapter aux

règles internationales », dit le ministre du commerce, M. Frederic Forsagn. « Les fermes d'Etat, seront progressivement abandon-nées », annonce le responsable de l'agriculture, M. Albert Guigma. « Nous avons maintenant la confiance des opérateurs financiers internationaux», affirme le minis-tre de l'eau, M. Alfred Nombre. « Nous sommes dans un contexte d'économie capitaliste. Le rôle du secteur privé doit être important », ajoute le ministre du commerce. Quant au nouveau chef de la diplo-matic. M. Lean Marc. Balm. il matic, M. Jean-Marc Palm, il insiste sur la politique de bon voisi-nage « tous azimuts » menée par

le gouvernement. Il est viai que les foucades du capitaine Sankara, si elles séduisi-rent certains - Avec lui on s'amusait bien quand même », reconnaît un diplomate en poste à Onagadougou, – avaient fini par exaspèrer dans de nombreuses capitales, notamment africaines.

Symbole de ce changement de cap: la présence du général Eya-déma, le président du Togo voisin et l'un des adversaires irréductibles de Sankara, lors des cérémonies du mois d'août pour l'anniversaire de la révolution. Les relations avec la France sont aussi normalisées. Certes, Paris, notamment depuis la visite de François Mitterrand à Ouagadougou, en novembre 1986, avait appris à moins se formaliser des déclarations intempestives de

Dérapages et exactions

Il n'empêche, Jacques Chirac était violemment fâché - et envisageait même la suspension de l'aide de la France - lorsqu'il avait constaté que le Burkina avait parrainé à l'ONU la motion condamnant la politique française en Nouvelle-Calédonie. Lors des dernières sessions consacrées à ce dossier, le Burkina s'est abstenu! Quant aux anciens amis de Thomas Sankara ils ont, semble-til, fait contre manvaise fortune bon

Ainsi, le capitaine Rawlings, du Ghana, qui avait décrété une semaine de deuil national à la mort de l'ancien président, entretient maintenant des relations « confiantes » avec le nouveau régime. Même chose pour le colonel Kadhafi. Les liens trop étroits que Sankara entretenait avec la Libye auraient pourtant été un des motifs de dissension entre lui et Blaise Compaoré.

Pour les Burkinabés, la mesure la plus importante et la plus exemplaire prise par le nouveau gouver-

tion des Comités de défense de la évolution (CDR) créés par Sankara pour être les fers de lance de cette révolution. S'ils avaient permis d'obtenir certains succès dans des campagnes de mobilisstion populaire pour la vaccination ou contre le déboisement, ils avaient rapidement « dérapé » et irrité profondément la population

par leurs exactions. tout permis parce qu'ils étaient agi trop rapidement et de

COTE D'IVOIRE

femme. Sankara – qui pourrait le nier? – avait été l'un des dirigeants africains les plus nets et les plus convaincants dans ce domaine en luttant notamment contre l'excision ou en imposant la nomination systématique de femmes à des postes de responsabilité.

« Là encore, souligne Alice Tien-drebeogo, aujourd'hui secrétaire d'Etat à l'action sociale et ancienne responsable d'un mouvefemmes, Sankara avait

VOIE FERRÉE

OUAGADOUGOU

回

LIBYE

reste? Mais, Monsieur, il reste la révolution », s'insurge un ensei-gnant. Il reste, à tout le moins, les mots de la révolution. Dès la sortie de l'aéroport, le voyageur constatera que les slogans sont toujours aussi nombreux et n'ont pas été, cux, « rectifiés ».

l'œuvre de Sankara? - Ce qu'il

«Cette terre de liberté appar-tient à tous les hommes libres». «Le Burkina-Faso n'est pas à ven-dre». «Honte à l'Impérialisme »... La presse — mais où est dooc le temps pas si lointain, où ce pays était un des rares d'Afrique à avoir des journaux indépendants? continue à utiliser une langue de bois, oubliée ailleurs. Et si un souffle - un murmure? - de liberté passe aujourd'hui sur Ouagadougoa, ce n'est sûrement pas le fait des médias officiels, mais bien grâce à l'extraordinaire aptitude de ce peuple à la discussion et à la remise en cause permanente. Et pourquoi avoir expulsé, il y a quelques semaines. – fait rare ici depuis longtemps – un journaliste de Radio France Internationale?

· Blaise Compaoré sait qu'il s'exprimer, notait un expert euro-péen. Alors, il le laisse s'exprimer, mais dans des structures qu'il pourrait contrôler. Lui, il éco pourrait controier. Lui, il écoule. Et, aussi réservé et énigmatique que son prédécesseur était extra-verti et volubile, il attend. »

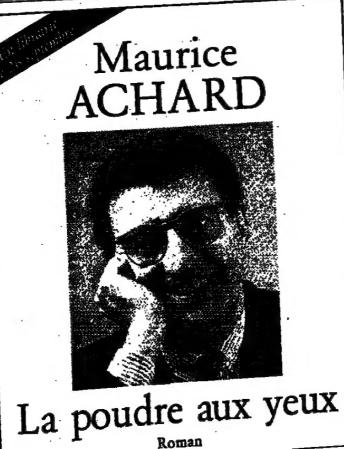
Continuera-t-il une « rectification » qui, conduite jusqu'à son terme, pourrait mener à une vérita-ble « libéralisation » du régime ? Retrouvera-t-il une nouvelle pureté révolutionnaire ? Peut-être n'a-t-il pas encore décidé. Il sait, de toute manière, qu'il devra compter avec les forces disparates qui composent

sont Front populaire. D'une part, une cohorte de petits goupements d'extrême gauche, des groupements d'extreme gauche, des sant par des prosoviétiques qui trouvent pourtant que « les Russes exagèrent un peu en ce moment dans leurs critiques contre Sta-line . Sans influence réelle dans le pays, ils sont, en revanche, écoutés par les intellectuels et les cadres de Ouagadougon. Et, dans certains cas, ils se sont bien approprié l'apparcil d'Etat.

D'autre part, une armée, puis-sante, souvent très proche de la population, qui pourrait être, elle aussi, partagée entre plusieurs ten-dances. Pour le moment, Blaise Compaoré qui, davantage encore que Sankara, jouit d'un très grand prestige chez les militaires, paraît « tenir » l'armée. Mais il n'est pas à l'abri des ambitions de l'un ou de l'autre de ses proches, notam ceux qui ont « organisé » les

ents d'octobre. En attendant, le nouveau président peut, au moins, se réjouir d'avoir la météo avec lui. Il a beaucoup plu cette année et la récolte pontrait être exceptionnelle. Pour l'immense majorité des Burkinabés, c'est sans doute là la seule nouvelle véritablement importante.

JOSÉ-ALAIN FRALON.



Flammarion

armés », disent anjourd'hui les Burkinabes. Exit les CDR, transformés aussitôt en CR (Comités révolutionnaires) - La différence, explique un responsable n'est pas uniquement dans un « D » de plus ou de moins. Maintenant les CR ne sont pas armés. »

Les pouvoirs des tribunaux populaires, aussi, pourraient être réduits. Créés au départ pour luiter contre la corruption - un des fléaux de l'Afrique - ils avaient, au dire de tous, correctement fonctionné et jugé de manière équitable une série d'anciens dirigeants soupconnés d'avoir détourné l'argent public. Là encore, ils s'étaient progressivement détournés de leur tâche initiale en empiétant sur le pôle des tribumux « normaux ».

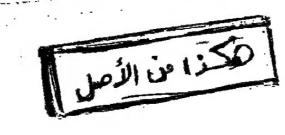
«Rectification», même dans la politique d'émancipation de la

désordonnée. Il faut du temps pour changer les mentalités et ne pas heurter les gens trop radicalement. Si vous interdisez l'excision, cela n'empéchera pas les gens de faire exciser quand même leur fil-lette. Mais voilà: s'il y a un accident, ils n'emmeneront pas celle-ci à l'hôpital de peur d'être

« Il reste la révolution »

Les nouveaux dirigeants ont ainsi entrepris de se concilier les bonnes graces des chefferies traditionnelles, des syndicats, de

Après onze mois de « rectification », une question essentielle, se pose : mais que reste-t-il douc de



TUNISIE

TOURISME EST NOTRE PASSION.

D'un rivage à l'autre, la Méditerranée nous unit. Nous partageons une mer une langue, un héritage. Tout nous rapproche: un passé commun, l'échange des idées, le mouvement des hommes et le français que nous parlons. Nos contacts ont le gout de l'amitié.

Vous Français, nous Tunisiens, sommes de longue date des peuples de connaissance. Poursuivons ce dialogue, développons notre voisinage.

Notre pays a la passion du tourisme. C'est l'un de ses atouts-maîtres, l'une de ses meilleures chances. A son service, nous avons la mer - somptueuse - le soleil - généreux - et la qualité de notre accueil. Trois secrets tout simples de notre

En Tunisie, le sourire est un art de vivre, l'hospitalité une vocation, la tolérance une règle d'or.

Terre pétrie d'Histoire depuis la splendeur de Carthage, la Tunisie n'a jamais été si jeune qu'aujourd'hui. Jeunesse des hommes, ardeur des ambitions, dynamisme de l'économie. Pivot d'un Maghreb en quête d'unité, elle est la partenaire attentive d'une Europe dont elle se sent proche. Sa bonne image de marque touristique est une richesse sans pareille.

Oui, le tourisme est notre passion. Partageons-la. La Tunisie vous attend.

> HOSNI DJEMMALI. PRESIDENT FONDATEUR DE TUNISIE CONTACT.

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu 75001 Paris. Tel. 42.96.02.25. Lic. A 661

Proche-Orient

La libération de Rudolf Cordes

Le dernier otage allemand au Liban a été remis à Damas à l'ambassadeur de la RFA

Le dernier otage onest-allemand au Liban, Rudolf Cordes, ciuquante-cinq ans, cadre commercial du géant de la chimie Hoechst, a été libéré le lundi 12 septembre par ses ravisseurs dans les rues de Beyrouth. Conduit immédiate-ment par des officiers de l'armée syrienne à Damas, il devait y être remis dans la matinée de mardi à l'ambassadeur de RFA au Liban,

M. Wolfgang Göttelmann, et être rapatrié en Allemagne à bord d'un avion de la Luftwaffe. La RFA est le deuxième pays occidental après la France à avoir pu régier le problème de ses otages détenus au Liban. Quinze otages restent encore entre les mains de leurs ravisseurs au Liban, dont neuf Américains et deux Britanniques.

BONN de notre correspondant

M. Rudolf Cordes, en voyage d'affaires au Liben, avait été enlevé le 17 janvier 1987. Trois jour plus allemand, Alfred Schmidt, ingé-nieur chez Siemens, tombait égale-ment aux mains des milices chilles de Beyrouth-Ouest. L'objectif des ravisseurs était clair : faire pression sur le gouvernement de Bonn pour obtenir la libération de deux Libanais arrêtés à la même époque, les frères Hamadé, Mohamed et Ali. Il s'agit surtout d'éviter l'extradition vers les Etats-Unis de Mohamed Hamadé, accusé d'avoir participé au détournement d'un avion de la TWA en juin 1985, au cours duquel un passager américain, Robert Stethem, avait été assassiné par les pirates de l'air. Ali Hamadé a été condamné le 19 avril 1988 à treize ans de prison par la cour d'assises de Düsseldorf, et le procès de Mohamed se déroule actuellement devant la cour d'assises des mineurs de Francfort. Alfred Schmidt avait été libéré le 7 septembre 1987. On avait parlé à l'époque d'une rançon de millions de deutschemarks (environ 17 millions de francs) versés par Siemens aux ravisseurs, une information qui n'a jamais été confirmés

Dans la journée de lundi, une grande agitation avait régné dans la

capitale fédérale, provoquée par la publication, dans le journal libanais An-Nahar, du fac-similé d'une lettre manuscrite de Rudolf Cordes : « Au gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Je dois être libéré lundi (12-9-88). Informez s'il vous plait, ma famille, mais je vous en prie faites quelque chose pour Mohamed. Les preneurs d'otages attendent quelque chose, particuliè-rement maintenant qu'ils me libè-rent. Signé: Rudolf Cordes.

Une fois la nouvelle de la libération confirmée, le ministre ouestallemand des affaires étrangères a adressé des remerciements aux gouvernements syrien et iranien. . Mes remerciements s'adressent particulièrement au président Hasez el Assad, au président de l'Assemblée nationale irantenne Rasfandjoni, et au ministra des affaires Etrangères de la République islami-que d'Iran, M. Ali Akhbar Velayati -, écrit M. Genscher.

« Garanties »

Dans une interview à la radio, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères a affirmé, mardi, qu'aucune rançon n'avait été payée, et qu'a aucune condition d'aucune sorte n'a été acceptée . Il a précisé qu'il avait été en étroit contact avec les dirigeants iraniens pendant pluticurs mois et qu'il connaissait la date de la libération depuis quelque

temps, grâce à des « indications du rrnement iranien ».

Pendant tout le temps de la déten-tion des otages ouest-allemands, le black-out le plus total avait été maintenn à Bonn, en accord avec la presse, sur les négociations avec les ravisseurs. On ignore encore pour le moment quels ont été les termes de cette négociation. Dans le communiqué distribué lundi après-midi par les Moudjahidins de la libération pour annoncer la libération de M. Curdes, les ravisseurs évoquent les - garanties - du président Hafez el Assad et du gouvernement iranien - pour une solution du problème des frères Hamadé ».

An proces de Mohamed Hamadé à Francfort, les charges continuent cependant de s'accumuler contre l'accusé. Le pilote de l'appareil de la TWA détourné sur Beyrouth en 1985, M. John Testrake, aujourd'hui retraité, a reconnu, lundi, en Mohamed Hamadé l'assassin du plongeur de la marine américaine Robert Stethem. Mohamed Hamadé avait fini par reconnaître. peu avant l'interruption de son procès au mois d'août dernier, qu'il avait participé au détournement mais avait affirmé n'avoir joué qu'un rôle subalterne. Selon M. Tes-trake, c'est Hamadé qui aurait remis Robert Stethem sur ses jambes pour le porter hors de la vue de l'équipage près de la porte avant de l'appareil où il a été tué d'un coup de pistolet avant d'être jeté sur la piste.

LUC ROSENZWEIG.

L'utilisation d'armes chimiques contre les Kurdes

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon et la RFA demandent à l'ONU d'enquêter en Irak

Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et le Japon ont demandé, lundi 12 septembre, aux Nations unies d'envoyer une équipe d'experts enquêter sur l'éventuelle utilisation d'armes chimiques par l'Irak contre sa minorité kurde. Répondant à une démarche des quatre pays, expri-mée par les représentants américain et britannique, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a déclaré qu'il étudierait cette possibilité.

Le Conseil de sécurité avait adopté à l'unanimité le mois dernier acopte a tunaturnite le mois cerater une motion prévoyant la création d'une commission d'enquête après toute nouvelle plainte concernant l'utilisation d'armes chimiques.

Lundi, le gouvernement britannique avait jugé - convaincantes - les preuves qu'il a reçues de l'utilisa-tion par l'Irak d'armes chimiques contre la population kurde du nord de l'Irak. Nous considérons que les preuves de l'utilisation d'armes chimiques sont convaincantes. C'est bien sur un motif de grave inquié-tude », a déclaré un porte-parole du Foreign Office, qui n'a pas donné de détails sur les preuves reçues par Londres ni leur origine.

Depuis plusieurs jours, de nombreuses voix, y compris parmi les conservateurs, s'étaient élevées à Londres pour demander au gouver-nement britannique de condamner le recours à l'arme chimique par Bagdad. Le très conservateur Daily Telegraph parlait lundi de « silence coupable » et demandait au gouver-nement » de faire connaître clairement sa position en condamnan fermement l'Irak .. - (Reuter, AFP.)

M. Roland Dumas rencontrera bien M. Yasser Arafat à Strasbourg

ministre des affaires étrangères, rencontrera bien M. Yasser Arafat, le chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui arrivera à Strasbourg le mardi 13 septembre pour s'adresser aux membres du groupe socialiste des parlementaires européens. La rencontre aura lieu mercredi. dans la capitale de l'Alsace.

Le Quai d'Orsay a publié mardi en début d'après-midi un communiqué déclarant notemment : « M. Roland Dumas (...) se rendre à Strasbourg pour rencontrer lord Plumb, président du Parlement. A cette occasion. il aura un entretien avec M. Arefet. Dans l'esprit du gouvernement français, cette ren-contre doit servir la cause de la paix su Proche-Orient. a

Le ministre des affaires étrangères précise à nouveau comme il l'avait feit le semaine dernière ! le Monde du 9 septembre), que le Parlement européen est une enceinte internationale. M. Arafat venant à Strasbourg ne vient donc pas en France, et le caractère d'extraterritorialité du lieu où il se rend est ainsi censé diminuer la portée novatrice d'une rencontre avec les autorités franes. De fait, plusieurs minietres français des affaires étrangères ont déjà rencontré le chef de l'OLP ailleurs : M. Jean Sauvagnargues, M. Claude Cheysson, M. Roland Dumas lui-mâme. Plus récemment, M. Jean-Bernard Raimond avait également nourri le projet de s'entretenir avec M. Arafat, lors d'un voyage à Tunis que, saisi d'une inopportune grippe, il dut annuler in extremis.

L'OLP n's en tout cas jamais été reçue officiellement en France en tant que telle ; tout au plus, M. Kaddoumi. la chef de son département politique, evait-il pu s'entretenir avec le président de la République dans le cadre d'une délégation de la Ligue srabe en juillet 1982.

Sana doute le mystère et la prudence dont s'est entourée la diplomatie trancaise tiennent-ils au fait que, sur un certain nombre de points, la clarté que l'on attend du leader de l'OLP n'a pes encore été faite et qu'elle ne pourra vraisembleblement pes l'être avant la réunion, en

M. Roland Dumas, le octobre, du Conseil national palestinien. L'embarres semble d'ailleurs partagé par la centrale palestinienne, au point que, mardi matin, à Strasbourg, on ne gerantiesait plus que M. Arafat fecalt, comme jusquelà prévu, une conférence de pressa marcradi.

> Le président du Parlement européen, qui a accepté de recevoir M. Arafat, ne semble pas plus à l'aise. Lord Plumb fait valoir qu'il a coutume de recevoir les personnelités étrengères lorsqu'un groupe le lui demande. Il y avait pourtant renoncé, s'agissant du dalaï lema, invité un juin demier par des députés britanniques. lorsou on fui out fait comprendre que cette politesse risquait fort de compromettre le voyage qu'il allait faire en Chine à la tête d'une délégation de parlementaires auropéens. Deux poids, deux mesures, donc.

Le président du groupe socialiste à Strasbourg, l'Allemand Rudi Ardnt, à l'origine de l'invitation lancés à M. Arafat. continue pour sa part de polémiquer comme un diable avec les personnalités et organisations qui condamnent sa démarche, à commencer par le groupe libéral, qui, par la voie de Mª Vell, est reparti à la charge mardi matin.

Strasbourg allait être mardi le théâtre de plusieurs manifestations : à l'appei du Congrès iuif européen, des représentants des communautés juives de la CEE devaient défiler de la synagogue au Parlement et, quelques heures plus tard, une vingtaine d'associations devaient manifester « en silence et pacifiquement » leur soutien

Enfin, du côté des socialistes français, il ne semble pas que la mise au point faite il y a quelques jours par le comité récurif ait suffi à rétablir dens Tandis que M. Jean-Jack Queyranne, assument l'initiative de M. Rudi Ardnt, souhaitait lundi qu'à l'occasion de cette visite il y ait rune avancée » sur le pro-blème des territoires occupés, M. Charles Hernu, sur une autre rappelant que «l'OLP n'a pas reconnu l'État d'Israèl ».

IRAN M. Moussavi obtient la confiance du Parlement

Mettant sin à une crise gouverne- sous la hante autorité de la direction mentale qui durait depuis près de collégiale constituée en janvier et qui quatre mois, le Parlement iranien réunit les principaux responsables (Majlis) a accordé, lundi 12 septem-bre, sa confiance à dix-huit ministres sur les vingt et un présentés par le premier ministre, Mir Hossein Moussavi. Parmi les trois ministres qui ont été mis en minorité figure M. Mohsen Rasiq Doust, ministre des Gar-diens de la révolution (Pasdarans). amputé de six membres - trois autres ministres avaient démissionné en juillet dernier, - demeure inchan-

Dimanche matin, prenant la parole à l'ouverture des débats, M. Moussavi avait averti les parlementaires que tout refus d'un ministre risquait de . laisser son ministère sans porteseuille durant un an », et avait demande aux députés de faire preuve de . souplesse . et de . flexibilité - pour la sauvegarde des intérêts du pays - en cette - période cruciale -. Les ministères vacants seront donc gérés par le premier ministre vraisemblablement jusqu'à l'élection présidentielle prévue pour

Le fait que le problème des minis-tres controversés n'a pu être réglé indique que les divergences de fond qui divisent le clergé au pouvoir demeurent. C'est donc un souverne-ment bolieux, marqué par l'immobilisme, qui sera appelé à gouverner

des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire du pays.

Le vote de lundi permet cependant de donner quelques indications sur les grandes orientations de la nouvelle équipe. Tout d'abord, l'élimina-tion de M. Rafiq Doust, connu pour son extrémisme et ses relations étroites avec les hezbollahs auteurs des prises d'otages, semble merquer le fin de la politique de l'exportation de la révolution vers l'étranger et confirme l'ouverture du régime à l'Occident. Elle annonce également la suppression prochaine du minis-tère des Gardiens de la Révolution qui doit être englobé dans un nouveau ministère plus large de la défense et des armements.

Autre fait notable : les deux ministres qui ont obtenu le plus de voix lors de leur investiture au Parlement sont M. Ali Akbar Velayati, ministre des affaires étrangères, et M. Hassan Habibi, tous les deux connus pour leur modération. Ils se trouvent actuellement à Genève où ils partici-pent aux négociations de paix avec l'Irak. Le vote de lundi constitue donc un blanc-seing accordé à la poli-tique de la poursuite des entretiens de Genève qui semble constituer aujourd'hui le souci principal du pou-

JEAN GUEYRAS,

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINITEL

Evaluez votre patrimoine artistique

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE

TAPIS PERSANS

exceptionnellement

GHOM sole 160 x 108 186 x 115 6400 T = 18.000 F HAMEDAN laine

MAISON DE L'IRA





L b RFA

The board process of the control of

Total State of the second state of the second

Mouseavi obtient Masce du Parleme

IRT SUR MINT

evere patrime

MISLINE

PIS PERSAN

D'50° LIRA

6200000 TRANSACTIONS JOURNÉE NORMALE

COMMUNICATION ET INFORMATIQUE

16 h 10, les 95 caisses régionales du Crédit Agricole transmettent toutes les opérations de la journée. Sur le réseau, le flux normal passe soudain à 110 transactions/seconde. 20 minutes plus tard, le calme revient. L'opérateur range tranquillecontrôle de véhicules sur une route d'Auvergne. A bord d'une voiture de la Gendarmerle Nationale, un gradé consulte le fichier central de Rosny. Quelques secondes plus tard la réponse s'affiche sur son terminal SAPHIR. Une réalisation CSEE 19 h 00, dans les débits de tabac, les joueurs de Loto font valider les tout derniers bulletins de la journée sur les terminaux de prise de jeux de la CSEE. Le même jour, à Londres, les hommes de la Division Communication et Informatique de la CSEE obtiennent l'agrément britannique pour les autocommutateurs SIGPHONE CB. Pour eux aussi, la journée a été normale. Dans les domaines de la Défense, des Transports, des Communications et de l'Informatique, par la maîtrise des technologies de pointe, la CSEE fait de la SÉCURITÉ un métier.



Ensemble créons un avenir plus sûr.



Europe

PAYS-BAS: la coalition gouvernementale menacée?

Zizanie pour un passeport infalsifiable

LAHAYE de notre correspondant

Dans beaucoup de pays l'affaire serait impensable. Aux Pays-Bas, l'affaire de l'introduction du nouveau passeport infalsifiable, qui a pris du retard (le Monde du 8 septembre), pourrait menacer la coalition chrétienne-démocrate libérale (CDA-VVD) de M. Lubbers, au agrayoir depuis 1982. pouvoir depuis 1982. Le scandale a fait boule de neige

le 29 août dernier avec la publica-tion d'un rapport d'enquête parle-mentaire. Accusé d'avoir négligé la supervision des fonctionnaires chargés du nouveau passeport, le ministre de la défense, M. Van Eckelen (VVD), a démissionné le premier, le 6 septembre. Le secré-taire d'Etat chargé des questions européennes au ministère des affaires étrangères. M. Van der Linden (CDA), a dû à son tour aban-donner son poste le 9 septembre pour avoir • mal informé • le Parlement, rouage essentiel du système itutionnel necriandais.

Un deuxième ministre égratigné par la commission d'enquête est aujourd'hui sur la sellette. Il s'agit du chef de la diplomatie, M. Van den Broek, hierarchiquement en troisième position au sein du cabi-net. Se démission entraînerait sans aucun doute la chute de M. Lub-

Même si une telle extrémité est encore tenue pour peu vraisembla-ble à La Haye, M. Lubbers se serait bien passé d'avoir à replatrer les deux ailes de sa coalition à la veille de la principale échéance politique daise, le discours du trône au Parlement et la présentation annuelle du budget, le 20 septembre

Test-clé de morale politique avant de devenir une épée de Damoclès pour la coalition, « l'affaire du pas-

• HONGRIE: manifestation

contre la construction d'un barrage sur le Danube, — Quelque dix mile personnes ont manifesté lundi

soir 12 septembre devant le parle-

ment de Budapest pour réclamer

l'arrêt immédiat des treveux de

construction de la centrale hydro-

au nord de Budapest). Le chef de l'Etat hongrois, M. Bruno Straub, qui a reçu une délégation de manifestants au Parlement, a été hué par la foule lorsqu'il s'est prononcé pour la construction de la centrale. Le Parlement doit prendre position le 5 octobre sur cette question, qui a suscité un vit débat politique en Hongrie. électrique et du barrage de Nagy-maios sur le Danube (à 50 kilomètres

seport » a pour origine la résolution adoptée en 1981 par le couseil des ministres de la CEE invitant les pays membres à introduire un passeport de couverture uniforme (cou-leur bordeaux et en-tête « Communautés européennes ») au 1° janvier 1985. Les Pays-Bas, où le passeport est une pièce essentielle en l'absence de carte d'identité, décidèrent de saisir l'occasion, en 1983, pour changer le système de fabrication. Trente mille passeports perdus chaque année en métropole et dans les Antilles néerlandaises font, en effet, l'objet d'une fraude massive. Mais une querelle de compétences interminable entre les ministères de l'intérieur et des affaires étrangères va faire perdre plusieurs années.

L'entreprise est finalement placée sous la responsabilité de M. Van Eekelen, secrétaire d'Etat aux affaires européennes dans le premier cabinet Lubbers (1982-1986), puis sous celle de son successeur à ce poste, M. Van der Linden, après les législatives de mai 1986. L'appel d'offres revient à un modeste imprimeur privé, la KEP, préféré à l'imprimerie d'Etat rendue responsable des déboires essuyés avec l'ancien passeport. Mais la KEP se révèle incapable d'honorer le cahier des charges, faute de capital et de technologie. L'échéance fixée le le janvier 1988 n'est pas respectée, et les premiers spécimens se révèlent falsifiables.

S'émouvant de ces irrégularités de gestion, la Chambre des députés avait décidé, en mai dernier, de créer une commission d'enquête. · Elle a fait d'une mouche un éléphant . a déclaré, le week-end der-nier, M. Van der Linden. Personne aujourd'hui ne prendrait néanmoins de pari sur la production en série du passeport européen prêvue en prin-cipe pour le le janvier prochain.

(Intérim.)

URSS: le secrétaire général du PC en Sibérie orientale La rentrée mouvementée de M. Gorbatchev

(Suite de la première page.)

A peine descendu d'avion à Krasnofarsk, M. Gorbatchev en a d'ailleurs lui-même fait l'expérience, puisque, au beau milieu d'un long développement sur le poids excessif des investissements industriels et la nécessité de penser aussi à l'amélioration des conditions de vie, il a soudain été coupé par un retentissant : . Nous n'avons pas de saucisson! . Cela pouvait encore passer, puisque les trois quarts de l'URSS auraient pu crier la même chose, mais quand les femmes lancent : Nous n'avons pas d'eau chaude! ., cela devient plus gênant, même pour un secrétaire général qui est précisément venu dire qu'il était - inadmissible que le développement des infrastructures sociales soient partout à la

M. Gorbatchev demande qu'on ne lui coupe pas la parole, pour-suit en soulignant la nécessité de mener à bien les résormes économiques. et. de nouveau. un homme l'interrompt : - Cela n'arrivera pas ! - Ce citoyen doute de ce que le secrétaire général est en train d'exposer et, tranquillement, il rajoute : • Et je ne suis pas le seul à le penser. • Légérement décontenancé, M. Gor-batchev tente de reprendre le fil de son propos. mais quand on a commencé de donner la parole à un peuple muselé depuis dix ans, il n'est pas aisé d'en contenir l'explosion. « Nous verrons cela à la télévision? demande un Sibérien. M. Gorbatchev : . Bien sur, mais ce n'est pas moi qui y donne les ordres ». Théoriquement en tout cas, c'est en effet M. Ligatchev, nº 2 du parti, et chef de file des conserva-



PANCHO

teurs. Et le soir tout cela sera montré au journal télévisé...

Le secrétaire général en ressortait comme un homme auquel on peut parier franc des problèmes que chacun a en tête, mais comme un homme aussi auquel on n'arrive pas encore à croire, et auquel on peut en vouloir précisément parce qu'il dénonce des maux réels qu'il n'est pas à même de résoudre rapidement. Et puis, plus grave, l'opposition, la vraie, celle des conservateurs patentés, s'est directement exprimée elle aussi lorsqu'un homme a pris le contrepied d'un plaidoyer de M. Gorbatchev en faveur de la glasnost ».

« La « perestroika » n'est pas une promenade »

. Il est très bien, lui a lancé un contradicteur, que nos journaux [ceux de Sibérie] suivent l'exemple de Moscou et parlent honnètement des problèmes. Mais qu'en est-il des rédacteurs en chef. qui publient parfois des histoires fondées sur des faits invérifiés ? »

Là, c'était l'angle d'attaque favori des conservateurs durant la conférence, le dési évident. M. Gorbatchev - comme pendant la conférence - a répondu que la transparence était indispensable, mais qu'il ne fallait pas bien entendu qu'elle se transforme en droit de porter de

D'autres voix plus nombreuses avaient aussi crié : - Nous appuyons la restructuration! -Et le reportage que la Pravda public mardi matin montre au demeurant qu'elle se porte plutôt. bien en Sibérie, à en croire les déclarations faites à l'organe du comité central par un responsable local. Les élections en cours dans le parti y auraient en effet sérieusement changé les choses. Quarante pour cent des élus n'avaient jusqu'à présent occupé aucune

responsabilité dans l'appareil, et un cinquième des membres du comité régional du parti ont été renvoyés à la base. Les effectifs de direction ont été significative-ment réduits, et 62 % enfin de l'ensemble des élus l'ont été parmi deux candidats ou plus.

Normalement, cette multiplicité des candidatures aurait du ètre la règle absolue, puisque la conférence en avait décidé ainsi. mais la proportion n'est néanmoins pas mauvaise. Elle signifie que les partisans du changement, dans cette région du moins et pour l'instant en tout cas, tendent à l'emporter au sein même du parti, que les militants - relèvent la barre de leurs exigences -. comme le déclare le responsable interviewé par la Pravda, et que l'atmosphère a changé .. comme le souligne un médecin en se félicitant de la transformation en hôpitaux et centres de diagnostic des établissements réservés à la « nomenklatura ».

L'atmosphère a tellement changé en effet que la presse sibérienne, télévision y compris, parle aujourd'hui abondamment des prisonniers envoyés mourir sur les grands chantiers forces de la région et que la mairie de Norilskvient de décider de leur ériger un

Ça bouge, Mais M. Gorbatchev rappelé lundi soir aux Sibériens que la « perestrolka » était une route inexplorée », certainement pas une « promenade », et qu'il fallait faire confinnce à la direction » qu'i se constitue

Autrement dit, pas à celle qui est aujourd'hui en place, et qu'il s'agit de changer, n'a cessé de répéter le secrétaire général.

BERNARD GUETTA.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud Séoul et Budapest vont échanger des missions permanentes

La Corée du Sud et la Hongrie ont décidé d'échanger des missions per-manentes au niveau des ambassadeurs et d'ouvrir prochainement des discussions sur l'établissement de relations diplomatiques. Le ministre sud-coréen des affaires étrangères a précisé, mardi 13 septembre, que les deux pays avaient reconnu « la nécessité de normaliser » leurs relations. Ces missions, selon M. Choi Kwang-ago, aideront au « développement des relations économiqu commerciales, financières, culturalles, sportives, scientifiques, tech-nologiques et autres ». L'accord s été conclu entre M. Etre Sandor. ambassadeur itinérant hongrois actuellement à Séoul à l'occasion des Jeux olympiques, et M. Min Hving-ki, directeur d'Europe au ministère sudcoréen des affaires étrangères.

Jusqu'à présent la Corée du Sud, où le Parti communiste demeure hors-la-loi, n'avait aucune relation officielle avec les pays du camp communiste qui, tous, reconnaissent la Corée du Nord. Des « missions olympiques » ont cependant été ouvertes à Sécul par certains pays, dont la Hongrie, à l'occasion des JO. La préparation de l'accord entre Sécul et Budapest a été l'œuvre d'un conseil-ler spécial du président Roh Taewoo, qui a rencontré en secret, le mois demier, la « numéro un » hon-grois, M. Karoly Grosz, à Budapest. Interrogé à Pékin sur la normalisation hungaro-sud-coréenne, un diplomate hungaro-sud-coréenne, un diplomate nord-coréen a déclaré mardi qu'à titre personnel il n'était « pas content ». « Je dois vous dire que cela ne me fait pas plaisir », a-t-il indiqué. — (AFP, Reuter.)

Etats-Unis M. Brzezinski

soutient M. Bush

M. George Bush a reçu, lundi 12 septembre, le soutien inattendu du conseiller pour les affaires de sécurité de l'ancien président démo-crate. Simmy Carter, M. Zbigniew Brzezinski, en mettant sur pied un conseil de sécurité de treize membres second désoute par cerupagne sur chargé d'épeuler sa campagne sur les questions de défense. M. Brze-zinski, qui siégera dans ce conseil aux côtés de républicains comme les anciens secrétaires d'Etat Henry Kis-singer et Alexander Haig et les ex-secrétaires à la défense, Melvin Laird et Donald Rumsfeld, a déclaré que, à ses yeux, « des deux candidats actuels à la présidence, M. Bush était le plus capable d'élaborer une politi-que étrangère « bi-parti » et effi-

républicain ont d'autre part démis-sionné, lundi, à la suite d'accusations d'antisémitisme. La veille, M. Fraderick Malek, vice président du comité qui a organisé la campagne de M. Bush, avait abandomé son poste (le Monde du 13 septembre), après que le Washington Post eut publié un recensé pour le président Nixon le nombre de julis travaillant dans sont entourage. - (AIP, Router.)

Irlande du Nord

Nouvel attentat dans le centre

commercial de Belfast

Huit personnes, dont deux poli-ciers, ont été blessées lors d'un attentat à la voiture piégée perpétré, lundi soir 12 septembre, dans le cen-tre de Belfast. Deux des victimes ont été grièvement blessées. La bombe, placée dans un taxi, a explosé alors que la police, alertée par un coup de téléphone anonyme, tentait de faire évacuer le quartier de l'hôtel de ville. Il y a deux semaines, l'asplosion d'une voiture piégée dans le même quartier avait été interprétée comme une reprise de la « guerre commer-ciale » à laquelle l'IRA s'était livrée dans les années 70.

L'IRA a également revendiqué l'attentat à la bombe auquel a échappé, lundi matin, le chef de l'administration britannique en Uls-ter, Sir Kenneth Bloomfield, dont le maison a été en partie souffiée par l'explosion de deux engins. Lè encore, le message de l'IRA est clair : « Les fonctionnaires britanniques au service de l'armée ou de l'administration devront démissionner de leur poste ou assumer les conséquences. » - (AFP, AP, Reu-

• PARAGUAY : apparition publique du général Stroesener. — Les numeurs les plus diverses qui circulsient à Asuncion sur l'absence du président du Paraguay, le général Alfredo Stroessner, ont pris fin le dimanche 11 septembre avec le première apparition en public du général depuis onze jours. Le président Strossener evait été hospitalisé le 31 août demier pour une opération de la prostate (la Monda daté 11-12 septembre). — (AFP.)

PRÉCISION. - Une erreur s'est glissée dans l'article aur les Indiens du Canada (le Monde du 8 septembre) : le valeur des ciga-rettes saisies par la GRC chez les Mohawks est de 450 000 dollars canadiens (environ 2 millions de francs) et non de 450 millions de dollars canadiens.

GRANDE-BRETAGNE: après un mystérieux incident à Londres

L'ambassadeur et l'attaché commercial de Cuba sont expulsés sur-le-champ

de notre correspondant

L'ambassadeur et l'attaché commercial de Cuba out été invités. lundi 12 septembre, à quitter la Grande-Bretagne avant mardi mimit. Cette expulsion fait suite à un mystérieux incident au cours duquel l'attaché commercial, M. Carlos Manuel Medina Perez, a ouvert le fen à cinq reprises, lundi après-midi, sur quatre personnes non identifiées devant son domicile, dans le quartier de Bayswater, proche de Hyde Park. L'une d'entre elles a été

M. Medina Perez rentrait chez lui quand trois hommes et une jeune femme se sont approchés. Il a affirmé à la police qu'il pensait avoir affaire à un commando de tueurs. Selon les témoins, le diplomate s'est lancé à la poursuite de ses agresseurs supposés qui sont montés rapidement dans une voiture qui les attendait et out disparu. L'un d'entre eux se tenait le front avec un mouchoir plein de sang. Les passagers d'un autobus qui se trouvait là ont échappé de justesse aux coups de feu en se couchant sur le plan-

cher du véhicule. Les policiers ont cerné l'appartement du diplomate qui n'a accepté de leur ouvrir qu'après de longues palabres. Il leur a remis son arme et les a suivis au commissariat mais a

été aussitôt relâché après vérifica-tion de son immunité diplomatique. L'ambassadeur, M. Oscar Fer-

nandez Mell, a été convoqué lundi soir au Foreign Office et informé de la double mesure d'expulsion. Les délais sont particulièrement bress.

C'est un très grave incident. Nous ne sommes pas prêts à laisser des diplomates se conduire ainsi dans les rues de Londres. On n'expulse pas à la légère un ambassadeur sons préuvis de vings-quaire heures. Cela indique à quel point nous sommes préoccupés -, a déclaré M. Timothy Eggar, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, qui a noti-fié l'expulsion en l'absence de Sir Geoffrey Howe.

Scotland Yard n'a révêlé ni l'identité ni la nationalité des quatre personnes sur lesquelles l'attaché com-mercial cubain a ouvert le feu. Il pourrait s'agir d'agents des services secrets sud-africains, voire... britanniques. Ces derniers exercent, en effet, une surveillance étroite sur les diplomates des pays communistes, en particulier de Cuba.

La réaction du Foreign Office a été d'autant plus vive qu'un incident comparable à eu lieu tout récem-ment. M. Khan Than Nhan, troi-sième secrétaire à l'ambassade du Veitnam, avait brandi un revolver pour menacer des opposants qui manifestaient la semaine dernière devant son ambassade. Il a été expulsé dimanche.

DOMINIQUE DHOMBRES.

CLASSES PREPA SCIENCES-PO et MÉDECINE

CEPES 57, to Charles Latter, \$2200 Names



INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES **DEPUIS 1954**

Taux de réussites SCIENCES PO

Méthodologie de la dissertation
Mises à niveau en langues vivantes
Compléments pédagogiques en sciences politiques et en sciences économiques

Toutes options assurées Nouveau programme 88.

• Entrée en AP Année complète - octobre à juin
 Sessions trimestrielles - février à juin
 Session intensive juillet-août

TOLBIAC: 83, avenue d'Italie. 75013 Paris - Tél.: 45.85.50.35 + AUTEUIL: 6, avenue Léon-Heuzey, 75016 Paris - Tél.: 42.24.10.72 +



Et pourtant ce n'est pas un capain, c'est mieux que ça, lon, c'est la possibilité de partir à la découverte de l'autre avec la certitude d'un choix illimité et des partenaires dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité seront complémentaires des vôtres.

Pour rencontrer votre capain, téléphonez ou écrivez. "Consultez-nous sur 36-15 code ION."

Ion International

Institut de Psychologie Appliquée fondé en 1950

Veuillez m'envoyer gratuitettent et sans engagement, sous pli neutre et apcheté, votre livret d'information en couleurs.

M38

PARIS (75009) 94, rue Soint-Lazore. Tél. : (1) 45,26,70.85. III TOULOUSE (31300) 16, rue Nungesser-el-Coli. Tél.; 61.59.48.58. ■ BRUXELLES (1000) rue du Marché-aux-Herbes, 105, BP 21 Tél.: 571,74.30.



COUP DE VENT FORCE 9 APPONTAGE RÉUSSI

DIVISION

6 h du matin. Méditerranée orientale. Météo critique.

Deux avions Super-Etendards reviennent d'une mission
de surveillance. Sur le porte-avions Foch, tangage
important et horizon bouché. L'officier de pont arme
le système DALAS de guidage par rayon laser.
60 secondes plus tard, l'appontage
est réussi. Le même jour,

en France, il est 11 h 45 au centre d'essais Captieux. Top chrono. Les 17 tonnes de la tourelle du char AMX LECLERC ont pivoté de 180° en 5 secondes. Le système de motorisation électrique CSEE reçoit l'agrément de la Délégation Générale pour l'Armement du Ministère de la Défense. Pendant ce temps, à Paris, dans les locaux de la Division Défense, les hommes de la CSEE étudient les prototypes d'autodéfense électronique navale et développent un nouveau système de brouillage anti-missiles à guidage infrarouge. Pour eux aussi, une nouvelle mission s'accomplit. Dans les domaines de la Défense, des Transports, des Communications et de l'Informatique, per la maîtrise des technologies de pointe, la CSEE fait de la SÉCURITÉ un métier.



PC en Sibérie oriente M. Gorbatcher commercial de la expulses sur-le-chin

مكذا من الأص

RENAULT 25

ESSAIS

L'opposition s'unit pour réclamer la formation d'un gouvernement intérimaire

BANGKOK

de notre envoyé spécial

Manifestant avec éloquence leur défiance à l'égard du pouvoir, des centaines de milliers de gens ont de nonveau défilé dans les grandes villes de Birmanie, lundi 12 septembre, cette fois pour rejeter les élections que le gouvernement de M. Manne Manne entend organiser dans un délai de trois mois. La stricte neutralité - prononcée, le soir même, par le ministre de la défense. M. Saw Maung, qu'on dit proche du général Ne Win. – ne devrait pas entamer cette détermination. Toute aussi significative paraît être la lettre ouverte, adressée le jour même au président Maung Maung par trois personnalités de l'opposition pour lui demander la ormation d'un gouvernement intérimaire Car cette initiative souligne les sérieux efforts entrepris depuis peu pour unifier la direction du ment populaire.

Les trois signataires, qui passaient our ne pas entretenir des relations étroites, sont l'ancien général Aung Gyi, Ma Aung San Sou Kyi et un autre officier en retraite, le général Tin U. Le premier a joné un rôle clé au début du soulèvement en adressant plusieurs lettres au général Ne Win, l'adjurant d'opérer une série de réformes et dénonçant notamment la brutale répression des Agé de soixante-dix ans, un des fondateurs de l'armée birmane, M. Aung Gyi, avait rompu avec le général Ne Win im an après le coup d'Etat de 1962. Il a, par la suite, vécu cinq ans en résidence surveillée avant de se retirer à Rangoun. L'an dernier, pour la première fois, il avait été autorisé à se rendre à l'étranger, en Australie.

La forte popularité de M. Aung Gyi, qui a passé trois semaines en prison fin juillet et début août, pen-dant l'éphémère interrègne du sénéral Sein Lwin, ne fait aucun doute. Tel est également le cas de Me Sun Kyi, fille d'Aung San, le dirigeant nationaliste assassiné à la veille de de quarante-trois aus et mariée à un quand elle a été prise dans la tourents, Ceux qui la

connaissent bien la jugent intelli-gente et ferme. Les étudiants, en particulier, en ont fait leur porte-

Quant à l'ex-général Tin U, un ancien ministre de la défense limogé en 1976 parce que M. Ne Win l'avait soupçonné d'avoir trempé dans un complot, il passe pour être l'un des cerveaux de l'opposition. Vendredi dernier, il a refusé le poste de ministre de la désense que U Nu, l'ancien premier ministre renversé en 1962 et aujourd'hui agé de quatre-vingt-deux ans, lui avait attri-bué, sans apparemment l'en avertir, dans son « gouvernement provi-soire », une initiative qui a fait long feu. Le vieil homme d'Etat y a

Une partie

Après un quart de siècle d'incurie et de dictature militaire, une démoseptembre 1987, avait provoqué l'explosion de colère, qui n'a cessé de s'amplifier depuis en dépit de plusieurs sanglantes répressions qui ont, sans doute, fait plusieurs milliers de victimes. Mais ce mouvement spontané a été davantage encouragé que coordonné par des opposants longtemps surveillés de près par l'elficace police secrète du général Ne Win, Seul, dans un pre-mier temps, l'ex-général Aung Gyi avait jeté de l'huile sur le feu en apostrophant le général Ne Win dans des missives qui ont largement circulé sous le manteau en Birmanie et ont été publiées à l'étranger.

Depuis la levée de la loi martiale, le 24 août, le mouvement a commencé à s'organiser, surtout pour remplir le vide laissé par une administration peuplée d'anciens mili-taires, qui ont déserté leurs buresux. Les étudiants, animés par M. Min Ko Naing, le fils de l'un des béros de la guerre d'indépendance, ont reformé leur Union (ABSU). Les jeunes bonzes, très actifs, ont créé la leur. Des syndicats - fonction-naires, dockers, etc. - ont suivi. Dans les villes, des comités de ges-tion se sont mis en place. Il faut compter aussi avec la Ligue pour la paix et la démocratie d'U Nu, qui regroupe d'anciens militaires et politiciens. En outre, la disspora birintéressant : elle regroupe une dizzine de milliers d'exilés, dont un bon nombre de personnes hant qualifiées.

Si les bonnes volontés ne manquent pas, la partie n'en est pas moins ardne face à un poevoir qui, après avoir brutalement réprimé, tente aujourd'hui toutes les manœuvres pour décourager les manifes-tants. Malgré les démentis du pouvoir, des témoignages indépen maintiennent que des agents cateurs se sont mélés aux fou d'autres produits de première néces sité manquent cruellement, ce qui explique le pillage d'entrepôts. Assurer l'ordre, dans de telles circonstances, n'est pas facile, même quand la volonié, dans l'opposition, d'éviter des dérapages semble récile.

Alors que les militaires contrôlent les routes, l'aéroport de Rangoun est pratiquement paralysé depuis plu-sieurs jours, faute de personnel. Seuls deux avions venus de Bangkok one pu y atterrir, vides, pour évacues des étrangers. La compagnie aérienne birmane ne fonctionne plus. La plupart des trains et des pays est donc compartimenté en zones quasi étanches, un obstacle supplémentaire pour l'opposition. Les mouvements, en province, avouent s'en remettre souvent aux informations diffusées par des radios étrangères pour savoir exactement et rapidement ce qui se passe à Rangoun, d'où l'on peut encore commu-niquer, par télex et téléphone, avec

manifestants paraît intacte – ainsi qu'en témoignent les défilés de lundi à Rangonn auronele Rangoun, auxquels ont participé, en bon ordre, des écoliers, - l'initia tive conjointe de M= Aung San Suu Kyi et des deux anciens généraux laisse prévoir une meilleure coordination à la tête du mouvement. Tous trois semblent d'accord pour blamer non l'armée dans son ensemble mais certains généraux et surtout le BSPP, le parti unique du régime Ne Win. Ils calculent sans doute que, fante d'un ralliement à la cause populaire de factions plus importancs de l'armée, l'impasse actuelle peut durer, avec les risques qu'une

JEAN-CLAUDE POMONTL

CORÉE DU NORD

Rencontre avec un ancien terroriste japonais réfugié à Pyongyang

PYONGYANG

de notre envoyé spécial

« Je suis désolé, j'al oublié mes cartes de visite. » D'un formalisme tout japonais, portant complet et cravate, M. Moriyaki Wakabayashi, aujourd'hui âgé de quarante et un ans, pourrait passer pour le cadre d'une grande entreprise nippone en visite d'affaires à Pyongyang. En fait, son arrivée fut pour le moins peu commune : il était l'un des neuf membres du commando du groupe detourns, en 1970, un avion de la Japan Airlines sur la Corée du Nord.

C'était la première action d'une organisation qui allait faire tragiquement reparier d'elle, deux ans plus tard, avec le massacre de l'aéro-port de Lod à Tel-Aviv. Elle fut par la suite responsable de plusieurs actions terroristes.

actions terroristes.

M. Wakabayashi affirme que ses compagnons et lui-même n'ont plus aucun lien avec le groupe Armée rouge qui s'est replié, au début des années 70, au Proche-Orient, sous le commandement de Mª Fusako Shigenoba, et qui compterait une quinzaine de membres. « Nos idéaux et motre llame nolltimus sout désurmais notre ligne politique sont désormais différents, vous dit-il. Le terrorisme est la méthode de ceux qui n'ont pas confiance dans le pouvoir du peu-ple, et il isole des masses. Nous evous été extrémistes, mais ne le commer plus. »

@ Tokyo va lever ses sanctions diplomatiques envers Pyon-gyang. -- Le Japon a annoncé, mardi 13 septembre, qu'il lèverait ses sanctions diplomatiques contre la Corée du Nord à la vaille de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Sécul, le 17 septembre, efin de réduire « le plus possible » la ten-sion dans la péninsule. Ces sanctions avaient été imposées le 26 janvier dernier en représailles de l'attentat nord-coréen contre un avion aud-coréen au cours duquel cent quinze personnes avaient trouvé la mort.

tous ess camarades se trouvent a condamnons not enneuts, numeration on circulé au Japon à une organisation ou une personne qui œuvre, ne serait-ce qu'un peu, pour le bien du peuple. » benjamin du groupe (il avait seize ans au moment du détournement), qui avait regagné clandestinement l'archipel. Depuis sa capture, la police nippone pense que d'autres membres du groupe de Pyongyang sont aussi entrés au Japon et elle se demande dans quel but.

Il ne veut pas dire quand son camarade a quitté Pyongyang ni de quelle manière. Il recomaît que pour sortir de la Corée du Nord, il lui a fallu une autorisation des autorités. « Nous sommes ici avec le statut de réfugiés politiques. C'est notre souhait à tous de retourner au Japon, et Shibata a voulu tester cette passibilité. Il a eu tort. »

Des excuses aux mort de Lod

A Pyongyang, M. Wakabayashi vit avec six compagnons (l'un d'eux est mort de maladie en 1985). Cet ancien étudiant de l'université de Kyoto, qui se souvient d'un peu du français qu'il apprenait à l'époque, est le rédacteur en chef d'une revue (Nihomwo Kangaeru : Penser le Japon). Il souhaite avoir des contacts avec les autorités japo-naixes, afin de «négocier un retour». En 1986, il avait envoyé une lettre au premier ministre

Se considère-t-il encore membre d'une organisation? - Non. -Les sept extrémistes japonais dispo-sent néanmoins d'un - bureau de liaison - dans l'un des hôtels de Pyongyang M. Shibata, récemment arrêté à Tokyo, faisait « du com-merce avec le Japon » quand il vivait à Pyongyang.

Si ses ex-camarades du Proche-Orient commettaient us attentat lors des Jeux olympiques de Séoul, M. Wakabayashi le condamnerait-

M. Wakabayashi, qui nous dit il? Nous n'approuverions pas répondre pour la première fois à un cette action, mais nous ne la journaliste non japonais, affirme que condamnerions pas non plus. Nous tous ses camarades se trouvent à ne voulons pas intervenir. Nous

Qu'a-t-il ressenti à la suite de l'attentat de Lod? - Ce fut un événement très regrettable. Pour notre part, nous présentons nos excuses aux passagers et à l'équipage de l'avion que nous avons détourné, mais pas aux autorités japo-naises. - M. Wakabayashi a renoncé au terrorisme, mais non à la révolu-tion. A l'aéroport de Tokyo, sa pho-tographie figure parmi celles des terroristes recherchés affichées dans tous les bureaux de l'immigration.

PHILIPPE PONS.

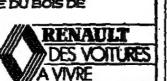
BANGLADESH

La France accorde une aide de 30 millions de francs

A la suite des inondations catastrophiques qui frappent le Bangla-desh, la France a décidé d'envoyer dans ce pays une aide alimentaire d'une montant de 30 millions de francs, a annoncé, lundi 12 septem-bre, le secrétariat d'Etat chargé de l'action humanitaire. D'autre part, l'action humanitaire. D'autre part, le bilan du sinistre ne cesse de s'alourdir, dépassant désormais le millier de morts, tandis que le nombre des victimes d'épidémies causées par la pénurie d'ean potable augmente de vingt-cinq mille par jour. Le général Ershad a donné, lurdi l'assurance que la famine ne lundi, l'assurance que la famine no succèderait pas aux inondations: Je peux vous assurer, a déclaré le président du Bangiadesh, que la famine ne touchera pas le pays. Nous avons suffisamment de céréales pour tenir trois ou quatre mois. » Il a nié l'existence d'une épidémie de choléra, mais reconna que plus de deux cent mille personnes étaient tombées malades après avoir bu de l'estu polluée. — (AFP.)

DU 13 AU 19 SEPTEMBRE À LA GRANDE CASCADE DU BOIS DE BOULOGNE, DE 10 H À 19 H, VENEZ DÉCOUVRIR ET ESSAYER LES 13 VERSIONS DE LA NOU-VELLE RENAULT 25.

SI VOUS SOUHAITEZ PRENDRE RENDEZ-VOUS POUR UN ESSAI, TÉLÉPHONEZ AU NUMÉRO VERT: 05 25 19 89.



VISIBILITÉ 3 MÈTRES SÉCURITÉ MAXIMUM

DIVISION

TRANSPORT

Vendredi 1" juillet, 21 h 15. Un violent orage éclate

dans le Morvan. La visibilité est réduite. Le TGV Paris-Nice est lancé à 270 km/h avec 700 passagers à bord. Dans la cabine de pilotage le système de transmission conducteur que la voie est dégagée. Il maintient la vitesse rité. Dix kilomètres plus chaudes de la CSEE enregistrent, en temps réel, les températures de chaque essieu du TGV. Tout est normal. Au même instant, sur l'autoroute Estérel Côte d'Azur, le système de péage automatique de la CSEE installé à Antibes, enregistre le passage du 50000° véhicule de la journée dans une fluidité totale de circulation. Le même jour, à Paris, dans les locaux de la Division Transport, les hommes de la CSEE ont travaillé au projet de réalisation des métros du Caire et de Caracas, et au projet d'équipement du TGV Nord qui reliera Paris à Londres, Bruxelles, Amsterdam, Cologne, dans une sécurité maximum. Dans les domaines de la Défense, des Transports, des Communications et de l'Informatique, par la maîtrise des technologies de pointe, la CSEE fait de la SÉCURITÉ un métier.



Ensemble créons un avenir plus sûr.

pour réclamer méterinal le la constitue de la

terroriste japoni Jungyang

لاهو



nion, qui seront pourvus pour la première fois à l'occasion du prochain scrutin.

Ce sont, au total, 2034 conseillers énéraux qui sout à élire : 1 936 en métropole et 98 outre-mer (y compris les 11 élus à la proportionnelle de Saint-Pierre-

Ce scrutin concerne environ la moitié des électeurs inscrits dans chaque département, à l'exception de Paris, qui, en raison de son statut de ville-département, élit tous les six ans des conseillers de Paris qui assument la double fonction de conseiller municipal et de conseiller général.

Dans l'entretien que nous publions cidessous, M. Pierre Salvi (UDF-CDS), président de l'assemblée des présidents des conseils généraux et président du conseil général du Val-d'Oise, trace un bilan globalement positif de la décentralisation. Départementaliste convaincu, il voit dans la définition d'un statut de l'élu local et dans la suppression du renouvellement triennal les moyens d'assurer pleinement et dans la durée les compétences désormais dévolues aux conseillers généraux.

هكذا من الأصل

Les départements livrés à leurs présidents

entend, après la pause imposée par le gouvernement Chirac. reprendre - la marche de la décentralisation -, ce qui signifie une accélération de la réflexion sur les rôles respectifs du département et de la région, sur l'action économique des collectivités territoriales, mais aussi le règlement de certains dossiers plus techniques comme ceux de la fonction publique territoriale. Dans la perspective de 1993, une étude du coût de sonctionnement de la Maison France, plus élevé que chez nos voisins, s'impose également. Pour l'heure, le département et son « patron », le président du conseil général, sortent grands vainqueurs de la décentra-

La campagne électorale pour les cantonales est occultée, avant même de commencer, par les préparatifs de la consultation référendaire du 6 novembre et - c'est un comble! - par un autre scrutin local, les municipales de mars

Les raisons de cette discrétion sont diverses et contradictoires. Après une période d'activité intense, une trêve s'est imposée, tant pour les responsables politiques que pour l'opinion; Repoussé à septembre pour éviter le téléscopage des campagnes présiden-tielle et cantonales, le renouvellement des conseillers généraux avait été assez largement préparé avant l'été, ce que les législatives de juin avaient à leur tour masqué. A ces explications qui relèeffets de la décentralisation, Les compétences dévolues aux conseillers généraux par la loi de 1982 et les innombrables textes qui l'ont suivie ont renforcé les sentiements d'autonomie locale. La formule - être maître chez soi - est devenue un refrain opposé avec constance et fermeté aux états-majors parisiens. La référence nationale s'estompe : le conseiller général, ou celui qui aspire à le devenir, est pour ou contre la majorité départemen-

On est « monoryste » ou » antimonoryste . dans la Vienne. - médeciniste - ou - antimédeci-

niste - dans les Alpes-Maritimes, · poncetiste · ou · antiponcetiste - dans le Lot-et-Garonne... Soutenir que cette personnalisation s'est substituée au clivage gauche-droite serait cependant abusif. Le mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours favorise la figure classique, dans le paysage électoral français, des duels gauche-droite ou majorité-

Les leçons des précédentes consultations montrent à l'envi que les formations politiques n'ont pas abdiqué leurs prérogatives dans l'utilisation des résultats. Pour locales qu'elles soient, les cantonales, globalement, constituent des tests hautement significatifs de l'état de l'opinion. La montée de la gauche avant 1981 s'est manifestée spectaculairement aux renouvellements de 1976 et 1979, tandis que les revers qu'elle a enregistrés une fois au pouvoir, en 1982 et 1985, annonçaient les succès de la droite aux européennes de 1984 et aux égislatives de 1986.

Signe de politisation du scrutin également, les taux d'abstention : traditionnellement élevés, légère-ment supérieurs à 40% depuis 1949 (avec le record de 46,6% en 1973) ils s'abaissent dès que l'enjeu laisse apparaître un plus » national. Ce fut le cas en 1958 (32,6 %) et lors des quatre dernières consultations (34,6 % en 1976 et en 1979, 31,8 % en 1982 et 33.4 % en 1985) qui ont été autant d'occasions pour l'électeur d'exprimer son mécontente-ment à l'égard de la majorité au pouvoir, qu'elle soit de droite ou qu'elle soit de gauche.

Dans quel sens joue la décen-tralisation de 1982 ? La droite a compris assez vite tout l'intérêt au'elle pouvait en tirer : écartée du pouvoir d'Etat, il lui restait les pouvoirs locaux, à commencer par les assemblées départementales où la surreprésentation des ruraux lui assure un avantage. Depuis mars 1985. 71 départements sont dirigés par la droite (avec suprématie de l'UDF) et 30 par la gauche (dont 2 communistes). A l'évidence, ce rapport de force ne correspond guere à la physiono-

mie politique où les derniers scrutins - faut-il le rappeter ? - on donné 54 % de voix à M. François Mitterrand et une majorité relative au PS à l'Assemblée nationale. Ce décalage justifierait une réforme du mode de scrutin, comprenant la suppression du principe de renouvellement triennal pour lui préférer celui de renouvelle-

L'accroissement des responsabilités dévolues à partir de 1982 aux départements concerne, au premier chef, le président du conseil général. Véritable patron du département, il exerce une fonction à plein temps. Dans la hiérarchie des mandats et des titres, celui-là bénéficie d'un

Les «vedettes» désertent les régions

L'application de la loi limitant le cumul des mandats, après les législatives de juin dernier, en apporte les preuves. Cent trente-sept députés étaient concernés. Au total, ils ont abandonné cent quarante-cinq mandats ou fonctions. La répartition de ces abandons est éclairante : soixante-quatorze mandats de conseiller régional, cinquante-neuf de conseiller général, huit fonctions d'adjoint au maire d'une ville de plus de cent mille habitants, trois mandats de parlementaires européens et un de maire de commune de plus de vingt mille habitants.

Qu'au hit-parade de la popularité, le poste de maire occupe la première place n'est pas étonnant : c'est la base à partir de laquelle l'homme politique construit sa carrière. Que celui de conseiller régional soit le moins attractif n'est guère surpre-nant, l'institution régionale étant la plus jeune. Reste que quatre régions retrouvent décapitées : Aquitaine M. Jean Tavernier a remplacé M. Jacques Chaban-Delmas), Midi-Pyrénées (M. Marc Censi a remplace M. Dominique Baudis), Champagne-Ardenne (M. Jean Kaltenbach a rempiacé M. Bernard Stasi), et l'e-de-France. Dans cette dernière région, c'est M. Michel Giraud (à qui devait succéder M. Pierre-Charles Krieg) qui, bien que régionaliste convaincu, abandonne ce mandat à compter du

1= octobre. D'autres régions sont désertées par quelques-unes de leurs dettes . : la Bretagne, par exemple, où le maire de Rennes.

M. Edmond Hervé (PS), les prési-dents des conseils généraux d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan, respectivement M. Pierre Méhaignerie (CDS) et Raymond Marcellin (PR), ont quitté le conseil régional, ou encore le Languedoc-Rousillon où M. Georges Frèche (PS), maire de Montpellier, et Gérard Saumade (PS), président du conseil général de l'Hérault, ont fait de même.

En revanche, un seul député a renonce à une présidence de conseil général : M. Robert Poujade dans la Côte-d'Or, alors qu'Alain Carignor a annoncé que, s'il est réélu prési-dent du conseil général de l'Isère, il abandonnera son mondat de député.

Un tel choix illustre le poids pris désormais par les peurons du dépar-tement. Que pour l'administration locale et la gestion, par une déconcentration des pouvoirs et des moyens de l'Etat et par une meil-leure distribution des rôles, la décentralisation ait été et soit positive, nul ne le conteste plus. Restent certains effets pervers : le fonctionnement des conseils généraux pèche par insuffisance de démocratie, ne serait-ce que parce que certains bureaux ne font aucune place aux minorités politiques. Excès aussi financiers : tel ou tel conseil général aura dépensé de grosses sommes pour se construire un - hôtel du département», vitrine qu'il aura voulu brillante de ses activités, mais qui au bout du compte aura plutôt irrité les populations. De même les «voyages d'études du conseil général » agacent le citoyen, qui y voit surtout prétexte à tourisme lointain.

Face à des départements de plus en plus armés et organisés pour faire face à leurs tâches, l'Etat se doit de s'interroger sur sa capacité et sa vocation à harmoniser les politiques locales. L'un des sujets de la rentrée concerne justement ce point : le projet de loi instaurant le revenu minimum d'insertion inquiète, pour ne pas dire plus, les présidents de conseils généraux qui se refusent à voir leurs compétences remises en cause pour les actions d'insertion financées par les fonds départementaux, au profit des préfets.

Face aux politiques comme face à l'Etat, s'est instauré au patriotisme départemental dont les conseil généraux se veulent les garants, soucieux de leurs prérogatives : ils fêteront eux aussi, en 1989, un bicentenaire, celui de leur institution.

ANNE CHAUSSEBOURG.



Un entretien avec M. Pierre Salvi

Vive la décentralisation!

généraux tirent-ils de l'exercice de six aus de décentralisation ?

- Il y a d'abord un changement complet de la conception de notre rôle avec une prise en main de res-ponsabilités directes. Nous avons démarré la décentralisation avec des soucis financiers énormes. Ce stade, qui a été celui de l'inquiétude et de la protestation de la part des élus, est maintenant dépassé. Nous faisons face à nos responsabilités en recherchant des ressources financières en dehors de celles distribuées par l'Etat, non seulement du côté des activités économiques développées dans nos départements, mais également vers le mécénat, la colla-boration directe avec les entre-

- Estimez-vous avoir pleinem les moyens d'exercer les compétences qui sont désormais les vôtres pour l'action sanitaire et sociale on l'entretien des collèges ?

- Le travail sur le terrain s permit une meilleure maîtrise des crédits et des dépenses et une remise en ordre que l'État n'aurait pas pu faire. Avec les ressources qui étaient les nôtres, nous avons plus que fait face et la maîtrise des budgets d'aide sociale est un des grands

. Il y a eu austi un bouleversement important de tendance dans la composition des budgets des dépar-tements qui privilégient désormais investissement au détriment du

- Qu'est-ce qui différencie une gestion départementale de droite d'une gestion départementale de gauche

- Souvent, pas grand-chose. La caractéristique essentielle des départements est désormais d'être confrontés aux problèmes quoridiens du citoyen. Il n'y a pas trente-six réponses pour régler ces problèmes. Sur les sujets fondamentaux, tels que les collèges ou l'aide sociale, il y a indiscutablement une attitude

commune. En revanche, dans le domaine de la culture, par exemple, on peut très bien avoir des options différences ou adopter des politiques plus nuancées en matière économ

Le départ du conseil général d'éins touchés par la loi limitant le count des mandats ne risque-t-il pas d'affaiblir l'instance départe-

 On a lontemps déploré que certains élus avaient trop de mandats. Le texte relatif au non-cumul me paraît être un bon texte. La politique, dans ce pays, ne se fait pas qu'avec les grands ténors. - Trois échelons de décisio

(région, département, comm n'est-ce pas trop ?

- Etant donné la surface de notre territoire et le chiffre de notre population, nous avons beaucoup d'échelons de décisions et certaine-ment un de trop. Mais il me paraît difficile de revenir là-dessus. Nous difficile de revenir là-dessus. Nous pouvons vivre dans ce système à coodition que la région ne dérape pas par rapport à sa mission, qui est de coordonner les grands équipements. Il reste que les échelons traditionnels que les citoyens connaissent, c'est-dire la commune et le désertement de neuvent la lieu pei désertement de neuvent la lieu pei vilégié du dialogue et de l'action.

- Pourtant, dans la perspective de 1993, nos partenaires s'intéres-sent plus mux régions ?

Nos régions sont des régions artificielles, alors que les régions allemandes, italiennes ou espagnoles sont des régions naturelles, historiques. Si la Bretagne et l'Alsace sont également des régions naturelles. eaucoup d'autres ne sont que des rassemblements de départem la France des régions veut aller à la rencontre de l'Europe, il faut qu'elle refasse une carte de régions natu-

- Etes-vous favorable à l'introduction d'une dose de proportion-nelle dans le mode d'élection des conselliers généraux ?

 La loi de 1871 relative à l'élec-tion des conseillers généraux précise que l'instance départementale représente le territoire et la population.
Avec la proportionnelle, il n'y aura
plus de représentation du territoire;
le reste partisan de la division cantonale du moment que le rééquilibrage des cantons arbains par rapport aux cantons ruraux se poursuit. La proportionnelle politiserait l'élection et risquerait d'entraver le fonctionnement de nos assemblées par absence de majorité franche.

- Quelle réforme améliorerait le fonctionnement du conseil général ? - Je suis d'abord partisan d'abandonner le renouvellement triennal de l'instance départementale. Il fant du temps pour mettre en place une politique et la conduire à son terme. Six ans me paraissent être le bon échelon.

» En second lieu, il faudrait donner aux maires des grandes villes, aux conseillers généraux, la possibilité de remplir efficacement leur mandat, en adoptant un statut de l'élu local. Aujourd'hui, on aborde mai ce serpent de mer parce qu'on veut régler le problème d'une manière globale et brutale. Il faut procéder par touches successives, à commencer par les maires de commune de vingt mille, voire de dix mille habitante et les conseillers nille habitants et les conseillers généraux... La France n'est pas mure pour attribuer aux citoyens la charge financière de leurs élus; d'autant qu'elle a sur sa classe politique des appréciations diverses. Il faut être pragmatique. Le monde de l'entreprise devrait changer de comportement -et d'appréciation à l'égard du monde politique et com-prendre qu'un conseiller général qui consacre une part de son temps à développer son département apporte également quelque chose à l'entre-

Propos recueillis per VALERIE DEVILLECHABROLLE.

Les convents maçonniques

M. Christian Pozzo di Borgo succède à M. Ragache à la tête du Grand Orient de France

maçounique française (662 loges, 32 000 membres), le Grand Orient de France (GODF) s'est donné, le samedi 10 septembre, un nonveau grand maître en la personne du chef du service d'anesthésie et de réanimation du centre régional de intre contre le cancer de Reims, M. Christian Pozzo di Borgo, qui succède ainsi à M. Robert Ragache, M. Pozzo di Borgo a été élu par vingt voix contre donze à l'autre candidat, M. Roger-Xavier Lauteri, cinquante-buit ana, jour-

Au cours de sa première conférence de presse, le lundi 12 septem bre, le nouveau grand maître du GODF a présenté les conclusions des réflexions des loges sur le pouvoir de l'information. . Tout en dénonçant toute atteinte à la liberté d'expression, y compris sous la forme de l'autocensure, les francsmaçons sont attachés à une éthique professionnelle, a-t-il notamment déclaré. Les proposent que la France se dote d'un organisme indépendant à la fois des pouvoirs politiques et des puissances financières, échappant aux aléas des alternances politiques et trouvant ses sources et prérogatives dans la Constitution de la République. Sans remettre en cause l'apparition d'un large secteur privé dans l'audiovisuel, ils s'inquiètent de

La principale obédience l'utilisation abusive des moyens audimétriques qui tend à écarter les émissions à faible écoute et comporte le risque d'un appauvris-

> M. Pozzo di Borgo a également souligné que - l'attachement des francs-maçons du Grand Orient de France à la liberté de conscience, au droit à l'échange et à la relation à l'autre les amènent à protester

contre l'ingérence des Eglises dans l'organisation scolaire et contre l'exclusion d'enfants étrangers sous prétexte de quota. Des manifesta-tions récentes de ces infractions aux principes de séparation des Eglises et de l'État et des manquements à la vocation d'accueil de l'école de la République imposent notre vive réaction et une réaffirmation de notre vigilance », a-t-il dit.

Evoquant la situation au Chili, le grand maître du GODF a annoncé forganisation, le le octobre, d'un colloque sur la démocratie avec le concours du Grand Orient du Chili en exil, pour soutenir les partisans du « non » au plébiscite qui doit avoir lieu dans ce pays le 5 octobre.

M. Pozzo di Borgo a indiqué,

d'autre part, que chacune des loges du GODF avait été invitée à contri-

La lucidité par la médecine

De patite taille, les cheveux gri-sonnants, M. Christian Pozzo di Borgo, ne le 20 août 1944'à Renier (Algérie), marié, père de trois enfants, a connu une rapida ension maconnique.

Recu franc-majon en 1975, à la loge la Sincérité de Reims, il est devenu dès 1986 membre du conseil de l'ordre du Grand Orient de France puis grand orateur en 1987. Son accession à la grande maitrise constitue la consc logique d'un homme qui « cher-chait quelque chose, di-il, et ne l'avait pse encore trouvé ».

Il insiste, aujourd'hui, aur l'osmose qu'il a réalisée entre son engagement professionnel et son engagement maçonnique : « En médecine, le fait d'être francmaçon m'a aidé à davantage res-

pecter l'autre et surtout à avoir la réelle volonté de ne pas exercer un pouvoir sur celui qui pourrait dépendre de moi. Je n'ai pas de problèmes moraux à être catholique et franc-maçon », ajoute le nouveau grand maître du GODF, qui a été élevé dans la religion catholique. « Lorsque je suis antré au Grand Orient de France il n'y a pas su en moi de déchirure métaphysique. »

Ce que M. Pozzo di Borgo craint, ce ne sont pas les religions, pour lesquelles il éprouve e un grand respect quelles que soient leura formes d'expression », mais « le pouvoir des religions et son immixtion dans les affaires de la société civile », qu'il iuge e totalement condamnable ».

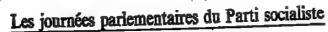
Créateur, en tant que médecin, d'une consultation de lutte contre la douieur, le nouveau grand maitre souhaite faire partager ses idéaux professionnels à ses frères maçons. Parmi les sujets de réflexion proposés par le GODF à ses loges pour les mois prochains figure d'ailleurs « La liberté du soigné et du soignant face aux traitements de la souffrance, l'achemement thérapeutique et l'euthanasie ». « En médecine, conclut M. Pozzo di Borgo, on découvre les hommes. En francmaconnerie, on apprend à se connaître soi-même, on apprend lucidité. » Et de citer le poète Rané Char : « La ludicité est la blessure la plus proche du

buer à la célébration du bicentenaire de la Révolution française, en 1989, en rédigeant un « Cahier des libertés » qui devra exposer « le champ des libertés et des droits de l'homme, des femmes et des enfants pour un humanisme du vingt et unième siècle. Le GODF souhaite organiser, en outre, une grande fête de la liberté autour du moulin de Valmy, en collaboration avec ses frères allemands et belges, "Pour une Europe maconnique des carurs", son grand maître rappelant au passage que François Christophe Kellermann, l'un des principaux acteurs de la bataille de Valmy, en 1792, était franc-maçon.

En réponse à plusieurs questions le nouveau grand maître s'est déclaré très fier que son obédience ait contribué, par l'intermédiaire de l'un de ses prédécesseurs, M. Roger Leray. - à la restauration du dialo-gue en Nouvelle-Calédonie - et sou-ligné, à propos de la part faite, à la « société civile » par MM. François Mitterrand et Michel Rocard dans l'exercice du pouvoir, qu'il fallait y voir - le symbole du futur rôle de

Interrogé sur les réactions provoquées par la dernière affaire Le Pen ., M. Pozzo di Borgo, qui a procise n'appartenir à aucune formation politique, a confirmé la condamnation du Front national par son obédience en déclarant : . Pour notre démocratie toute dérive reste absolument insupportable. ..

rigueur econ



M. Pierre Bérégovoy veut concilier rigueur économique et avancées sociales En revanche, la discussion sur le

VIENNE (Isèra) de notre envoyé spécial

stratica ave. Vi Pierre San

décentralisation

电动性重型

Control of Street Services

10 14 82 pt 1.50 842

. .

19:10 22

1.11 (SEA

100 7424

10 to 10 to 100 to

 $-10^{-12^{\alpha}-\beta} \cdot \frac{10^{\alpha}}{\alpha} \cdot \frac{10^{\alpha}}{\alpha}$

1. 44 F H 12 THE LEW COM R ME. on', are personal pater at a region.

NE SER MER

The Carlotte State of the Carlotte State of

11.00 20 14.45

Man to the street in the

BETT SERVE E BOTH (SEE

. .. (57)

Charles Service Bridge

1 21 m 8 2 L 1000 140 350 英

31 S. 35 (Sub.)

regresio de paracionas da

Driver in Agriculto de 1855.

diefer eine ber pet am be-

THERE SERVICE THE PROPERTY.

Nous avons la possibilité de disposer de la durée pour mener à bien notre politique! » C'est ce qu'avec insistance MM, Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, et Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, ont répété aux élus socia-listes, comme si ces deruiers n'avaient pas encore pleinement assimilé les succès de mai et de juin. Sentant également une certaine imparience à la base, notamment en matière d'avancées sociales, les maniere du gouvernement, chacun à sa manière, ont voulu faire œuvre pédagogique, en expliquant que 1988 a était pas 1981. La durée a remplacé le sentiment confus de pré-carité, qui avait prévalu il y a aept

Ils ont doac renvoyé la balle dans lis ont donc renvoyé la balle dans le camp d'une droite éclatée : la stabilité, c'est nous ! Et c'est à dessein que M. Bérégovoy a parlé du « gouvernement transitoire de M. Chirar » des deux dernières années et M. Poperen, de « la parenthère 1986-1988 ». Les grandes proposes et les grandes envolées ant messes et les grandes envolées out donc été bannies de cette première journée parlementaire an profit d'une réflexion de fond sur les enjeux économiques et sur l'art et la manière de gouverner quand on a cing ans devant soi.

Tonjours soucienx de raviver le débat idéologique, M. Poperen a invité l'assistance à ne pas s'endormir sur le mol oreiller du désarroi de la droite. « Ce désarroi des états majors de droite ne doit pas être compris par nous comme la démobi-lisation, la prostration de la droite profonde », a-t-il insisté en rappe-lant les scores du premier tour des deux législatives partielles de dimanche dernier, favorables à la

En abordant dans l'après midi la loi de finances pour 1989, le président de la commission des finances de l'Assemblée, M. Dominique Strauss-Kahn, a mis en garde ceux qui se polaristraiem un peu trop sur-le bon climat économique de l'année 1988. La température pourrait se rafraichir en 1989 et en 1990, a-t-il-

Par ailleurs, compte-teau des et internationales, le gouvernement a défini pour le budget trois priorités, a-t-il rappelé : l'éducation

M. Mermaz, président du groupe à l'Assemblée nationale, a ouvert, lundi 12 septembre, à Vienne (Isère), les premières journées parlementaires socialistes depuis le retour de la gauche au pouvoir. La tendance était à l'affirmation sans complexe de l'identité socialiste. L'ouverture est reléguée pour cause de campagne électorale, même si la porte de la discussion n'est pas totalement fermée.

La première de ces deux journées a été essentiellement cons crée à la prochaine loi de finances et au projet d'impôt sur la fortune (ISF). M. Michel Rocard devait intervenir mardi 13 septembre en fin de matinée (lire page 48). M. Bérégovoy a déclaré qu'il fallait concilier rigueur économique et avancées sociales.

nationale (où des mesures qualitatives s'associent à des mesures quan-titatives). l'emploi et la recherche. M. Strauss-Kahn s'est félicité que des priorités claires aient été choisies, même s'il a fallu faire stagner ou régresser les crédits d'autres

Le rapporteur général du budget M. Alain Richard, a été d'accord avec lui pour expliquer que la cuvée 1989 du budget était bonne, bien qu'elle alt été vendangée un peu tard, compte tenu du changement de

Le gouvernement cependant n'a pas eu droit qu'à des compliments.

M. Michel Dreyfus-Schmidt, séns-teur, s'est fait le porte-parole des élus socialistes qui ont le sentiment que le morrogramment cache parfois que le gouvernement cache parfois son socialisme derrière son petit doigt. - Pourquoi evoir voulu rebaptiser l'impôt sur les grandes fortunes? », a-t-il demandé, en regrettant que l'ISF n'aille pas plus loin que l'IGF.

Il a également sonhaité qu'un effort particulier soit fait pour le pouvoir d'achat. Un député socia-iete expliquait dans les couloirs que, liste expliquait dans les couloirs que, pour l'instant, M. Michel Rocard était protégé par son état de grâce, mais que cela ne saurait... durer !

Pour répondre aux maximalistes du PS, M. Bérégovoy a voulu les convaincre de la volonté inflexible du gouvernement de tenir les deux bouts de la chaîne: d'une part, la riggent économique, sons lequelle il rigneur économique, sans laquelle il n'y a pas de bonne gestion : d'autre part, les avancées sociales, sans lesquelles la rigneur deviendrait injuste. A entendre les applaudissements qui ont salué son exposé et ses réponses, le ministre de l'économ convaincu son auditoire. « Il ne faut pas confondre rigueur économia et rigueur sociale », a-t-il rappelé.

« Un geste de solidarité »

A propos de revene minimum d'insertion (RMI), le ministre a voule mettre l'opposition face à ses responsabilités: « J'espère que ceux qui nous rappelaient, parjois avec qui nous rappelaient, parjois avec des accents angoissants, la situation des nouveaux pauvres en 1984 et 1985, vont pouvoir désornais met-tre en accord leurs paroles et leurs tre en accord leurs paroles et leurs aries » S'agissant de l'impôt de soli-darité sur la fortune, il a expliqué que ce serait « une erreur psycholo-gique » que de faire entrer l'outil de travail dans l'assiette de l'impôt : « Il faut savoir raison garder »,

M. Gentile, directeur de cabinet de M. Jean Poperen

M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, a fait connaître la composition de son cabinet. Ont été nommés : MM. Jean-Louis Gentile, directeur de cabinet ; Paul Lussault, directour adjoint ; Jean-Pierre Dubois et Jacques Piette, charges de mission : Mª Christine Chasselade, chef de cabinet; Mile Arielle lexica M= Anne-Marie Colmou, conseillers techniques, et Ma Nathalie service des commissions.

Valcourt-Poperen, attachée de

Né le 28 septembre 1938 à Cognac (Charente), M. Gentile, diplômé de l'Institut d'émdes politiques de Paris et docteur en histoire, est administrateur à ablée nationale depuis 1966. Affecté au service des commissions jusqu'en décembre 1984, il est ensuite mis à la disposition de M. Louis Mermez, président de l'Assemblée astionez, président de l'Assemblée

ouverte. Soyons nous-mêmes et demandons aux autres de se déterdemandons aux autres de se déter-miner par rapport à nous, a pour-suivi M. Bérégovoy. Il y a aujourd'hui des lamentations qui m'exaspèrent un peu. L'ISF est un geste de solidarité demandé à ceux qui le peuven, a-t-il insisté. Nous défendons avec audace un impôt de justice sociale. L'ès largement justice sociale, très largement approuvé par l'opinion publique aujourd'hui. En réponse aux questions posées sur le pouvoir d'achat, M. Bérégo-

relevement des taux ou la création

d'une tranche supérieure reste

voy a reconnu qu'il y a une forte demande d'amélioration mais que, malgré les bons résultats économiques qui se dessinaient, il fallait absolument éviter tout « dérapage ». « La baisse de la TVA, c'est aussi un moyen d'améliorer le pou-voir d'achat », a-t-il rappelé. Il s'est-également montré partisan du déve les loppement des rencontres avec les syndicats qui ont été, selon lui, privés pendant deux ans de contacts ec l'ancien pouvoir.

M. Jacques Delors a également abordé la question des taux de TVA en expliquant qu'il fallait cherches au niveau européen leur rapproche-ment et non leur harmonisation. Il s'est également insurgé contre l'idée selon laquelle la France camperait sur les mêmes positions que la Grande-Bretagne. Le président de la Commission des communautés euro-péennes a estimé en effet que la politique fiscale ne devait pas être seulo-ment commandée par le marché mais qu'elle était en elle-même un instrument volontariste d'une politique économique.

M. Delors s'est également attaché à remettre en mémoire l'indispensa-ble dimension sociale contenue dans le dimension sociale contenue trans l'Acte unique européen. Avec la foi européenne qui le caractérise, il a expliqué, sous les applaudissements, que le but était de construire une « véritable » communauté européenne et pour « l'apple sonne de pour de l'apple sonne de l'acte de l'apple sonne de l'acte de l péenne et non « une simple zone de libre échange frileuse. De cela, nous n'avons pas besoin ».

Pour travailler à cette communauté sociale, une « déclaration des droits du travail, sorte de socie minimum à respecter par tous les pays « devrait être prochainement mise au point, a-t-il aunoncé. PIERRE SERVENT.

(Lire en page 2 le « point de vue de M. Jean Poperen:

Alliances électorales avec le FN

Le RPR sanctionne deux secrétaires de circonscription

Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, vient de donner une première application de la décision prise par le bureau politique du mouvement d'exclure de ses rangs ceux de ses membres qui concluraient des alliances électorales avec le Front national.

Deux secrétaires de circonscription sont ainsi relevés de leurs responsabilités en l'attente de la rénnion de la commission des conflits, seule habilitée à proposer au comité central une mesure d'exclusion.

Il s'agit de M. Jean-Marie Cousin, secrétaire de la 4 circonscription du Pas-de-Calais, qui, à Berck, envisagean un accord avec le Front national pour les élections munici-

Est également sanctionné M. Raymond Lecler, secrétaire de la 12º circonscription des Bouches-du-Rhône, qui avait conclu un accord avec le Front national à Vitrolles, en vue des élections municipales, et qui bénéficiait de son soutien pour les

élections cantonales. M. Lecler, conseiller général RPR depuis 1985, avait publiquement . remercié », dimanche 11 septembre, M. Stirbois, secrétaire général du Front national, de lui permettre de diriger une liste d'union aux prochaines élections municipales. M. Lecler a jugé tout à fait « normale et logique - la sanction prise à son encontre en disant : « J'accepte cette décision et je continuerai à travailler pour le RPR. Je reste un militant mais chacun, au RPR, est libre d'avoir ses opinions. L'ai fait part publiquement de mon opinion, mais c'est la dernière sois. Il n'est pas question d'exprimer publiquement un quelconque soutien à un candidat du Front national entre les deux tours des cantonales. Je ne suis pas là pour mettre de l'huile sur le feu. Je continuerai donc mon travail de militant et d'élu mais avec plus de respect vis-à-vis des instances du

Selon la SOFRES

84% pour le « oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie

Le Figaro du 13 septembre a publié un sondage de la SOFRES, réalisé du 6 au 8 septembre auprès d'un échantillon national de mille personnes, sur l'attitude des électeurs à l'égard du référendum du 6 novembre relatif à l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Scion cette enquête, 59 % des per sonnes interrogées auraient l'inten-tion de s'abstenir, mais 84 % de celles qui s'exprimeraient se prononceraient en faveur du « oui » à la question concernant l'approbation du plan gouvernemental entériné localement par les principaux inté-

approuvent, d'autre part, les accords signés les 26 juin et 20 août à l'hôtel Matignon et à le rue Oudinot (9 % seulement les désapprouvent) et 49 % d'entre elles estiment que ces accords sont « de nature à assurer la paix civile sur le territoire dans les dix prochaines années ».

48 % des « sondés » affirment également qu'ils se détermineront,

ment sur le projet de statut - prévu par ces accords. Enfin, si 47 % des personnes interrogées souhaitent que la Nouvelle-Caledonie demeure au sein de la République française contre 33 % de partisans de l'indé-pendance), 40 % d'entre elles pen-sent que de toute façon la Nouvelle-Calédonie sera indépendante dans dix ans; 28 % sont d'un avis

 M. Kouchner à Noumée. Le secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, effectuera une visite d'une semaine en Nouvelle-Calédonie, à pertir du vendredi 16 septembre. Cette visite sur le territoire avait été annoacée en août par le premier ministre, M. Michel Rocard, qui avait alors précisé que M. Kouchner serait chargé notamment de dresser un bilan de l'état sankaire des popula-

Le voyage de Mm Mitterrand de l'Inde au Japon

«Si je pouvais créer une chaîne humanitaire mondiale...»

M= Danielle Mitterrand a d'autres actions, en collaboration. Un des grands principes de la Fondation, qui a une vocation internationale, est la Fondation France-Libertés, entrepris, en qualité de présidente de la Fondation France-Libertés, un voyage humanitaire en Asie, qui doit la conduire, jusqu'au jeudi 22 septembre, de l'Inde au Japon, en passant par le Bangla-desh, la Thatlande et les Philippines. Dans l'entretien qu'elle nous a accordé avant son départ, l'épouse du chef de l'Etat fait le point des actions menées par sa fondation dans cette partie du monde et des projets qu'elle espère y rêaliser.

« Le Bangiadesh est actuellement victime d'inondations catastrophiques. Votre séjour dans ce pays est-il

- Oui, bien sûr, malgrê les conditions d'accès. La Fondation France-Libertés a, au Bangladesh, un pro-Liveries a, au Bangiagesh, an pro-gramme de construction de huit orphelimats. Les deux premiers sont en chantier à Dacca et à Chittagong. A l'henre où je vous parle, je n'ai pas encore réussi à avoir des nouvelles de celui de Dacca et je suis très inquiète.

Pour ce qui concerne l'aide d'argence, la Fondation va envoyer avec le concours du ministère de la défense - quatre tomes de médicaments et acheminer des vivres à partir du Sri-Lanka.

- Qui finance la construction de eliants ?

- Un mécène français, qui ne tient pas à être cité par souci de discrétion, finance la construction des deux premiers établissements. Je cherche actuellement des moyens de financement pour les six autres

orphelinats. - Comment s'est décidé votre

royage en Asie ? - A partir du Bangladesh, précisément. A la Fondation, nous réagissons surtout sur la base de témoignages, que nous vérifions en envoyant une mission sur place. Début 1986, un moine bouddhiste nous a alectés sur la situation dramatique de milliers d'orphelins de ce pays. Une mission a donc été dépê-chée et, sur ses conclusions, nous avons décidé ex programme de

» Aujourd'hui, je veux faire le point sur place, d'autant que nous avons entrepris, an Bangladesh,

en effet de travailler conjointement avec d'autres associations dans ce que l'on appelle des «collectifs». Avec Mass Education, une grande association britannique qui œuvre beaucoup au Bangladesh et en Inde, nous participons à la construction de quatre-vingts écoles rurales pour cent mille enfants. La Fondation en a déjà pris en charge huit mille, mais c'est dire le travail qu'il reste à faire.

Mon voyage, qui a été différé à plusieurs reprises pour des raisons matérielles - c'est mon plus long séjour en Asie, - s'est donc articulé autour de cela. Et rien ne vaut le jeu des rencontres pour déceler les priorités, les urgences, pour convaincre, aussi. Dans quatre des cinq pays où je me rends, Inde, Bangladesh, Thallande et Philippines, je ne vais pas simple-

ment «constater». Je veux voir si je phis faire encore mienx. Au Japon, je vais m'efforcer de convaincre.

- Votre Fondation, comme son nom France-Libertés l'indique, se préoccupe annai de la défense des droits de l'homme et des libertés. A New-Delhi, vons rencontrez le pre-mier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, qui vient de tenter de restreindre la liberté de la presse. Allez-vous en

- Je vais en Inde pour rencontrer Mère Teresa. Simplement, il était normal que, me trouvant dans son pays, je rende une visite de courtoisie M. Rajiv Gandhi. Pent-etre évoquerai-je la célébration, cette année, du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Peut-être.

~ Quelles actions communes visagez-vous avec Mère Teresa?

- Je connais son œuvre depuis très longtemps. Vous savez sans doute que Mère Teresa a un programme français de lutte contre la pauvreté: en particulier, elle récupère tous les plateaux-repas qui n'ont pas été consommés dans les wagonsrestaurants, pour les distribuer aux plus démunis. Nous l'avons aidée à tronver un local, rue de Chalon, près de la gare de Lyon, après que la SNCF nous ent expliqué, en long et en large, qu'il lui était impossible de mettre à sa disposition un ou denx wagons désaffectés. En lade, je vais alles poir le travail qu'elle accomplis aller voir le travail qu'elle accomplit, à une cinquantaine de kilomètres de

- A Bangkok, vous devez vous entretenir avec des organisations non gonvernementales (ONG) des condi-tions d'accueil des réfugiés cambod-

Calcutta, en faveur des enfants les plus défavorisés. Je vais voir com-

ment je peux l'aider là-bus.

giens. A ce propos, on dit que, pour des considérations de politique étrangère française, vous avez dâ renoucer à des projets à Phnom-Penh même. Est-ce vrai ? - Pas du tout. Nous avons deux

projets à Phnom-Penh. Le premier est en voie de réalisation, après la visite à Paris du président de l'université de médecine, discipline qui est ensei-gnée en français au Cambodge : par l'intermédiaire de la Fondation, une tonne de livres de médecine et d'autres disciplines sera expédiée en octobre à Phnom-Penh, dans le cadre d'un développement de la francophonie et d'une restructuration de l'ens gnement au Cambodge. Le second projet concerne l'agriculture tradi-

Etes-vons en relation avec Enfance et développement, l'associa-tion animée par M= Cheysson qui s'occupe des enfants cambodgiens ;

- Oui. Cette association se précecupe aussi, maintenant, des enfants philippins et nous avons l'intention de mener aux Philippines deux actions communes. l'une contre la mainutrition, l'autre pour lutter contre la délinquance et la prostitution des enfants des rues.

- Ce sont des problèmes que vous aborderez avec M Cory Aquino?

Je vais à Manille pour l'écouter. Elle vit une expérience extraordi-naire et très couragense. Oui, je vais

Je rencontrerai aussi le Père Tritz. un prêtre lorrain, qui fait un travail admirable pour préscolariser les enfants les plus pauvres, afin qu'ils entrent à la grande école - au même niveau que les autres. Ils sont 300 000 à Manille même le nêre Tritze son à Manille même. Le père Tritz et son association Erda ont, en construisant de petites écoles, préscolarisé 15 000 enfants dont 3 000 aidés par la Fondation. Vous voyez, là encore, le travail

qu'il reste à faire. - Au Japon, dernière étape de votre voyage, ce sont donc des moyens de financement que vous allez teater de trouver, y compris en Afrique ?

- Le Japon s'ouvre de plus en plus à l'action humanitaire internationale. A Tokyo, je présenterai la Fondation à divers responsables politiques et économiques, J'en exposerai les Aux Etats-Unis, France-Libertés est déjà implantée. Pourquoi pas une association « Les Amis de la Fondation au Japon?

- N'est-il pas surprenant qu'une fondation » privée française sollicite une aide financière à l'étranger ?

- Dien sait si je suis chauvine et si, partout où je vais, je mets la France en avant Mais, si je parvenais à créer une chaîne de solidarité dans le monde entier, je serais plus lière encore, et c'est pourquoi je n'ai pas de scrupules à demander de l'aide aux pays qui peuvent en donner. Quand je caresse la tête d'un enfant, qu'il soit français, philippin ou malien, je pense d'abord à la grande communauté des hommes et semmes du vingt et unième siècle. Et quand je parle de la santé et de l'éducation des enfants, de tous les enfants, qui pourrait ne pas m'écouter ? »

Propos recueillis par MICHEL CASTAING.

Au chevet des morts-vivants de Calcutta

CALCUTTA de notre envoyé spécial

Environ cent vingt Petites Sours

de la charité sont prosternées vers le sol. La chapelle est une grande pièce rectangulaire aux murs blancs, omée d'un Christ hyperréaliste et d'une statue de la Vierge blanc et bleu ciel. Le prême crie presque les paroles liturgiques pour dominer le brouhaha de la rue. Ce bruit est comme un symbole : le foyer de Mère Teresa est au cœur de Calcutta, et la ville moite, grouillante, rentre ici, sans filtre, avec ses horreurs et aussi une singulière beauté. La « Mère » est là, lundi 12 septembre, au fond de la chapel

petite sithouette voûtée, le visage parchaminé, presque infealle, priant. À ses côtés, assise sur un banc, M^m Danielle Mitterrand, immobile, la regarde, parfois intensement, impressionnée par cette ferveur. Après la messe matinale de 6 heures, la « Mère » guiders Mee Mitterrand dans les différentes maisons qu'occupent des mission-

naires de la charité à Calcutta. A

grand renfort de sirènes et de

motards, le cortège s'ouvrirs tant bien que mai un passage dans la ville tentaculaire et fera plusieurs haltes : le dispensaire, où les handicapés memaux menent une existence gra-betaire; l'orphelinat, où échouent des emiants abandonnés sur les trottoirs de la ville; le «mouroir» enfin, cet endroit que l'an voit, selon son propre regard, comme la forme la plus extrême du dévouement ou comme l'« antichembre de la mort », ainsi qu'on le disait pour les camps de concentration : tous les homm squelettes se ressemblent.

> Bidonville et orphelinat

Là, dans cette ancienne dépendance du temple mitoyen dédié à la déesse Kali, Mr Mitterrand ira de lit en lit, avec Mère Teresa, et toutes deux, à l'aide de caresses et de sourires, tenteront d'apporter un peu d'aspoir à ceux qui ne peuvent plus

Entre la militante socialiste « mécréante » et la petite « bonne femme » presque sanculiée de son vivant, et aux pieds de laquelle as

prostement les sœurs, les béné-voles et les malades, il y avait un courant, une entente... Du mouroir où officiaient, avec un visage gravis-sime, de jeunes bénévoles de nationalité polonaise à l'orphelinat avec ses nouveau-nes equi ne sourient jamais », d'une brève intrusion dans un bidonville volsin à cette école rudimentaire où des enfants avaient préparé un chant de bienvenue, les mages fortes se sont succedé.

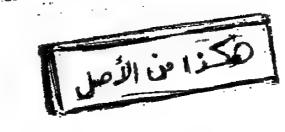
Heureusement, au cours d'un petit déjeuner pris rapidement, Mère Teresa raconta evec drolerie com-ment, invitée un jour par le premier ministre indien Rajiv Gandhi pour un déjeuner trop somptueux, alle emporta l'essentiel du repas pour le tribuer dans un mouroir de New-Delhi. Puis, revenant à des précecupations immédiates, la « Mère » demanda à Mª Mitterrand d'intervenir pour que les Sœurs de la chanté puissent obtenir des autorités municipales un local plus vaste que celui dont elles disposent près de la gare Saint-Charles pour accueillir les

pauvres de... Marseille. Présidente de France-Libertés, M= Mitterrand n'avait pas oublié see propres « ousilles ». La veille, au

cours d'un épuisant marathon dans la fournaise des campagnes du Ben-gale, elle s'était rendue à Khatsara, un village situé à une cinquantaine de kilomètres de Calcutta, où la Fondation Danielle Mitterrand a finance depuis deux ans des maisons éduca-tives pour orphelins. L'épouse du président français a posé la pre-mière pierre d'un hôpital. Elle se fait fort de convaincre son « conseil d'administration » (celui de la Fondation) ; l'argent, dit-elle, « on le

Sur la route du retour, le cortège sera retarde par une manifestation qui grossissait vers Celcuita. Drapeaux rouges ornés de la faucille et du marteau en tête, les marcheurs criaient « longue vie au CPI-M », le parti communiste au pouvoir dans l'Etat du Bengale. Les symboles, décidément, ne manquèrent pas au cours de cette première étape d'une tournée humanitaire qui doit conduire Miss Mitterrand au Bangladesh, en Thailende, aux Philippines et au Japon. En embressant Mère Teresa, elle recut en souvenir un

LAURENT ZECCHIM.



Société



Les Jeux olympiques de Séoul

« Si les Coréens du Sud gagnent une médaille, nous en serons fiers »

affirment les sportifs de Pyongyang

de notre envoyé spécial

Les athlètes sud-coréens qui participeront aux Jeux olympiques de Séoul bénéficient d'ores et déjà sans doute, et qui sont pour le moins inattendus : ceux de leurs homolo-gues du Nord. d'encouragements qu'ils ignorent

Dans le gymnase de Pyongyang, où ils s'entrainent, Kwang Dje Kil, le colosse champion de judo, Lee Hee Bong, l'altérophile qui a établi un record au jeté (185 kilos) fors du juin dernier, et Pak Kwang Bok, la ieune championne de gymna: rythmique et sportive, médaille d'argent aux championnats des Jeu-nesses socialistes en 1984, nous disent avec un bel ensemble: Nous sommes d'abord Coréens et. au fond de notre cœur, nous encourageons nos compatriotes du Sud »,

- S'ils gagnent une médaille, nous en seron sters -, affirme, pour sa part, Lee Hee Bong, Kwang Dje Kil ajoute qu'il compte bien sélicier les athlètes sud-coréens qui auront brillé à Sécul à l'occasion des prochaines compétitions qui les réuni-ront. A New-Delhi, en 1987, aux championnats du monde de pingpong, les deux équipes du Nord et du Sud s'étaient d'ailleurs mutuellement applaudies.

Les trois champions avaient été qualifiés pour participer aux XXIV Olympiades. Ils avaient de sérieuses chances d'y faire bonne figure. Décus de ne pas participer

• Madagascar boycotte Sécul. L'île de Madagascar ne sera pas représentée aux Jeux olympiques de Sécul, qui débutent le 17 septembre, Ce boycottage est une protestatio contre le refus de la Corée du Sud de permettre à la Corée du Nord d'organiser certaines épreuves. Après Cubs, le Nicaragus, les Seychelles l'Ethiopie, et la Corée du Nord, Madagascar est le septième pays à ne pas se rendre à Séoul, où cent cinquante-hult nations prendront part aux Jeux.

ENVIRONNEMENT

Le président Reagan a décidé d'envoyer trois de ses principaux ministres en mission dans le parc

national de Yellowstone (Wyoming) ravagé par un incendie de forêt qui a pris d'énormes proportions. Sur les 800 000 hectares du parc – l'équiva-

lent d'un département français, - plus

tent d'un departement trançais. — pius de 300 000 ont brûlé malgré l'infer-vention de dix mille pompiers. Les flammes menacent maintenant un des hauts lieux du tourisme américain, le

Au Pérou

Le feu ravage

le Machu Picchu

le plus visité du Pérou, est en passe de perdre sa toison verte. Depuis le 7 août, le seu ravage, en esset, les

pentes abruptes de la réserve natio-nale - quelque 32 000 hectares pro-

tégés pour leur richesse naturelle en faune et flore, mais aussi pour le site

archéologique où subsistent temples et murailles incas. Les vestiges incas

ne sont pas encore menacés, car le principal foyer se trouve à une ving-taine de kilomètres des ruines, près

de la voie ferrée qui constitue l'uni-que moyen d'accès au site.

Des experts canadiens et français.

l'incendie, s'efforcent d'aider les

mais les escarpements de ce que les Péruviens appellent le « nid de

condor » sont pratiquement inacces-sibles. Les seuls replats sont les ter-rasses cultivées il y a plus de cinq siècles par les Incas. Le relief, dans

ces montagnes effilées, interdit tout recours aux Canadair. Seuls les héli-

copteres bombardlers d'eau peuvent intervenir, mais leur capacité d'emport est insuffisante. En outre,

le fleuve qui coule an fond de la - vallée verte », l'Urubamba, est dif-

Alors que le feu continue à se pro-

pager par plaques, les pompiers découvrent chaque jour des animaux

brilles ou axphyxies, notamment des dindes de montagne et des perro-

ficile à atteindre dans la jungle.

torités locales à combattre le seu,

Le Machu Picchu, site touristique

WASHINGTON correspondance

Un gigantesque incendie aux Etats-Unis

Le parc de Yellowstone en flammes

aux Jeux? « J'étais, bien sur, heu-reuse de prendre part à une olym-piade, dit Pak Kwang Bok, mais je ne suis pas décue : il y aura d'autres compétitions internationales. « Ces champions nord-coréens se sententils victimes de la politique? « Cer-tainement pas, all'irment-ils. Nous sommes des sportifs, mals aucun parmi nous ne ferait passer le sport avant la question de la réunification de notre pays. 🔊

Kwang Dje Kil, le puissant judoka (mesurant 2 mètres et pesant 143 kilos, il a battu les Japonais à plusieurs reprises) dit qu'il n'éprouve le sentiment de faire face à un « ennemi » que lorsqu'il a pour adversaire un Américain. Dans son cas, in non-participation aux JO est une « grande occasion ratée », admet-il. A trente ans, il est au faite de sa carrière. Les Jeux de Moscou, au cours desquels il avait été classé quatrième. Ini avaient donné de grands espoirs, mais il n'avait pu participer à ceux de Los Angeles, boycottés par la Corée du Nord. Aujourd'hui, il * rate * ceux de Séoul. Pour ses victoires, il est vrai qu'il a reçu une compensation de son ivernement : une Mercedes. Ce qui n'est pas rien dans une ville comme Pyongyang qui compte trente mille voitures pour 1,5 million

Une converture *sélective*

Les Coréens de Nord se réparaient-ils vraiment aux JO? Les installations sportives, aujourd'hui presque achevées, et les grands travaux d'urbanisme entrepris ces deux dernières années dans capitale (dont le coût est évalué à milliards de dollars) tendent à l'attester. Pourtant, excepté dans l'une des salles du gymnase où se trouvait le seul emblème olympique que nous ayons vu dans la ville, Pyongyang ne présente aucun des signes qui ornent généralement les villes olympiques. Nos trois athlètes disent, en outre, que ces derniers mois, ils ne se sont pas entraînés plus

fameux «Old Faithfull», le grand geyser jaillissant à intervalles téguliers.

Les hôtels avoisinants sont égale-

ment en danger. Les autorités ont dê

évacuer de force les visiteurs et une

partie des employés du parc. L'incen-die est favorisé par des circonstances exceptionnelles : il y a dix-huit ans qu'il n'avait pas fait aussi sec, et les

rafales de vent atteignent 100 kilomè-

déploiement exceptionnel de moyera : intervention d'hélicoptères et appel aux volontaires pour se joindre aux sol-

dats qui aident les pompiers.

La situation oblige maimenant à un

Le seu n'est pas seul à faire rage.

Une violente controverse oppose, en effet, les communes riveraines aux ser-vices du parc. Les rangers estiment

que le feu est un phénomène naturel

qui joue son rôle dans l'écosystème du parc. Leur tactique était donc de lais-

ser courir les flammes tout en limitant

le sinistre par des contre-leux. Les habitants de leur côté, pensent qu'il fallait contrôler l'incendie en raison des

conditions météorologiques, et que cela nécessitait des effectifs importants.

Ecologistes et biologistes soutiennen les rangers, car ils escomptent une extension des prairies, donc des ani-maux, après la destruction des forêts.

Jusqu'à présent, le désastre a coûté 51 millions de doilars (plus de

tres à l'heure.

intensivement que d'habitude. Lorsque nous avons demandé à M. Chang Ung, secrétaire du Comité olympique nord-coréen, quel était le nombre des athlètes que son pays aurait compté envoyer aux JO ni ce dernier avant participé, il nous a été répondu que la composition de l'équipe nationale n'était pas encore établie de manière définitive au moment où les pourparlers avec le Sud reprenaient à la fin du mois

Le 17 septembre, les habitants de Pyongyang seront-ils les seuls à ne pas suivre, à la télévision, les cérémonies d'ouverture des Jeux de Séoul? Il semble que les antorités n'aient pas encore arrêté leur politi-que. « Nous pensons qu'il y aura des articles sur les Jeux olympiques

dans notre journal », nous dit Cha Kyun Chu, chef du service étranger du Minju Chosen (le Journal de la Corée democratique), sans visiblement souhaiter s'étendre sur ce

Les journaux ont jusqu'à présent publié de nombreux articles sur l'accueil en commun des JO par les deux Corées. S'il y a une converture des Jeux de Séoul par les médias de Pyongyang, on peut penser qu'elle sera sélective, même si les athlètes nord-coréens se sentent « de tout cœur » avec leurs homologues du Sud. La fierté nationale ignore apparenment la séparation entre le Nord et le Sud, mais la politique n'est sout de même jamais bien loin.

Le barrage diabolique

TOKYO

de notre correspondant

Submerger Séoul au moment des Jeux olympiques sous € 26 milliards de tonnes d'eau » : tel aurait été, salon les autorités sud-coréennes, le projet démoniaque de Pyongyang. La construction d'un énorme berrage, à Kumgang, à qualques kilomètres au nord de la zone démilitarisée qui sépare les deux Corées, avait été, il y a deux ans, le prétexte au Sud d'une gigantesque campagne antinordcoréenne. Les gouvernements étrangers furent aiertés pour empêcher Pyongyang de poursui-vre ces sombres desseins, et des manifestations furent organ à travers la Corée du Sud pour protester. On compose même une chanson contre le «barrage diabolique», et des poètes furent mobilisés pour composer des poèmes dénonçant le crime en précaration.

Cette campagne s'était sur-tout traduite par la construction d'un autre barrage, de protection

tarisée, grâce en partie aux fonds (70 millions de dollars) collectés plus ou moins autoritairement par le gouvernement. Aujourd'hui, dans une vallée voisine du mont Taebek se dresse le « barrage de la paix » auquel ont travaillé mille six cents ouvriers.

Mais la «bombe à eau » nordcoréenne ne fait plus partie de l'arsenal des menaces qui pèsent sur les Jeux de Sécul. D'autant moins qu'il a fallu se rendre à l'évidence que le barrage diabolique est loin d'être encore une réalité. Des travaux pour un proiet de centrale hydraulique avaient effectivement commencé, mais aucun barrage n'a été construit. A Sécul, on affirme que le barrage de la paix a dissuadé le Nord de poursuivre son projet. On connaît le prix de cette dissussion (250 millions de dollars), mais on ignore toulours si la menace a jamais vraim existe, mêma sous forme de pro-

SCIENCES

L'incident au cours de la mission soviétique vers Mars

Phobos-1 vagabonde et ne répond plus

La sonde soviétique Phobos-I, lau-cée le 7 juillet vers Mars, est-elle per-due corps et bien? Les lois de la 50 mètres d'altitude, — l'un pour mécanione céleste étant implacables. elle suit la trajectoire qui lui a été assignée et arrivera certainement, en janvier prochain, au voisinage de la pla-nête rouge. Mais le contact est perdu avec elle et les espoiss de le rétablir

Dans la nuit du 29 au 30 août, un contrôleur au sol avait envoyé un ordre à la sonde et fait, semble-t-il, une faute de frappe. La sonde avait reçu un ordre sans signification. On ne sait pas comment elle l'a interprété. On a seulement cue la mierprete. On a ser-lement constaté qu'elle ne répondait plus. La sonde a changé d'altitude et ses antennes ne sont plus orientées vers la Terre. Est-elle stabilisée dans une mauvaise position? Tourne-t-elle sur elle-même? C'est ce que cherchent à savoir les Soviétiques et tous les chercheurs dont les expériences out été embarquées sur Phobos-1. Un diagnostic précis de la panne est indispensable pour espérer reprendre le contrôle mais à condition que la sonde ait survécu. Si ses panneaux solaires ne sont plus correctement orientés, les banteries de bord peuvent s'être déjà déchargées, auquel cas c'est une ferraille inerte qui se dirigerait vers Mars. Et si le • miracle » a lieu, il est encore possible que certains équipements expérimentaux aient été irrémédiable-

Toutes les expériences n'étaient

cependant pas doublées. La mission des sondes Phobos est quadruple étude de Mars, de son satellite Phobos

du Soleil, de l'environnement interpla-nétaire. Deux modules devaient s

Cosmos-1900 rentre dans

l'atmosphère, - Le satellite Cosmos-1900 devrait retomber dans

l'atmosphère aux alentours du

9 octobre prochain. C'est ce que vient de calculer l'ESOC, centre opé-rationnel situé à Damstadt (RFA) et

dépendant de l'Agence spatiale auro-

300 millions de francs) aux contribusment dégradés par une températur bles, et le Service des forêts prévoit que ses ressources serons biensôt épui-Phobos-1 n'était pas seule. Une deuxième sonde, Phobos-2, a été lansões. Les revenus du tourisme ne pourront compenser cette perte, car on s'attend à une diminution de 50 % du cée cinq jours plus tard et suit presque la même trajectoire. Sans incident. Or nombre des visiteurs par rapport à l'an dernier. (On en comptait 115 000 en 1987, qui ont acquitté un droit d'entrée de 10 dollars par voiture). les deux sondes emportent à pen près les mêmes expériences. La mission n'est donc pas définitivement compro-mise, mais toute défaillance d'un appareil sur Phobos-2 deviendrait inté-

Néanmoins, pour quelques can-taines de curieux, le feu est devenu une attraction majeure. Des visiteurs verus de tous les Etats de l'Union, et même d'Europe, veulent voir se com-mer le plus vieux et le plus visité des pares nationaux. « Les désaures nouparts intomatic. Les desautres naturels attirent du monde », observent cyniquement les commerçants. Les plus avisés d'entre eux vendent des tee-shirts ornés d'inscriptions d'un hamour discutable : « Le dernier sorti du parc, s'il vous plait, éteignes. l'incendie! » Sur d'autres, on voit un ours tenant des essements humains entre ses pattes et disant : « Emoyezmoi d'autres pompiers, les derniers

· HENRI PIERRE.

survoi de Phobos - un ient passage à 50 mètres d'aititude, - l'un pour s'ancrer dans le sol, l'autre pour sauter de place en place. Le premier était présent sur les deux sondes, le second n'a pu être mis que sur une senie. Par chance, il s'agit de Phobos-2.

La plupart des expériences internationales, en particulier celles de la participation française, sont présentes su deux sondes. La perte du seul Phobos-l ne devrait entraîner qu'une réduction du volume des résultats. MAURICE ARVONNY.

ÉDUCATION

M. Jospin remplace les « maîtres-directeurs » par des « directeurs d'école »

Le ministère de l'éducation nationale a rendu public, mardi 13 septembre, un projet de décret abro-geant et remplaçant le texte de M. Monory qui avait suscité la colère des instituteurs en 1987. Aux maîtres-directeurs », créés par l'ancien ministre, sont substitués des « directeurs d'école », dont le rôle tionnement collégial de l'école et de son ouverture sur l'extérieur, tandis que sont gommées les formulations jugées autoritaires ou attentatoires

au droit de grève par les syndicats. Les instituteurs candidats à la direction d'école seront sélectionnés après avis de leur lespecteur et apres avis de lear aspecteur et entretien approfondi = avec une commission départementale (et non plus académique) où ne siègera plus ni le recteur ai sucun directeur d'école. Les promus bénéficieront d'une formation avant et non après leurs prises de fonction.

Quant aux directeurs déjà en place, ils pourront être promus après une simple inspection favorable et eront dispensés de l'entretien. Depuis la rentrée 1987, quelque vinet mille maîtres-direct nommes sur un total de 49000 écoles de plus d'une classe. Le SNI se l'élicite de la disparition de - l'une des dispositions les plus injustes que la profession als connue - et le SGEN salue un acquis important »,

Licencié par son entreprise à Villefranche-sur-Saône

Un diabétique se laisse mourir en se privant d'insuline

LYON de notre bureau régional

li ne s'est pas jeté d'un pont, n'a Il ne s'est pas jeté d'un pont, n'a pas ouvert le gaz, n'a même pas laissé un mot pour expliquer son geste. Il a simplement « oublié » à plusieurs reprises de se faire la pique bi-quotidienne qui lui était vitale. Plutôt que de se donner la mort, il l'a laissée venir...

Pourant, pour tous ses collègues de travail des laboratoires Laro-chette à Villefranche-sur-Saône (Rhône), le décès de Christian Guigon, quarante deux ans - survemi vendredi 9 septembre à l'hôpital local su terme d'un coma diabéti-- n'est rien d'autre qu'un suicide, et sa cause essentielle est, pour eux, tout aussi évidente : la perte l'emploi. « Il a volontairement lâche la rampe au moment où tout s'effondrait sous lui. L'annonce de licenciement a été beaucoup plus que la fameuse goutte d'eau... », résume un de ses caina-

Le cas de Christian Guigon est benal. Terriblement banal. Employé de bureau au laboratoire de contrôle de la société Larochette - ancienne filiale à 100 % du groupe Colgate-Palmolive rachetée début juillet par un industriei, M. René Coativy. — il faisait partie de la « charrette » des soixante-seize salariés dont le licenciement devait intervenir le 23 sep-tembre. Restructuration et concurrence obligent, l'entreprise qui fabrique pour toute la France les couches-culottes Caline et Tendresse avait du procéder à des opérations successives de compression de personnel. De 750 salaries début 1987, ses effectifs devraient fondre jusqu'à 500 d'ici à l'été 1989. Son poste étant supprimé, M. Guigon redoutait le pire en partant en congés. Et, à son retour le lundi 29 août, une lettre recommandée le confirma dans ses craintes. Le jeudi la septembre au soir, il craquait et se voyait octroyer un arrêt maladie.

Personne protégée

Dans un petit logement HI.M du quartier de Béligny à Villefranche-sur-Saône où il vivait seul, Christian Guigon s'est alors laissé glisser vers la destruction, le désespoir. Au point de négliger la seringue qui, chaque matin à 7 heures et chaque soir à matin d / neures or considered iguer 19 h 30, his permettait d'endiguer lorsqu'à la demande de son fils une

ambulance de sapeurs-pompiers vint le chercher pour le transporter à l'hôpital de Villefranche dans un denni-délire comsteux, il évoquait encore ce travail qu'il silait perdre.

Militant syndical à la CGT depuis une dizzine d'années, Christian Gni-2011 était élu depuis 1983 au comité d'entreprise et au cumité d'hygiène et de sécurité des laboratoires Larochette. A ce titre, il faisait partie des personnes protégées » dont le licenciement doit être soumis au comité d'entreprise et à l'inspecte du travail. Le CE ayant emis, le 9 septembre, un avis défavorable — comme pour les sept autres élus ou mandatés syndicaux figurant sur la liste des licenciés, – il aurait pa bénéficier d'un sursis. Mais cet avis fut notifié à l'heure même où les médecins constataient son décès. C'est en sortant du bureau de la direction que ses camarades en furent informés par le poste de

Personne protégée... mais sure-ment pas épargnée par la vie. Outre ses graves problèmes de santé, Christian Guigon avait une situation de famille difficile. Pèce de trois enfants et divorcé, il avait la charge de son fils ainé de dix-sept ans, pour lequel il cherchait déses un emploi d'apprenti cuisinier.

Le direction de l'entreprise aurait di terir compte des situa-tions personnelles des gens, s'indi-gne Alain Gailland, délégué syndi-cal CGT. En 1987, une personne déclassée au rang de nettoyeur s'était déjà sudcidée et un uncien s eunt aeja succiaee et un uncien licencié est devenu clochard. Mal-gré son militantisme, Christian était quelqu'un de vulnérable. Quand il a appelé de chez lui pour savoir si, malgré son arrêt maladte, il devate se rendre à une convocation par lestre recommandée, on lui a répondu : - Oui. Venez pendant vos he ar stortie......a

Après que la nouvelle de la mort de Christian Guignon se fut répan-due dans les bureaux et les ateliers, les équipes ont observé une minute de silence à chaque prise de poste. Tandis que le service du personnel des laboratoires Larochette renduce à tout-commentaire face à an décès qu'il - déplore -, les syndicats se refusent à exploiter la disparition d'un camarade », dont ils souhaitent simplement poursuivre - la lutte pour l'emploi et la dignité ». Ils unt toutefois appelé l'ensemble du percouncil à assister à ses obséques

ROBERT BELLERET.



Laboratoires sur minitel

Tapez 3615 code SUNK, et branchez-vous aur Télélab, Ce serveur est un annuaire de la recherche publique, une banque de données créée par le ministère de la recherche et de la technologie. En se connectant sur ce service, on peut retrouver l'intitulé d'un laboratoire, ses activités, le nombre et le nom des chercheurs et des autres personnels qui y travaillent, ses techniques et son matériel, son adressa; son numéro de téléphone et ses publications. Une encyclopédie de la recherche française sur écran.

A l'origine de ce service télémetique se trouve un inventeire netional des laboratoires de recherche, constitué au ministère. A partir de ce gigantesque travail, un fichier destiné à une exploitation interne s été créé. Puis, les responsables de cette somme ont pensé qu'une telle information pouvair rendre service au public. Des questionnaires précis ont été envoyés aux organismes et aux universités pour remplir

« Au départ nous pensions que les universitaires seraient les premiers intéressés, explique Marlène Choukroun, producteur de la ban-que de données. En fait nous attirons les scientifiques qui sont dans le fichier et beaucoup de PME. Les industriels découvrent les scientifiques de leur région, recherchent ou vandent du matériel. Ils débauchent même des chercheurs pour leur société. » Télélab est un succès, puisqu'il est la première banque de données du serveur Sunist, avec 200 haures de connection par mois.

Ministère de la recharche et de la technologie, 1, rue Descertes, 75231 Paris Codex 05. Tel.: 48-34-35-77.

Télécom

M. Jean Herr, qui était jusqu'à présent directeur du plan ez du budget à la direction générale d'Ile-de-France de France-Télécom, est nommé directeur de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications, en remplacement de M. Jean-Claude

Films médicaux

La première Biennale intern tionale du film médical, « Filmed 88 », aura lieu, dis 14 au 17 septembre, à la faculté de médecine de l'université

d'Amiens, 200 films médicaux français et étrangers seront pré-

(Faculot de médecine, enhantel de Picardie, 12, rue F.-Pat(t. 80000 Amiene. Tél: : 22-81-78-83.)

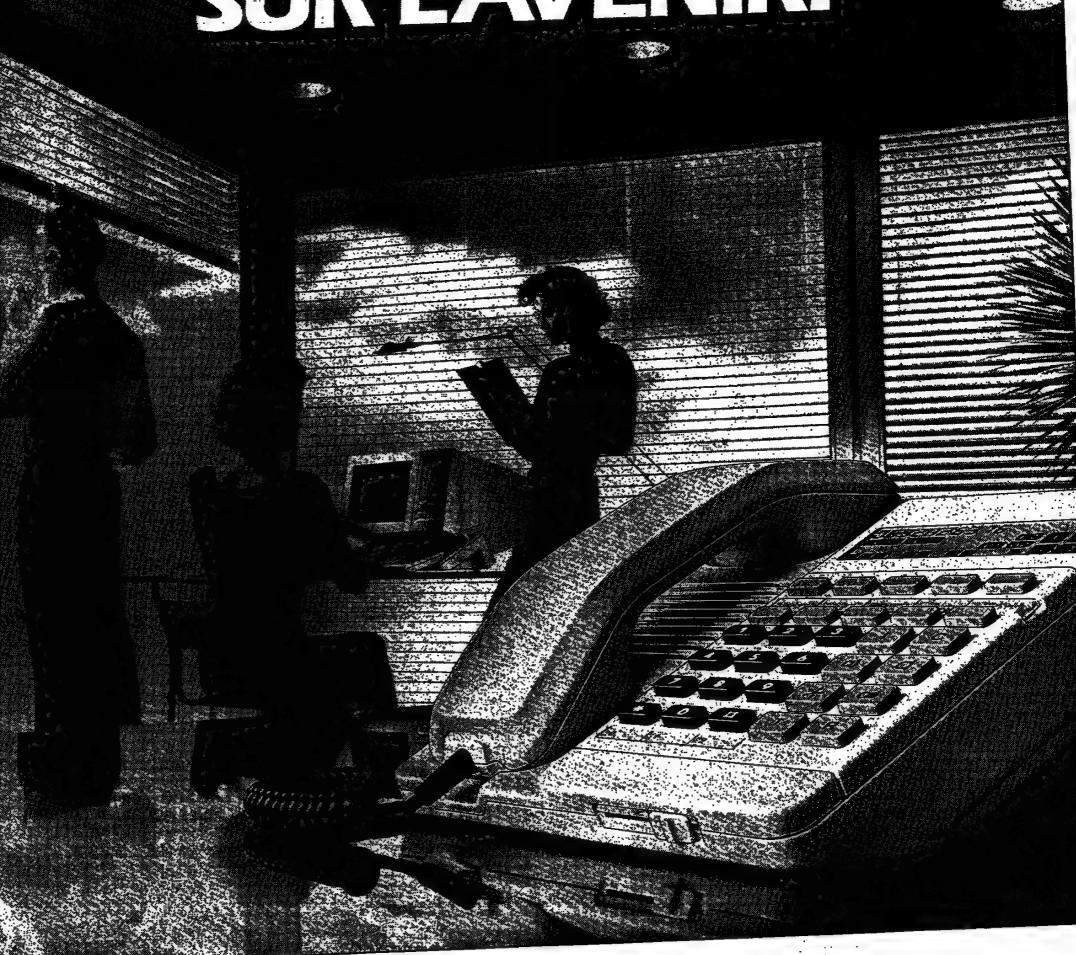
Droit de la mer

Le Centre de droit et d'économie de la mer de la faculté de droit de Brest organise les 6, 7 et 8 octobre un colloque internationel sur « la communauté auropéenne et la mer ».

(CEDEM, feculté de droit, BP 331, 29273 Breet Cedex, Tél. : 98-47-







Jeumont Schneider en France et Télénorma, filiale de Robert BOSCH en Allemagne, se sont alliés pour créer en Europe une nouvelle entreprise qui est en mesure de vous offrir dès aujourd'hui:

• des équipements bureautiques et téléphoniques allant de 2 à 12 000 lignes.

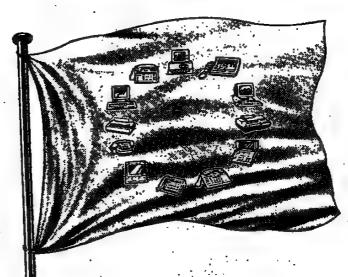
12.000 lignes.

• une garantie de pérennité de ces équipements dont les normes sont celles du RNIS (Réseau Numérique à Intégration de sont celles du RNIS (Réseau Numérique à Intégration de

Services).

une capacité d'innovation exceptionnelle avec un budget
Recherche et Développement de 3,8 milliards de francs.

J.S. TELECOMMUNICATIONS
L'Alliance Jeumont Schneider Bosch



J.S. TELECOMMUNICATIONS 31/32, Quai de Dion-Bouton 92811 Puteaux Cedex. Tél. (1) 42.91.61.23 Télex 610.425 MELEC F

مكذا من الأصل

and entreprine

Estéque se laisse mon

Consider the control of the control

The paper of the p



Accestoires sur minitel

The state of the s

14 Le Monde • Mercredi 14 septembre 1988 ***

Constructions, reconstructions

Trois sculpteurs exposent en même temps. Ainsi se trouve tracée une histoire en résumé des vingt dernières années de leur art.

Au commencement de la sculp-ture fut la büche de bois, cylindre ou parallélépipède grossier. Au comparantecphete gresser. Au com-mencement et à la fin de l'art de Carl André est le parallélépipède de bois, premier et dernier mot d'un travail qui s'emploie depuis près d'un quart de siècle à réduire la statuaire à son degré zéro.

Dans les années 60, on appelait ce André en était l'un des maîtres les plus achamés, c'est-à-dire les plus ascétiques. Il n'a pas changé, La très vaste pièce que l'on voit aujourd'hai à Paris (1), sorte d'allée couverte su billots de cèdre scié qui ressemblent à des traverses de chemin de fer, date de 1980. Elle pourrait dater de dix ans plus tôt : le minimalisme cométrique de Carl André est nuable et donc répétitif. Son

VENTES

tenvre appartient au passé ou aux musées d'art contemporain.

Sans doute cette œuvre a-t-ellé intéressé Joël Shapiro, à ses débuts en tout cas. Si André incarne à mer-veille la génération de ceux qui cru-veille la génération de ceux qui crurent nécessaire de détraire leur dis-cipline, Shapiro (2) ne représente pas moins bien le génération sui-vante, celle des artistes américains engagés dans la reconstruction de la statuaire.

Des volumes simples et droits, de métal ou de bois, tels sont les élé-ments de base. Il les associe, les place en équilibre et en déséquilibre, fond en bronze certains assemblages, leur en adjoint d'autres par soudure, varie tailles et angles pour obtenir de la sorte les figures d'une

Allasions anthropomorphes et évocations d'architectures s'introduisent dans ces exercices de composition d'une étonnante légèreté, qui miment la chute, le bond, et évitent toute pesanteur comme tout esprit de système. Le jeu des patines et du grain du bronze introduit des différences de surface et de lumière qui ajoutent à la subtilité des pièces récentes. Avec élégance, avec inven-tion et tout en rendant hommage à quelques glorieux aleux, Tatline et David Smith par exemple, Shapiro crée des œuvres puissantes, parmi les meilleures de la sculpture

> Du simple au complexe

L'évolution de Tony Cragg le mêne lui aussi, quoique d'une manière toute différente, du simple vers le complexe. Ayant acquis la gloire grâce à des assemblages de débris dont l'unité était fondée sur la couleur ou le matérian - des fragments jaunes tous ensemble, des fragments de meubles rangés par ordre de taille, — Cragg a délaissé ces exervices en forme de collec-

Quatre œuvres récentes (3), deux de bronze, une en plâtre, une en bois, le montrent décidé à utiliser toutes les ressources du modelage, du polissage et du dessin. Chacune obéit avec un bombeur inégal au principe de la surprise. Surprise

quand Cragg fait fondre une sorte de vase démesuré ou une énorme coquille d'escargot qui finit en monlure d'ébénist

Surprise encore quand il exécu une sorte de gros objet de bois qui peut ressembler de loin à quelque monstrueux tonneau et se ressemble monstrueux tonneau et ne ressemble à rien de comnu de près. Surprise casin quand il dispose adroitement des disques de plâtre sur un pictestal cassé et les entoure de fascaux ébréchés. Fossiles, vestiges d'un déluge, pare famaisie femelle sans grande nécessité? Quoique installées fort à l'étroit, ces œuvres sont de celles qui font s'interroger et qui témoignent de la liberté d'inspiratémoignent de la liberté d'inspiration de leur auteur. Chacun à sa manière, Cragg et Shapiro affirment la vitalité de la sculpture contempo-

PHILIPPE DAGEIL

(1) Galerie Yvon Lambert, 5, ree du renier-Saint-Lazare, jusqu'an 13 octo-

(2) Galerie Daniel Templou, 30, rue eaubourg, jusqu'an 12 octobre. (3) Galerie Crousel Robelin, 40, rue mpoix, jusqu'à mi-octobre.

Dans un registre plus léger, au siècle suivant, les deux cent

soixante-quinze fables de La Fon-taine, illustrées par le peintre anima-

lier Oudry, devraient connaître

autant de succès qu'à l'époque où elles ont été publiées (à plus de

Voltaire est présent à cette vente, avec la célèbre édition de Kehl de ses œuvres complètes en soixante-

dix volumes. Beaumarchais mettra

neuf am pour achever cette entre-

prise éditoriale. Il avait installé son

imprimeric en Allemagne, loin de la censure royale. Il ira même jusqu'à imaginer une loterie pour attirer les souscripteurs. Malgré tous ses

efforts, il ne pourra épuiser les

œuvres du philosophe. En 1795, les

derniers stocks seront bradés.

Aujourd'hui, cette édition est esti-

Il est peu probable que l'Etat fasse prévaloir son droit de pré-

emption pour le manuscrit du

Roman de la Rose, car il en possède

déjà un certain nombre. En revan-

che, un livre rare de Ronsard, Dis-

cours des misères de ce temps. A la

Royne, mère du Roy, où l'auteur

prend ouvertement le parti de Condé au moment de la première guerre de religion, fait, semble-t-il, défaut à notre collection nationale

Le Japonais qui jusqu'ici étaient discrets sur ce marché, à l'exception

ceut-être des modernes illustrés par

Marie Laurencin on Léonard Fou-

jita, semblent s'intéresser depuis peu aux livres anciens. L'achat (35 mil-

lions de francs, un record), en octo-

hous de frants, an record), en deto-bre dernier, par le groupe d'édition. Maruzen de Tokyo, d'un volume de la Bible de Gutenberg, imprimé à Mayence en 1454, reste dans les

émoires. Peut-être feront-ils men-

tir M. Claude Guerin, expert de

cette vente, qui confisit il y a peu que . malgré tout, le livre figure

mée à 100 000 F.

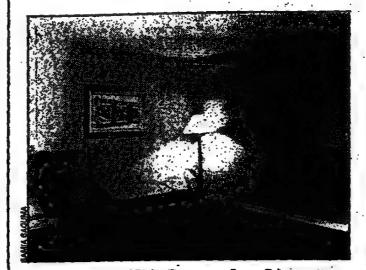
(près de 30 000 F).

marché de l'art -

20 000 F).

Clichés d'intérieur de Lynne Cohen

Territoires occupés



« Model Living Room », par Lynne Coben

Entre l'archéologie documentaire et l'investigation policière,

d'hallucinants portraits de notre espace social.

La photographie des lieux est devenue un genre à part entière en Amérique, Suivant l'exemple de Chauncey Hare, Army Arbus et l'actrice Diene Heeton lui ont consecré tout un album. C'est le cas aussi de Lynne Cohen, querante-trois ans, Américaine, fixée à Toronto (1).

Peintre et sculpteur, alle par court durant des mois le nord des Etats-Unis pour photogra-phier des lieux publics : hôpitaux, salles de fêtes et d'expositions, usines, bureaux, gymnases, halls d'immeubles ou d'hôtels, laboratoires, piscines. Standardisés fonctionnels et collectifs, cas espaces artificiels et désolés de l'anvironnement moderne sont inspectés en toute objectivité.

Eclairé froidement, cadré frontalement, le décor est traité, telle une nature morte, par un opérateur neutre qui s'intendit toute

Mais, mêmes sevrés de la présance des occupants, les obiets. rent, à force d'insistance, autant de caractère que les traits d'un

Tenua en respect par un observateur distant, cas sanctuaires sécrètent sous leur aspect inéprochable une vie cachée qui les rend fascinants. Ils distillent parfois un humour involontaire, lorsqu'il s'agit d'un local qui sert de morque ou du centre

Réalisée dans les années 70, ette série est inédite en France. Cemée par des caores en formica inés par l'auteur, la présence des dix tireges noir et blanc. le local de la galerie qui les comient (2) paraît lui-même en faire partie.

PATRICK ROEGIERS.

(1) Lyane Cohen, « Occupied Territory », textes de David Byrne et David Mellor. Edité par William

(2) Galerie Samia Saoama, impasse des Bourdonnais, Paris-jusqu'un 15 octobre.

Artistes contemporains en Quercy

Un musée Zadkine et un atelier Lurçat

épousé, en 1920, le jeune peintre Valentine Prax et tous deux y revenaient souvent l'été. Lorsqu'ils eutent quelques sous, il achetérent, en 1934, une maison paysame aux Arques (Lot), un bourg caché entre Gourdon et Cahors. Un tout petit logis, mais une vaste et haute grange, « le rêve d'un sculpteur », écrivit-il, auquel il resta très attaché toute sa vie, même lorsqu'il s'exila aux Etats-Unis, sous l'occupation

Cette maison a été transformée en musée Zatkine. Y sont installées quelques-unes de ses œuvres najeures, sculptées ici : Orphée, une Diane polychrome, mais aussi des dessies, des grevures, des tapisseries tissées à Aubussou et des œuvres de

Valentine Prax.

Le sculptear Ossip Zadkine était elle a été mise à la disposition des très attaché au Quercy. Il y avait Arques par la Ville de Paris, légataire universelle du sculpteur. Le conseil général du Lot, à l'origine de cette antenne locale, entend mener grâce à ce musée toute une activité au profit d'artistes contemporains.

Le même conseil général a aménagé cet été un autre atelier-musée consacré à Jean Lurçat celui-ci, dans les tours Saint-Laurent, qui surplombent Saint-Céré.

L'artiste y résida jusqu'à sa mort. et Mes Simone Lurcat, sa venve, a légué l'ensemble au département. Le logis avait été organisé et décoré par Lurçat lui-même; quelques grandes tapisseries, mais aussi des dessins, des peintures, des photographies, des documents nombreux. font revivre l'intimité d'un artiste à la complexité finalement mécomue.

GEORGES CHATAIN.



liasses de maîtres publiques Exposition d'instruments

nignemente: (1) 43068879

Pages à prix d'or

Septembre est habituellement l'époque des galops d'essai pour les ventes parisiennes. La dispersion de 195 livres. dont 10 manuscrits rares datant du treizième au seizième siècle, devrait bousculer quelque peu les traditions.

Aujourd'hui, les manuscrits les plus précieux sont pour la plupart à l'abri derrière les vitrines des musées ou bibliothèques nationales et se font rares sur le marché. Cet événement ne devrait pas manquer d'intéresser les quelque trois cents grands bibliophiles français et étran-gers de la Librairie ancienne et in congres a Pains

La présence (parfois ingrate) d'un nombre important de reliures ne devrait pas empècher la vente d'une Bible du treizième siècle sur relin, à plus de 120 000 F. Cet exemplaire rare se distingue par ses lettrines historiées dans la marge, d'une rare fraîcheur, fragilité d'un Christ, aux épaules étroites, pieds et mains allongés, dessinés sur un fond or au début du livre de la Genèse, qui rappellent en tout point les vitraux des cuthédrales.

L'absence de perspective n'est plus de mise au siècle suivant comme on peut l'observer dans un très beau livre d'heures à l'usage de Rome, exécuté par des artisans parisiens ayant travailié pour Charles V. Paris jouit alors d'une réputation internationale pour ses miniatures, véritables petits tableaux avec encadrement tricolore qui occupent désormais des pages entières. Les scènes bibliques sont adaptées au goût du jour. Ainsi, dans l'Adora-tion des mages, le plus jeune des rois a revetu un justaucorps à la mode des années 1390. Ce manuscrit sur parchemin avec set douze peintures pourrait être l'œuvre d'un artiste néerlandais du premier quart du quinzième siècle. Ne sursantons lone pas à son estimation élevée :

Plus rares encore sont les chroniues historiques, de chevalerie ou de littérature courtoise, comme le Roman de la rose, de Guillaume de Lorris et de Jean de Meung. Rédigé au treizième siècle, ce texte exerca une influence profonde sur les conceptions de l'amour médiéval. Deux siècles plus tard, il était toujours une source d'inspiration comme en témoigne une version exé-cutée dans le nord de la France vers

• Mª Monique Barbaroux.

nouveau directeur général de la Comédie-Française. Mª Monique

ministre de la culture directeur géné-

ral de la Comédie-Française, poste

Qu'occupait Patrick Devaux auprès

de Joan La Poulain. Administrateur

civil, elle assurera la gestion adminis-trative de la société aux côtés

d'Antoine Vitez, nouvel administra-teur général chargé de la direction artistique. Diplômée de Science-Po et

de l'ENA, Mª Monique Barbaroux a appartenu à la direction de la musi-

que, à la direction du théâtre et des

octacies. Elle a été ensuite sous-octaur de l'aide à la création puis,

en bref



Sciene de « l'Adoration des mages » (Paris, 1396). Estimation : entre 800 000 et 900 000 F. Estimation: entre 800

1450. Celui-ci est, avec l'exemplaire déposé à la bibliothèque de Valence, le volume du Roman de la Rose le plus richement illustré que sous commissons (1 500 000 F).

A partir des années 1450 et pendant encore plus de soixante ans, les livres imprimés et les manuscrits coexisteront parfaitement en Allemagne, en Italie, en France et aux Pays-bas. Tel ce bréviaire francis-cain qui fut exécuté dans le sud des Flandres. Il est évalué 600 000 F. Plus modestement, un livre d'heures de Lyon du début du seizième siècle, antiques et angelots, traités à l'or mat pourrait trouver preneur aux alentours de 180 000 F.

• Londres a peur des lesers de Jean-Michel Jarre. ~ Le spectacle musical et pyrotechnique que Jean-Michel Jarre devart donner depuis les docks de Londres, le 24 septembre, vient d'être interdit par les autorités de la ville. Celles-ci craignent les ris-ques d'incendie et les perturbations de la circulation. 100 000 billets avaient cléjà été vendus à un prix allent de 12 livres et demi à 30 livres (de 130 à 330 francs). « Je promets à tous ceux qui ont acheté un billet déclaré la musicien français.

de 1985 à 1988, adjointe à la délé-

fin du quinzième siècle, on recense déjà environ vingt millions d'incuns-bles soit près de trois cent mille titres, pour la moitié d'essence reli-

Mais peu à peu, les imprimés détrôneront les manuscrits. Dès la

Au dix-septième siècle, la gravure remplace définitivement la miniature. Le style baroque venu de Hollande, avec ses frontispices ou titres gravés, triomphe. C'est l'époque où le roi Louis XIII et les grands de sa cour se piquent de bibliophille. Le cardinal de Richelieu, fondateur de l'Académie française et instigateur de l'imprimerie royale du Louvre « à la gloire de la France et à l'honneur des lettres », écrivit en 1641, avec Desmarets de Saint-Sorlin, Mirame, une tragicomédie qu'il fit imprimer à ses frais. Elle est ornée d'un frontispice et de cinq très belles planches doubles gravées à l'eau-forte par Exienne Della Bella (entre 12 000 et 15 000 F).

Plus pobre mals historiquement précieuse, l'œuvre d'Abraham Vacz, Arboi de vidus en el qual se contienen los dinim mas necesarios que deve observar todo Ysrael est datée de l'an 5452 (1693). Son auteur (espaguol), dont on sait peu de chose, nous livre les règles que se devaient d'observer les juits espaguois convertis (les maranes) qui continuaient à pratiquer leur religion en secret dans l'Espagne de l'Inquisition. Cet ouvrage édité a Amsterdam, refuge de la communauté sépharade, pourrait partir à

ALICE SEDAR. 16 septembre, Hôtel George-V.

rime le parent pauvre du

Lunettes et bottines

La collection d'Elton John a finalement des vendue à Londres soit près de 50 millions de francs lle Monde du 7 septembre). Un vent de folie a soufflé sur les accessoires du chanteur : une paire de lunettes formant le nom d'Elton, adjugée 99 000 F, une autre, en forme de note de musique, 35 200 F.

Un juke-box Wurlitzer des années 40 est parti à 178 000 F. Quant à la célèbre paire de bottines Doc Martens, du film Tommy, elles furent rechetées par son fabricant d'origine pour 121 000 F. Le plus gros acheteur pour cette vaca-tion fut le Hard Rock Cafe de Los Angeles. La vente des objets Art nouveau et Art déco dépassait à elle seule les astimations pour l'ensemble de la vacation, grâce aux enchères des Japonals et





Au quinzième Salon de La Villette

Synthétiseurs sans révolution

Plus performant, plus puissant moins cher. Voilà qui peut résumer la cuvée 1988 présentée par les fabricants d'instruments électroniques . Les constructeurs tentent de réunis au Salon de la musique à La Villette.

On est loin de la grande percée technologique et commerciale d'il y a cinq ans. Il s'agit avant tout pour les concepteurs et les industriels comme Yamaha, Rolund on Casio de rentabiliser les énormes invents. sements faits dans le domaine de la recherche amusicale. Il faut donc vendre et proposer au public des produits soigneusement ciblés, mais sans véritable surprise. Du coup, la plupart des appareils situés dans la gamme grand-public se ressemblent it. Les sonorités sont à pen près identiques, senis quelques gad-gets et accessoires font la différence.

7: <u>S</u>

ation!

1,822.5

· 中部分類

1 15m 12 15 50

THE PARTY

per in come and

er jar'u ni mag nganggi ni mag

sila "micato: Re

19. 5 (5 pt 12) Mar 25

4000

The Late of

of the gr

· PERMINER BERNE

CONTRACTOR STREET

1 - 1 - 1 - 2 - 2 - 2 - 2

10 4 4 7 522

A 177 200

4.90 For 120

1.1 0 JB 2 1

40000 1980年2月22日

사고 사고 존개를 보다

. Jan & 1920)

an 1 化橡胶

e a marrica?

Contract Contract

THE GETT P REPO

THE RESIDENCE OF

使物 海草草

.- .x r =

711 N X

49 34

110 m 💯

4 197 - 128

1000

CHARLES STREET

 $(1/4)^{-1} \widetilde{\mathcal{F}}^{-1} \widetilde{\mathcal{F}}^{-1} \widetilde{\mathcal{F}}^{-1}$

Carlotte Contraction

Ber allange

- 24

Section 2

10% # c 3.

Le concept du synthétiseur axé sur la création de sonorités d'origine électronique est abandonné.-En effet, les échantilionneurs ont permis aux musicions de créer leurs sons en partant non plus de formes d'ondes mais de courts extraits de sons naturels (piano, voix; cuivres, etc.) mémorisés et directement. ibles au clavier.

D'un prix d'abord élevé, et donc réservé aux professionnels, l'échan-tillonneur est aujourd'hui accessible à tous. Le mini-clavier polyphonique Casio SK 5 (deux octaves et demie, Casto SK-3 (deux octaves et deme, fonctionnement sur piles, haut-parleur incorporé) permet d'échantillonner quatre sons de 0,7 seconde pour un prix inférieur à 3 000 francs. Pour environ 35 000 francs, Akal propose le S 1 000, un échantillonneur haut de campar fonctionneur au standard du gamme fonctionnant au standard du compact-disque (fréquence de 44,1 kHz) et stérée. Le boîtier de cet appareil abrite un micro-ordinateur 16 bits et 2 mégabits de mémoire. L'ensemble permet de gérer jusqu'à 16 canaux d'échantil-lomages distincts en polyphonie. Les sons sont mémorisés sur disquette après numérisation.

une source inépuisable de sous. Plu-sieurs éditeurs ont mis à leur catalogue des collections de CD spéciale ment destinés aux possesseurs d'échantillonneurs. Les plages de ces disques regroupent des centaines d'extraits musicaux, de notes d'ins-truments et d'effets sonores (explosions, bruits industriels, orages, v tempête, avertisseurs, etc.), prêts à être mémorisés sur l'échantillonetre mémorises sur l'echantilon-neur. A signaler, tout particulière-ment, les sons des synthétiseurs de la collection Prosonus importés par Music-Land (800 F le volume), ainsi que la collection de l'éditeur canadien Mac Gill, importé par Numéra (troje volumes dont l'un, rememusible, consicré aux percusremarquable, consacré aux percus-

Station de travail

Echantillonneur et synthétiseur ne se conçoivent plus actuellement sans un environnement d'équipe-ments périphériques. Grâce à l'inter-face et la liaison MIDI (Musical Instrument Digital Interface), tous ces équipements penvent échanger des informations de contrôle multipliant ainsi considérablement la pnissance de l'installation. Le pro-cesseur d'effets, le séquenceur et la boîte à rythme numérique sont sans conteste les accessoires les plus utiles dans le cadre d'un petit studio

Le constructeur américain Lexi-con a réussi à miniaturiser au format d'un livre de poche un processeur (LPX 1, environ 4 500 F) entièrement programmable, dont les effets de réverbérations et de doublage (chorus) sont d'un réalisme exceptionnel. Chez Yamaha, la batterie diectronique se porte désormais en bandoulière. Le modèle DD 10 fonctionne sur piles. Il possède huit mini-

surfaces de frappe (pads), déclep-chant une banque de sons de percussions numérisés. Bien entendu, les sythmes joués sur les pads sont mémorisés par l'appareil. Le tout sort en stéréo sur deux hautparieurs, et pèse moins de 1 kilo...

regrouper tots les éléments dispa-rates qui composent le studio per-sonnel de hase en un seul et unique appareil. Ils suivent en cela l'exemple des studios de production musi-cale professionnels équipés de « workstation » (station de travail) audio-informatique. Bien entendu, il est impossible de comparer la puissance d'une station de travail haut gamme Fairlight ou Synclavier (1-million de francs) avec le clavier Korg M1 (14 000 F) ou Roland D 20 (moins de 10 000 F). Pourtant, ce nouveau type de machine - tout en un - a de quoi

La génération du son differe selon-les deux appareils. Le D 20 Roland utilise la synthèse linéaire, nette-ment plus facile à programmer que la classique synthèse FM. Les sonorités sont chaudes et les combinai-sons entre généraleurs de sons syn-thétiques et sons d'origine naturelle très vastes. Les sonorités du Korg M l sont également programmables, mais en partant d'une centaine de sons numérisés (technique PCM) présélectionnés. Oscillateurs, filtres, inérateurs de formes d'onde et générateurs de tormes a onue et d'enveloppe, permettent de remode-ler complètement l'échantillon d'origine jusqu'à obtenir des sonorités entièrement inédites.

L'intégration du générateur d'effets représente également un progrès très seusible. En effet, la réverbération, le délai, l'harmonisation, font vraiment partie de la conception du son de base. Ainsi, la programmation des effets est réali sée en parfaite symbiose avec la pâte sonore » initiale. Ces deux stations de travail marquent une micro-electronique.

Le Salon de la musique 1988 marque enfin le timide retour de la syn-thèse additive. Ce mode de labrication du son artificiel est très certainement le plus puissant parmi la bonne diznine d'autres couramment employés (synthèse FM, syn-thèse linéaire, etc.). Seul inconvé-nient, l'addition de fréquences par l'intermédiaire de plusieurs centaines d'oscillateurs exige une vitesse et une puissance de calcul qu'il est impossible d'obtenir sur des

appareils courants. Le système américain Axel relève un double dési, technologique et sun double dési, technologique et sun double de sur de sur de sur de la company d prix allant de 150 000 à 300 000 F selon les versions, ce système en temps réel utilise entre 128 et 1 048 oscillateurs pour « traduire » n'importe quel son, d'origne synthé tique ou naturelle, et le re-synthétiser sous forme additive. Les avantages sont alors évidents. Les canacités de traitement des éléments sonores n'ont, par la richesse et la finesse des timbres, strictement plusrien à voir avec ce que permettaient les synthétiseurs convention nels. Le mode d'accès a fait l'objet d'une étude poussée.

Les multiples modes de programmation de l'écran permettent par simple effleurement d'un doigt ou la pose de la main de contrôler en temps réel n'importe quel paramètre (enveloppe, filtres, etc.). Cet écran fait partie d'un terminal de contrôle dont toute référence informatique type clavier d'ordinateur est soignensement bannie. Pas de touche multifonctions, ni de menu arborescent Les commandes sont action nées par de simples boutons. Un clin d'œil aux années 60 et au design des synthétiseurs analogiques. Mais quel bonheur!

DENUS FORTER.

* Le Salon est ouvert au public jusqu'au 18 septembre à la Grande Halle de La Villette. Renseignements : 45-33-74-50.

LIVRES

Savoir » en hausse, littérature en baisse

Une bonne année 1987 pour l'édition

Même si la littérature générale donne des signes de faiblesse persistante, l'édition, dans son ensemble, a comu une bonne année 1987, avec un chiffre d'affaires en hausse de 7,8 % (soit 3,8 % en francs constants, la plus forte progression des dix dernières années) qui atteint 10,7 milliards de francs.

Ces indications du Syndicat national de l'édition, publiées par Livres Mebdo, confirment que le marché intérieur français (+ 8,6 %) est plus dynamique que l'exportation (+ 2,6 %), notamment en raison des problèmes rencontrés au Mangrebou en Afrique, et de la baisse du dollar. La baisse prévue (de 7 % à 5,5 %) de la TVA se peut que renforcer ce dynamisme, même si les éditeurs restent prudents sur ses effets possibles.

Parmi les 30 982 titres produits (contre 30 424 en 1986), les nouveantés (13 530 titres), et les nouveiles éditions (3 133 titres) progressent plus vite que les réimpress (14319 titres), en quasi-stagnation. Avec 151 millions d'exemplaires, ces réimpressions ont même diminué en volume de 1,8 %. Toutefols, le total des exemplaires produits progresse de 2 millions, pour atteindre 366 millions, grâce aux nouveautés (151 millions d'exemplaires) et aux réimpressions (64 millions).

Par secteurs, et en francs constants, les encyclopédies et les dictionnaires affichent les meilleurs résultats (+ 13,8 %), suivis par les livres scolaires (+ 7,3 %), qui sont en particulier tirés, pour la deuxième année consécutive, par les changements de programmes affectant, en 1987, les classes de cinquième et de seconde. Les livres pour la jeunesse

(+ 1,3%) et les livres pratiques (+0,6%) maintiennent globalement leur position. Encore faut-il distinguer par exemple, à l'intérieur des sciences humaines, la situation favorable des sciences politiques et de l'économie, alors que la religion et l'ésotérisme font moins recette. La situation est tout aussi contrastée à l'intériour du secteur scientifique et technique, qui accuse la plus forte baisse globale (- 5,1%) : la gestion ou les techniques appliquées tirent leur épingle du jen, alors que les sciences pures ou la médecine sont les plus touchées. Quant à la littérature générale, elle baisse de 0,8%. Les raisons de cette désaffection qui touche en premier lieu le roman sont connues : diminution de la durée de vie des nouveautés, impact moins fort des best-sellers, tirages en baisse depuis 1983. Cette tendance est d'ailleurs enronéenne.

M. C. L



KIKOÏNE - YANKEL CHANA ORLOFF **MUSÉE BOURDELLE**

LOC : 3 FNAC ; 50 F — ÉTUDIANTS : 30 F Renseignements : 45-72-41-01

16, rue Antoine Bourdelle - Mº Montparnasse Tous les jours sauf lundi, de 10 h à 17 h 40



Vendredi 9 septembre 1988 à 20 h 30 **NEW YORK PHILHARMONIC** ORCHESTRA

direction: ZUBIN MEHTA ZWILICH - SCHUBERT - STRAVINSKY Parraine par la CITICORP/CITIBANK

Lundi 3 octobre 1988 à 20 h 30 FESTIVAL MOZART

LES VIRTUOSES DE MOSCOU ET LES CHŒURS ORFEON DONOSTIARRA

VLADIMIR SPIVAKOV

ARAKSIA DAWIJAN (Soprano) JOSE ANTONIO VEGA (Ténor) JOSE ANTONIO CARRIL (Baryton) ITXARO MENTKAKA (Alto)

> KISIN Jeune prodige soviétique

Dimanche 6 novembre 1988 à 20 h 30 GEWANDHAUSORCHESTER DE LEIPZIG

direction: KURT MASUR

ENGBER - MATTHUS (Soliste: KARL MEHLIG) - BEETHOVE'S

Dimanche 4 decembre 1988 a 20 h 30

BOSTON SYMPHONY ORCHESTRA

direction: SEIJI OZAWA

MATTLER

Vendredi 28 et Samedi 29 avril 1969 à 20 h 30 ORCHESTRE PHILHARMONIQUE **DE LENINGRAD**

YURI TEMIRKANOV

Vendredi 15 septembre 1989 à 20 h 30

CHICAGO SYMPHONY ORCHESTRA

SIR GEORG SOLTI SCHUBERT - CHOSTAKOVITCH

Lundi 18 septembre 1989 à 20 h 30 ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE BAMBERG

direction GEORGES PRETRE BRAHMS REQUIEM Samedi 2 décembre 1989 à 20 h 30

LES VIRTUOSES DE MOSCOU

VLADIMIR SPIVAKOV

Dimanche 17, lundi 18 et mardi 19 décembre 1989 à 20h30 L'ORCHESTRE, LES CHŒURS ET LES SOLISTES

DE L'OPÉRA DU BOLCHOI

ALEXANDRE LAZAREV

VERDI REQUIEM Location Salle Pleyel Par téléphone : 45 63 88 73 (13 h - 18 h), 45 61 06 30 (9 h - 18 h)

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

> **FESTIVAL** HAYDN QUATUORS

SALLE FAVART OPÉRA-COMIQUE Martir 20/9 13 h-19 h 13 h-19 h 13 h RAPHAEL 13 h-19 h 13 h RAPHAEL 13 h-19 h 19 h PARSR 13 h-19 h 13 h 20 mm. Vandredi 23/9 13 b-19 b pdi 24/9

13 h SMON 13 h-19 h GLISE ST-JULIEN-

J.-S. BACH Anno-Ciautio VILLARS Laurence BOULAY

THÉATRE CHAMPS-ÉLYSÉES ORCHESTRE

DE PARIS 16 septe 20 h 30 Dir. : Semyo **BYCHKOV**

CHERKASSKY STRAUSS, MAHLER ABBAYE MOZART

Airs de concert ROYALIMONT nphonies - Ouvertures ioprano : ELZSIETA SZMYTKA 17 septest à 20 h 45 ORCHESTRE **DU THÉATRE ROYAL**

DE LA MONNAJE Rens. 30-35-30-16 DE BRUXELLES Dir.: SYLVAIN (p.e,Mondisi Musique, CIA) **CAMBRELING** FORUM

NTERNATIONAL COMPOUE **DU QUATUOR** A CORDES

Le 18, Quetu BRANDIS Mar 4 20/9 AMADEUS Moreredi 21/9 21 h BEETHOVEN BRAHMS, BARTON

Le 20, Quatuor Jaudi 22/9 21 h **FNESCO** MACEK, HERSANT BARTOK Vandradi 23/5 Le 21, Quetuer FRANCISCAN

Sumedi 24/9 21 h

BEETHOVEN BARBER, BARTOK La 22, Ouerupe

B. MITCHELL, sop. BCHONBERG, BERG WEBERN, BARTOK Le 23. ORCHESTRE NES QUATUOR Dir.: Falix GALIMII SCHUBERT WOLF, HAYDN Lo 24. ENSEMBLE

AMADEUS H. BEYERLE, attO SCHUMANN



Directeur Général Pierre Vozlinsky

SALLE PLEYEL 20H30

28, 29, 30 septembre Daniel Barenboim, direction Claudio Arrau, piano Beethoven, Wolf, Boulez

SALLE PLEYEL: 45630796



15. SALON INTERNATIONAL DE LA MUSIQUE

10.000 INSTRUMENTS PLUS DE 800 MARQUES FRANÇAISES ET ETRANGERES L'EDITION MUSICALE ET LES CONCERTS DU SALON

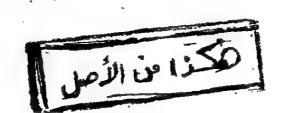
AVEC LA PARTICIPATION DE LA CSFI CHAMBRE SYNDICALE DE LA FACTURE INSTRUMENTALE ORGANISATION BERNARD BECKER COMMUNICATION 161 BD LEFEBYRE - 75015 PARIS Tel. (1) 45,33,74.50



DU MARDI 13 **AU DIMANCHE 18** SEPTEMBRE 1988 **GRANDE HALLE** LA VILLETTE



M° PORTE DE PANTIN DE 11 HA 19 H



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semuine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles ; le Signalé dans « le Monde radio-télévision »

Film à éviter u On pout voir un Ne pos manquer u un Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 13 septembre

20.40 Chiema: Portés disparus a Film américain de Joseph Zito (1984). Avec Chuck Norris. M. Emmet Walsh. David Tress. > 22.30 Magazine: Ciel mon mardi! Présènté par Christophe Dechavanne. Invité: Richard Bohringer. 23.45 Journal et Bourse. 23.50 Magazine: Livres en léte. De 6.15 à 6.25 Regiffusions. 0.15 Festileton: Les Moineau et les Pinson. 0.40 Documentaire: Histoires naturelles. 1.35 Les Moineau et les Pinson. 2.00 Documentaire: Les grandes expositions. 2.30 Documentaire: Histoires maturelles. 4.15 Musique. 4.40 Documentaire: Histoires maturelles. 5.35 Les Moineau et les Pinson. 6.00 Documentaire: Histoires maturelles. 5.35 Les Moineau et les Pinson. 6.00 Documentaire:

20.36 Météo. 20.35 Cinéma : le Coq du village d' Film ics-lien de Stono (1982). Avec Aldo Maccione, Renato Pozzetto. 22.16 Flash d'informations. 22.15 Spécial caméra cachée. Emission de Jacques Rouland. Thème « L'amour, toujours l'amour ». 23.15 Informations : 24 heures sur la 2. 23.35 Magazine : Strophes. De Bernard Pivot.

20.30 Cinéma: Meurtres en cascade ma Film américain de Jonathan Demme (1979). Avec Roy Scheider, Janel Margolin, John Giover. Un homme qui travaille pour une mystérieuse organisation gouvernementale perd son équilibre nérveux après la mort tragque de sa femme. Il est l'objet d'une tentative de meurtre. Réelle ou imaginaire? Un film d'auteur, un grand film noir, resté inédit en France. 22.15 Journal. 22.40 Télévision régionale. 23.30 Musiques, musique. Frédéric Chopin: 1= et 2 pocturne, par Aldo Ciscolini.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma: les Fagitifs au Film Irançais de Francis. Veber (1986). Avec Pierre Richard, Gérard Depardien, Jean Carmet. Michel Blanc. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Cinéma: Mad Max D Film australien de George Mil-22.00 Cinema: Mad Max D Film australien de George Miller (1980). Avec Mel Gibson, Joanne Samuel, Hugh Keays Byrne (v.o.), 23.30 Téléfilm: Le secret de la vie. De Mick Jackson. Avec Tim Pigott-Smith, Jeff Goldblam. 1.15 Cinéma: Goodbye Colambus II Film américain de Larry Peerce (1969). Avec Richard Benjamia, Ali McGraw, Jack Klagman.

LA 6

28.30 Cinéma: Makatemant on l'appelle Plata. ci Film ita-lien de Giuseppe Colizzi (1972). Avec Terence Hill, Bud Spencer. 22.10 Série: Mike Hammer. 23.80 Amicalement vôtre (rediff.). 0.00 Journal de mhuit. 0.30 Bouanza (rediff.). 0.55 Capitaine Furillo (rediff.). 4.45 Anne, jour agnès jour (rediff.). 2.10 Schulmeister, l'espion de l'Empe-rest (rediff.). 3.00 Vive la vie! (rediff.). 3.30 Feuillaton: Le cian Beaulleu. 4.20 Top sanggets (rediff.).

M 6

M 6
20.30 Téléfilm: Le pentionnat de l'angoine. De Mark Rosman, avec Eileen Davidson. Sept jeunes filles provoquent accidentellement la mort de la mère supérieure...
22.15 Série: Le Saint. 23.10 Journal. 23.25 Série: Deuts-tion danger. Une filature délicate. 0.15 Magazine: Cub de De Pierre Bosteiller. 1.90 Musique: Boulevard des cligs.
2.00 Sexy clip (rediff.). 2.30 Série: Le Saint (rediff.).
3.20 Variétés: Chansons amour, chansons toujours.
3.45 Documentaire: Le monde sanvage. 4.10 Variétés: Chansons amour, chansons toujours.
5.25 Variétés: Chansons toujours. 4.35 Série: Le Saint.
5.25 Variétés: Chansons amour, chansons toujours.
6.00 Musique: Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20,00 Minsique: La rythme et la raison. Les soldats.

2. L'aveair de l'opéra. 20,30 Archipel science. Dossier: Les femmes sont-elles douées pour les maths? 21,30 L'ogre alchimiste. Portrait de Miklos Szenikuthy. 22,40 Noists imagnétiques. Les éloignés de Dieu. I. En pleurant. J'ai franchi le porche... 0.65 Du jour au lendessain. 0.50 Minsique: Coda. Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE-MUSIQUE

20.15 Concert (en direct du Festival de Montreux-Vevey) : 20.15 Concert (en direct du Festival de Montreux-Vevey): Fandango, de Soler; Goyescas pour piano, extrait, de Grapados; Children's corner pour piano, de Debussy; Vaíses nobles et sentimentales pour piano, de Ravel; Impromptus pour piano nº 23 en la mineur op. 31 et nº 3 en la bémoi majeur op. 34 de Fauré, par Nikita Magaloff, piano. 23.07 Ciub d'archives. Piero Coppola, l'apôtre de la musique française; L'actualité da disque it y a cinquante ant; Les plus belles rééditions récentes. 1.00 Passer missait. Brahms, Milliaud.

Mercredi 14 septembre

13.45 Feuilleton: Côte ouest. 14.36; Club Doruthia. 17.50 Série: Chips. 18.46 Avis de recherche. 18.50 Feuilleton: Santa-Burbara. 19.25 Jeu: La rone de la fortane. 19.50 Tirage du Tac-O-Tac. 19.53 Le bébête show. 20.00 Journal. 20.30 Métèo et Tapis vert. 20.40 Tirage du Loto. 20.45 Variétés: Sacrée soirte. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Ursula Andress, Demis Roussos, Anémone, Gold. Kassav, Etienne Daho, Olivia Newton John. Eddy Grant, Jevetta Still. Jill Caplan. De 22.30 Documentaire: De Gaulle ou l'éternel défil. De Jean Labib, d'après l'œuvre de Jean Lacousire. 1. Le rebelle. 23.30 Variétés: Wiz qui peut. 0.15 Journal et Bourse. 0.35 Feuilleton: Les Moineau et les Pinson. 1.00 Documentaire: Histoires naturelles. 1.55 Les Moineau et les Pinson (rediff.). 2.20 Bocumentaire: Des croisades au Jihad. 3.16 Documentaire: Histoires naturelles.

A2

13.45 Feuilleton : Jeunes docteurs. 14.30 Magazine : Chands les glaçons. Présenté par Cerise et Philippe Giangreco. Voltron: Lisa ou le rêve olympique: Interecteur Duffair: Julie et Stéphane. Der jeux, des variétés, des feuilletons et des dessins animés. 17.15 Magnatuse: Grafficis 5-15. Présenté par Groucho et Chico. Daffy: Histoire de chien: Le club des ciuq: Les cinq et le trais fautôus (1= épisode). 18.00 Sèrie: L'housme qui tombe à pic. Le (1º épisode). 18.00 Sèrie : L'homme qui tombe à pic. Le caméléon. 18.45 Jen : Des chiffres et des leutres. D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. 19.10 Actualhés régionales. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Plaish de rire : La baby sitter. 20.00 Journal et Météo. ➤ 29.35 Téléfins : La chambre d'ami. De Caroline Huppert, avec Thierry Frémont, Nicolas. Navazzo, Laura Betti, Pierre Vaneck. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Documentaire : La plamète miracle. Terre, planète fragile (dernière partie). 23.00 Informations: 24 heures sur la 2.23.20 Magazine : Figures. De Jacques Chancel. Invitée : Hélène Ahrweiler.

13.30 Série : Cap danger. En signe d'amité. 1400 Magazzane : Décibels. Présenté par Jan-Lou Jaceir. Spécial Big audio dynamite. 14.30 Feuilleton : Alle ! Tu m'aimes ? (3 épisode). 15.00 Finah d'informations. 15.04 Jeu : Querchez la France. Présenté par Pièrre Boute et Vincent Perrot. 15.30 Jen : On un gagner. Présenté par Vincent Perrot. 17.05 Finah d'information. 17.05 Densin animé : Mister T. 17.40 The Munpets babies. 18.00 Série : Colorado. Le cri des aigles (1º partie). 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.53 Densin animé : Jouez la cane. 20.02 Jen : La céasse, Présenté par Fabrice. 20.27 Champions de légende. Emission présentée par Mario-Christine Debourse. 20.30 Théâtre : le Voyage de Monsieur Perrichon. Pièce d'Eugène Labiche et Edouard Martin, misse en soène par Jean Le Poulain. Avec Georges Descrières, Jean Le Poulain, Yvoane Gaudeau, Michel Aumont, Michel Duchaussoy. CLAS Journal et Métée. 22.45 Magazine : Ocianiques. Glean Gould : fragments d'un portrait (rediff.). 1.25 In 3 78 Kg.

CANAL PLUS

13.30 Téléfibs: Le retour de Shertock Hobnes. De Keviu Comor, avec Michael Pennington, Margaret Colin, Lila Kaye. L'arrière-petite-fille du docteur Watson mêne l'enquête. 15.00 Série: La malédiction du loup-garon. 15.30 Téléfibn: Le consin américale. De Giacomo Battialo, avec Brad Davis, Tony Lo Bianco (1º partie). Un » petit juge » face à la Majia. 17.23 Dessin animé : Virgul. 17.40 Cabon Cadin. Bravestare: Foofur. 18.30 Dessins animés: Ca cartoon. Présentés par Philippe Dana. 13.45 Flash d'informations. 13.49 Top 50. Présenté par

Marc Toesca. 19.30 Magazine: Nulle part allowa. Prisonthe par Philippe Gildas. Invité: Serge Gainsbourg. 21.00 Chebna: Youngblood a Film américain de Peter Markle (1985). Avec Rob Lowe, Cynthia Gibb, Patrick Swayze. Le fils d'un fermier fait un stage dans une équipe canadienne de hockey sur glace. Il est pris en charge par un entraîneur exigeant mais passe par une série d'épreuves. Film sur le sport, sans grande originalité. Agréable à regarder. 22.45 Flash d'informations. 22.50 Chéma: la Loi de Marphy D Film américain de Jack Lee Thompson (1986). Avec Charles Bronson, Kathleen Wilhoite, Carrie Snodgress. 0.25 Chéma: le Trou un Film français de Jacques Bocker (1959). Avec Michel Constantin, Philippe Leroy.

13.30 Téléfilm: La rage de la victoire. 15.15 Série: Shérif, fais-mol peur. 16.05 Sandy Jonquille. 16.25 Le monde enchanté de Lalabel. 16.50 Pollyanna. 17.15 Sesy aux fleurs magiques. 17.46 Les avantures de Chaire et Tiponne. 18.05 Série: Captain Power. 18.30 Dessia animé: Olive et Toim, championis du foot. 18.55 Journal images. 19.03 Série: L'homme qui valait 3 milliards. 20.00 Journal. 19.03 Série: L'homme qui valait 3 milliards. 20.00 Journal. 20.30 Téléfihn: Le prix de l'homeen. De Jud Taylor, avec Beu Gazzara. Policier respectable et consciencieux, il rève de s'occuper d'une grosse affaire. 22.15 Série: La loi de Los Angeles. 23.25 La rage de la victoire (rediff.). 0.00 Journal de minuit 0.05 La rage de la victoire (suite). L16 L'homme qui valait 3 milliards (rediff.). 2.00 Anne, jour après jour (rediff.). 2.30 Schulmeister, l'espion de l'Empereur (rediff.). 3.30 Ferilleton: Le clau Beaulieu. 4.20 Top augnets (rediff.).

MG

13.20 Feuilleton: La clinique de la Forêt Noire, 14.10 Jen: Fân de... 15.05 Magazhe: Frequenstar. 15.45 Hit, hit, hourra! 17.05 Série: Hawali, police d'Etat. 18.05 Série: Les routes du paradis. 19.00 Série: Les têtes brûlées. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série: Cosby show. Les hom élèves. 20.35 Téléfilm: L'opération de la dernière chance. De Fieldes Cook, avec Glynnis O'Connor. Laola est folire isone heurouse invoul'au lour où un accident la délichance. De Fielder Cook, avec Glynnis O'Connor. Leola est jolie; jeune, heureuse jusqu'au jour où un accident la défigure. 22.15 Série : Le Saint (rediff.). 23.10 Journal. 23.25 Série : Destination danger. Donnant donnant. 6.15 Magazine : Chub 6. De Pierre Bouteiller. 1.60 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Charmes (rediff.). 2.30 Série : Le Saint (rediff.). 3.20 Variètés : Charsons amour, charsons toujours. 3.45 Documentaire : Le monde sanvage. 4.10 Variètés : Chansons amour, charsons toujours. 4.35 Série : Le Saint. 5.25 Variètés : Chansons amour, charsons toujours. 6.90 Musique : Boulevard des céps.

FRANCE-CULTURE

29.30 Tire ta langue. L'actualité de la langue. 21.30 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Noits magnétiques. Les éloignés de Dieu. 2. Chimène.
Tours et détours. 0.65 Du jour au leudestain. 0.50 Musique : Code. Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. (en direct de l'Eglise Saint-Séverin à Paris) : Cantate cour basse, chœur et orchestre pour le premier dimanche après la Trinité, de Homilius ; de omni tempore, aria pour soprano, trompettes, cordes et simbeles de Stamitz; Oratorio de Noël pour soprano, alto, ténor et orchestre de Homilius, par l'orchestre Domaines baroques et l'ensemble vocal Contrepoint, dir. Georges Guillard; l'e violon: Daniel Cuillet. 22.30 Références. Nuits dans les jardins d'Espagne pour piano et orchestre, de De Falla, par l'Orchestre symphonique de Londres, dir. Eduardo Mata. 23.07 Jazz cleb. En direct du Subset : le quartette du saxophoniste Steve Lacy.

Audience TV du 12 septembre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

HORAIRE	FOYERS AYAKT NEGARDÉ LA TV (co. %)	TF1	14- A2 13-4	FR3	CANAL +	LA 5	M6
		Santa Berbera,	Actual région.	Adual, rigan.	Top \$0	Haratna 3 mil.	Tétus brilléus
19 h 22	48.4	20.6	7.8	., 6.9	4.6	3.8	2.5
		Roue forume	Laft story	'Actual région.	Nulle part	Hamme 3 mil.	Tittes brilling
19 h 46	51.9	30.8	. 8.6	4.6	2-7	3.9	2,3
		Journal	Journal	La cierce	Nulle pers	-foornei	Comby show
20 h 16	64.3	25.5	18.2	10.8	2.3	2.8	2,3
		Le trépusoule	L'Eloignement	Cago folive II	Peur bleus	Star Truk III	Hold-up
20 h 98	73.9	31.1	8.4 .	23.1	2.9	4,9	3.9
		libren ,	L Bolgnament	Cargo follos II	Bobagoliost	Saar Trek N	Lo Saint
22 h 8	, · -80e7	. 20.9	5.0	27-6	0.1	6.0	1.5
		Super sany	Magazine	Çoleniques	Bobagoifoss	Time to	Le Seint
22 h 44	25.9	. 20.7	1.7	3-0	0.4	2_1	1.0

RECTIFICATIF. - Dans uns éditions dutées 13 apptembre, le tableau concernait la France entière, et pas seulement la région parisienne.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

eptre le mardi 13 saptembre à d boure et le dimanche 18 septembre à 24 hours UTC.

Mercredi, le temps sera instable avec des averses, mais, jeudi, ces averses se limiterons à la Méditerranée. Jusqu'à dimanche, un temps colocilé s'établira sur une grande moitié sud de la France, mais les régions plus au nord seront quoins favorisées; le ciel seta gris.

Mercredi : encore des averses, mais plus d'éclaircies.

Du Nord et de la Normandie au Nord-Est, au Massif Central et aux Alpes du Nord et sur les Pyrénées, le ciel sera nuageux, passagèrement très mageux, avec des averes et det rafales de vent assez fortes de soctour nord. La neige tombera à partir de 1 300 mètres, pais 1 500 mètres sur le Jura et les Alpes du Nord, 1 800 mètres sur le Massif Central 1 700 puis 2 000 mètres sur Appes de Nord, 1 300 pais 2 000 mètres sur les Pyrénées. Les éclaircies deviendront plus durables et les averses plus rares l'après-midi de la Normandie et du Nord à l'Île-de-France et au Poince.

De la Bretagne à la Vendée et à l'Aquitaine, les éclaireise stront prédominantes. Toutefois, le ciel se chargera au peu plus l'après-midi sur la Bretagne.

Sur la Côte d'Azur et la Corse, des nuages se développeront encore en don-nant des averses.

Sur les autres régions méditerra-néennes et les Alpes du Sud, le temps sera ensoleillé. Mais le mistral et la tranontane soufflerout fort.

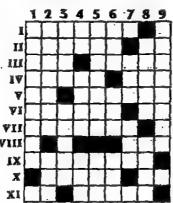
Les températures perdront encore quelques degrés. En effet, les mini-males, de l'ordre de 15 degrés sur les côtes méditerranéennes et 10 à 14 degrés sur celles de la Manche et de l'Atlantique, atteindront 7 à 11 degrés à Time lane

Les maximales seront de 20 à 24 degrés près de la Méditerranée, 16 à 20 dans le Sud-Ouest, 16 à 17 degrés

Jendi 15 septembre : des côtes de la Manche aux Ardennes, le ciel restera gris toute la journée. De la Bretagne à la Vendée et sux Vosges, le soleil sera voilé. Sur les Pyrénées et les Alpes, les masses ressistement ils demandes des nuages persisteront, ils donneront des averses de pluie ou de neige sur le mas-sil alpin. Le mistral amènera le soleil sur les régions méditerranéennes; cependant, des averses restent possibles en Corse. Partout ailleurs, après dissipation des houmes et brouillands matinaux e ciel sera clair ou peu nuageux. Les

MOTS CROISES

PROBLÈME Nº 4830



HORIZONTALEMENT

1. Endroit où oat lieu de nombreuses prises de bec. - II. Cercle prīvē. Še voient en flânant. -III. Fut dans le creux de la vague. Mange le blé en herbe. - IV. C'est peut-être le magor. Les coups de pompe lui donnent une certaine force! - V. Pronom. Possédé par celui qui a une mémoire d'éléphant. - VI. Qui sait de quoi il parle. On y fait des réponses de Normand. -VII. Susceptibles de faciliter une prise en charge. - VIII. S'obtient SOUVERL EVEC UNE LETTE. -IX. Homme de prix. - X. Se fait perfois entre les bras d'une bergère. Tiré d'affaires. - XI. Note. Finit par manquer d'inspiration.

VERTICALEMENT

1. Le bac n'est pas indispensable pour pouvoir être en mesure de la faire. - 2. On la trouve fréquemment en chemin. Déchainait des sempêtes. - 3. Est cher au cœur de nombreux Finistériens. Est proche d'un futur site olympique. ~ Quitta la ville pour la campagne. Remports un grand prix sans être coureur automobile. Ville de «pro-vince». — 5. Familie dont les membres out beaucoup reproduit. On reprend après qu'il a été donné. - 6. N'échappe pas à la corde. Fait place nette. D'un auxiliaire. - 7. Tel que peut être un porteur de robe. Petit malin. - 8. Prendre un bain très chaud. Qui est là depuis le début. -9. Fait beaucoup sortir.

Solution du problème nº 4829 Horizontalement

Bedonnant. - II. Amareyeur. - III. Isis. Crés. - IV. Meute. - V. Lô. Crasse. - VI. Est. R. Au. -VIL Mérinos. - VIII. Inaptes. -IX. Napoléon. - X. Eu. Sucr. - XI. Asic. Tec.

Varticalement

1. Baillement. - 2. Ems. Osé. 3. Daim. Tripes. - 4. Orsec. Inoul. - 5. Ne. Urinal. - 6. Nyctalopes. -7. Aérés. Stout. - 8. Nuc. SA. Enée. — 9. Traceurs, Ré.

GUY BROUTY.

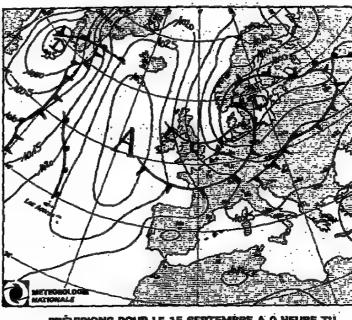
températures minimales s'étageront de 5 à 8 degrés, sant sur le pourtour médi-terranéen, où elles pourront atteindre 14 degrés. Les températures maximales varieront de 14 à 16 degrés sur le nord du pays et de 15 à 19 degrés ailleurà.

Vendredi : de la Bretagne aux Vendrest: de la Bretagne aux Vosges, le temps gris persistera. En Ven-dée et dans les régions de la Loire, les mages voileront le soleil. Ailleurs, après dissipation des bancs de brume qui se situeront de l'Aquitaine au Massii Cen-tral et au Jura, le ciel sera clair ou pen nuageux. Quelques averses persisteront

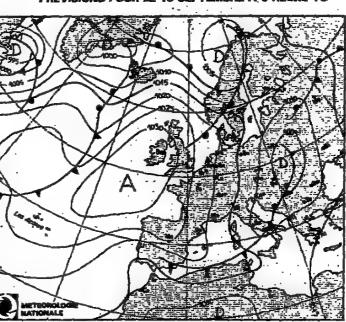
en Corse. Les températures minimales en Corse. Les temperatures minimales seront en hausse de 1 à 2 degrés sur le Nord-Ouest, les temperatures maximales seront en hausse d'environ 2 degrés sur l'ensemble du pays.

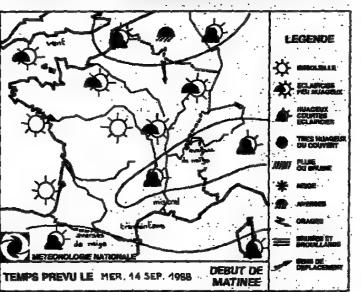
Samed 17 et dimenche 18 : le temps restera gris ou brumeux de la Norman-die an Nord-Est et à l'Est. Cependant, die an Nord-Est et a l'Est. Cependant, sur le reste du pays, le temps sera agrés-ble : le ciel sera peu sungeur, les températures minimales varieront pen, les températures maximales seront en légère hausse; dimanche, elles pourront arteindre 20 degrés dans le Nord et 25 degrés au sud.

SITUATION LE 13 SEPTEMBRE 1988 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 15 SEPTEMBRE À 0 HEURE TU





	V	lour	s expri	m	PARCEN s reievées et le 13-9-		•			· le	nps ob 13-9-1		
F	RAN	Œ		1	TOURS		20	11	N	LOS ANGE		2 16	
AMOORD		36	18 1	N .	TOULOUSE.				.N	LUXBERO			-,
BLARBITZ		21			STATES	ML	31	24.	A	MADRID .			
BORDEAUX .			14	Ρĺ	· Én	RAN	G	R			E 3		
NOURCES		22	12	P	_			16			2		
MEST		17	11 1	Ď Ì	ALGER	NP	30	11	D	MILAN		,	
CAEN			11	Ρĺ					A :		L 1) - b	
CHERIOURG		16	12	Ă.	ATHERES	nnerøs .	2	14.	D	- MOSCOU .		5 12	
CLEMENT		23	13	Ĉ	BANGEOK	4 00 PWE		26	N	NAUROE .	2	25	-
DIDON		72	12	Ċ	BARCELONE		25	20	0	NEW-YOR	2	16	٠,
GENUEL S		¥a `	12	Ċ	BELGRADE.			13	D	0\$L0		10	
IRLE		18	9 1	Ď	MEN				₽.	PALMA PA	MAY 2	19	
LIMOGES		13	-	P]	MIXELE			. 3	D	PÉKIN	3		-
LYON		24		c 1	LE CAIRE.			23.	. D .	DODE			
HYJZETTE		28		D∤	CONSTANT			16	A :	ROME			
NANCY		ZÛ		N	DAKAR			24	, D.	SINGAPOL			
MANTES		20	**	D .	DELHI			27	D.	STOCKHOL	M 10		
NICE		14		N	DIERRA			23	D	SADMEA .			
HAS HONE				N ·	GENEVE			11	C				•
PAU				N	HONGRONG			25	C		2		
PERPENAN.				Ç.]	STANDUL			-14	O .	TURES		20	
NEWS		19			JEKISALEM			17	D !	AVECAE		, ,	
ST-ETENNE.		13		Ç į	LISTONIE				D	VENDE :			
STRASTOUR	-	72	13 /	F (LONDINES		19	9	C	VEDDE	2	35	
A	B	T	C		D	-		- 6		D			•
~	_	-1	del	- 1	cial :	cle				. •		1	
avenc !	beam	e 1		_ 1	CEGL ;	- 00		. 000	-	shine	temmête	200	دهة

* TU = temps universal, c'est-à-dire pour la France ; heure légale oins 2 heures en été ; beure légale moins 1 heure en biver.

(Document établi uvec le support technique spécial de la Météorologie unifonale.)

SUR MINITEL Prévisions complètes. Météo marine.

Temps observé Paris, province, tiranger. 36.15 Tapez LEMONDE yais METEO.

THE THE PERSON STALL BE The limit

" Jan

*a.

192

-

J. 3 J. A.

A TELEPHONE List 🛥 🛬

المستخطين المستعمل ال والم ルデッ数 The second

a jedina

4 200

··· Andres 4 e sida espera 🔎 👛

na magin 🐺 🚎 and the second

The second and the second of the second 心 柳乡 🌶 Company Manager

かー・方面 · Andrews -Contract of the Contract of th

Burg with San San Landing Alle

« services

THE REPTEMBEL PROPERTY.

\$

Mark There

K.

....

L'internement abusif et illégal de M^{ne} Ledrut

Il est perfaitement possible d'être détenu sans avoir fait quoi que ce soit de répréhensible et sans qu'il s'agisse d'une erreur judiciaire. Cela evant de constater « une symptomas'appelle l'internement psychiatri-que. Il peut être décidé par un pré-fet si un médecin constate un état d'aliénation compromettant d'aliénation compromettant l'ordre public ou la sureté des personnes », selon les termes d'une loi qui date de 1838. L'imprécision des textes peut conduire à des abus, qu'il semble difficile de redresser et même d'apprécier, car il n'y a rien de plus flou que la limite qui sépare certaines formes de déséquilibre.

C'est ainsi que Mª Madeleine Ledrut a pa être internée pendant un an à l'hôpital psychiatrique de Perray-Vaucinse (Essonne). Landi 12 septembre, certe femme de soixante quatorze ans demandait à la première chambre du tribunal civil de Paris de condamner l'Etat à lui verser 1,5 million de francs de dommages et intérêts. Histoire compiexe autant que douloureuse.

En 1976, Jean Ledrut, son mari, compositeur de musique - et notamment de la partition du film Austerlitz d'Abel Gance - voit sa retraite supprimée, après un long différend avec la SACEM (Société des auteurs, compositeurs et édi-teurs de musique). Placé dans l'incapacité de payer le loyer de leur appartement avenue de la Grande-Armée, à Paris, les époux Ledrut sont expulsés mais, de délai en délai; Mª Ledrut est autorisée à rester dans les lieux pendant sept ans, son époux étant décédé en 1982. Aussi le propriétaire obtint-il que l'Etat luiverse une indemnité de 110 000 F en octobre 1983.

Est-ce cette circonstance qui rend les pouvoirs publics plus déterminés que jamais? Toujours est-il que, le 10 novembre 1983, M Ledrut est convoquée au commissariat de police, d'on elle ne sortira que pour être envoyée à l'infirmerie psychiaurique, puis à l'hôpital psychiatri-que, en exécution d'une décision de placement d'office. Au commissaire, placement d'office. Au commissaire, elle aurait dit qu'elle préférait mou-rir plutôt que d'aller dans un centre d'hébergement, et le médecin qui l'examina à l'infurncie conclusir son rapport en pariant « d'idées

Les recherches reprennent après l'arrestation

de l'adjudant-chef Chanal Les gendarmes de la région Champagne-Ardenne ont décide de reprendre les recherches dans la région de Mourmelon (Marne) pour tenter de découvrir des traces des jeunes gens disparus dans cette région entre 1980 et 1987, parmi les-quels cinq appelés que l'armée avait jusqu'à présent considérés comme des militaires déserteurs.

Cette reprise des recherches est évidemment à rapprocher de l'arrestation, à Mâcon (Saone et-Loire), de l'adjudant-chef Pierre Chanal, inculpé et écroué après des faits de viols et de sévices commis sur un jeune Hougrois pris par lui en auto-stop (le Monde du 9 septembre), mais qui fut aussi en service à Mourmelon au 4 régiment de dragons. Elle confirme aussi les propos tenus par le ministre de la défense, par le ministre de la delense, M. Jean-Pierre Chevenement, après que les parents de certains des disparus curent été reçus par un de ses collaborateurs

Le ministre avait alors notamment déclaré qu'e en fonction des informations recueillies les disparitions d'appelés du contingent dans la région de Mourmelon paraissent être de caractère criminel ..

 Non-lieu pour l'ancien maire communiste de Sarcelles.

M. Henri Canacos (PCF), ancien
maire de Sarcelles (Val-d'Oise), qui avait été inculpé de fraude électorale lors des élections municipales de 1983, a bénéficié d'une ordonnance de non-lieu. Le nouveau maire de la ville, M. Raymond Lamontagne (RPR), auteur de la plainte contre M. Canacos (qui avait été accusé d'avoir falsifié les résultats d'un bureau de vote et avait été ansuite battu à l'élection partielle rendue nécessaire après l'annulation du scrutin par la tribunal administratif), a fait appel de la décision du juge d'instruction qui n'a rétenu comme responsable de la fraude constanée qu'une employée municipale. ..

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du mardi 13 septembre 1988:

UN DECRET

• Nº 88-920 du 9 septembre 1988 portant modification du décret nº 87-36 du 26 janvier 1987 pris pour l'application des articles 27-1 et 70 de la loi nº 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et fixant pour cer-tains services de télévision le régime de diffusion des œuvres cinématographiques et andiovisuelles.

avant de constater « une symptoma-tologie dépressive partiellement

risque suicidaire ». Il n'en fallait pas plus pour l'interner. « On n'enferme pas les gens parce qu'ils ont des troubles du comportement », a plaide son avo-cate, Me Corinne Vaillant. « La loi a été prévue pour les fous furieux. Un expert va jusqu'à dire qu'elle soufexpert va jusqu'à unit qu'este sulfre de « manie procédurière ». Heu-reusement! Sans cela elle ne serait jamais sortie!» Le même expert avait estimé que son comportement ne présentait « pas de danger pour elle-même et pour autrul », ce qui devait permettre au tribusal d'Evry d'ordonner que le placement d'office soit transformé en placement volontaire, ce qui ne changeait pes grand-

masquée, mais entratnant un réel

Depuis la cour d'appel de Paris à annulé ce jugement, et le tribunal administratif de Paris a déclaré illégal l'arrêté de placement d'office pris par le préfet de police. Mais une partie des biens de Mª Ledrut a disparu et, à la détention, s'est ajoutée la perte des droits civiques.

A cette accumulation de préju-A cette accumulation de prejudices et de peine les conseils de l'agent judiciaire du Trésor de la Ville de Paris, du préfet de police et du directeur de l'appital n'ont fait que de brèves réponses, s'abritant derrière les rapports médicaux pour parler de « demande abusive ».

Objests 3 Pavocat du médicin. Il a Quant à l'avocat du médecin, il a estime que Ma Ledrut « refusait d'admettre une réalité économique et de prendre conscience de ses trou-bles psychologiques. Est-ce une attitude suffisante pour justifier un internement qui, qu'on le veuille ou non, n'a été interrompu que grâce à la persevérance de Mª Ledrut et aux interventions du groupe Information-asile, qui s'est constitué

Le tribunal, présidé par M. Jean Guigues, devra trancher mais, auperavant, il entendra le substitut da procureur de la République, M. Jean-Michel Bruntz, qui s'est donné jusqu'au 24 octobre pour faire.

MAURICE PEYROT.

Le faux viol d'Annie ou les excès de l'imagination

Annie, trente-cinq ens, n's nes été violée dans le train Paris-Pontoise le 2 septembre. Il n'y a iamais eu d'agresseur blond portant une fine moustache avec une petite étoile tatouée sur la tempe et ses deux complices antilleis et maghrébin n'existent pas plus que les voyageurs indifférents qui n'auraient pas tiré le signal d'atarme (le Monde du 8 septembre). Annie a inventé son viol. Elle l'a reconnu, lundi 12 septembre, devant les enquêteurs du service départemental de police judiciaire de Seine-Saint-Denis qui s'étonnaient de certaines incohérences apparues plusieurs jours après le début de l'enquête. Ainsi, le viol aurait été commis à l'étage supérieur d'un train à deux niveaux. Or, à l'horaire indiqué, circulait un train

Non, la peur, une autre peur, a guidé Annie. Elle était seulement très en retard et craignait en outre de ne pas pouvoir expliquer à son mari la cause d'un coup qui marquait son ceil, porté par des emis de rencontre dans des conditions confuses. Alors, Annie a menti en donnant des détails, trop de détails. Les policiers l'ont prise au sérieux, comme ils devraient toujours le faire, et ils ont enquêté... sérieusement.

Pour aider son imagination. Annie a sans doute aussi puisé dans une revue de télévision qui annonçait pour le mardi suivant un film aux « Dossiers de l'écren » sur Antenne 2, intitulé Tir groupé, où trois voyous ient une jeune fille dans un train de banflaue.

jugés par le tribunal de Bobigm pour répondre du délit d'∢ outrage à magistrat ».

Naissances - Agains at Please ROY

le 10 septembre 1988.

75017 Paris.

M. Fathi CHATILA,

survène le 8 septembre 1988. La levée de corps se fera le mercredi 14 septembre, à l'I héures, à l'hôpital de la Plaié-Salpètrière.

Une prière sera donnée pour le repos de son âme à le Mesquée de Paris, ce même jour à 11 h 30, suivie de l'inhuma-tion au cimetière de Neuilly-Nouveau.

- M™ Marie Dhellemmes, M. et M™ Maurice Dhe eurs culants et petits culants. Mes André Catrice,
ses enfants, petits-enfants et arriète

tits-enfants, Marguerite Dhellemmas, Mª Jean Letourneau-Dheile ses enfants et petiti-enfants, M. et M. Michel Dheller

eurs enfants et petits-enfai M- Gerard Duconlombier Dhellemmes, ses enfants et petits-enfants,

M. et Ma Pierre Macaigne, Ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès, l oclima (Camerouu), du

Pire ignace DHELLEMMES, de la Congrégation des Pères du Saint-Esprit, • Le Père des Pygmés •. elé à Dieu, le 8 septembre 1988

dans sa souvante-quinzième année, après quarante-huit ans de sacerdoce, dont La messe de funérailles et l'inhur tion out lieu à Yaoundé.

Une messe sera célébrée à son intention, le mardi 20 septembre 1988, à 19 heures, en l'église Saint-Michel, 12 bis, rue Saint-Jean, Paris-17 (métro La Fourche), par son neven Edouard Catrice, prêtre de la paroisse.

« Magnificat anima mea Domi

(Le Monde daté du 11-12 septembre.)

Les obsèques civiles ont en lieu au cimetière protestant de Ganges, le 10 septembre 1988.

Mr Bernard GUILLONNEAU, à la cour d'appei de Paris,

La cérémonie religieuse aura fieu ven-dredi 16 septembre, dans l'intimité

M. et Mar Emit presidents, lours enlant et petits-enlants, M. et Mar Georges Jay-Heyman, M. et Me Leon Jay-Brugge

leurs enfants et petits Et toute la famille, cat la douleur de faire part du décès de

ancien directeur du conservato de musique d'Amiens.

Les obsèques religieuses auront lieu en la cathédrale Notro-Dame d'Amiens le mercredi 14 septembre 1988, à 14 h 15, suivies de l'inhumation au cimetière Saint-Acheul-Nouveau.

8, rue des Francs-Muriers, 80000 Amiens.

- Les familles Laffon

Mª Suzanne LAFFON, chevalier de la Légion d'honneur,

La cérémonie religieuse aura lièn le jeudi 15 septembre 1988, à 8 h 30, en l'église Saint-Lambert de Vaugirard, place Gerbert, Paris-15°, où l'on se rés-

12 SCHI. mè douleur de faire patt du ont fime

i l'age de vingt ans, le 9 septer

M= Pierre Paillard,
M. et M= Jacques Davidson,
Les familles Davidson, Paillard,
Strauss, Teyssier et Herrenschmidt,

La cérémonie religieuse a eu tion au

Des dons penvent être adrends à la rechèrche contre le cancer.

M= Jean Menjuco, M. et M= Bernard Costs, sta filles et gendres, Alexis et Julien Contamine, Léocadie et Dorothée Costa,

ses petits-enfants, Les familles Comès et Raynaud, est la douleur de faire part da décès de

endormie dans le paix du Soigneur, le 11 septembre 1988, dans sa soixante-dit-neuvième année.

Sceanx (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille, à Saint-Estève (Pyrénées-Orientales), le jeudi 15 sep-tembre 1988, à 11 h 15, où les flears pourront être adressées.

14, rec de Penthièvre, 92330 Sceaux.

- M. et M∞ François Palangié

et leurs enfants.
Mª Marie-Madeleine Palangió M. et Ma André Palangié M. et M. Jean Bandel, M. et M. Jean Bandel, M. Yves Balard

et ses cuiants,

M= Louis Palazigié (†)

et ses enfants,

M= Clotifde da Chéyros, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décht de

M. Heuri PALANGIÉ. inspecteur général honoraire de l'Institut national de la statistiqu et des études économiques, officier de la Légion d'homacur, membra associé des Ailes brisées,

Ses obsèques religieuses ont été célé-brées, le landi 12 septembre, en l'église Sainte-Marie d'Anglet, suivies de l'inhu-mation dans le caveau de famille, au cimetière Saint-Léon de Bayonne.

12, rue Mabilion. 75006 Paris

6, avenue Guynemer, 64600 Anglet. - M. et M= Charles Finkel

et ses enfants, ont la tristesse de faire part du décès de cer oncie et grand-onci

survenu je 9 septembre 1988, k l'Age de

Réunion porte principale.

139, rue de Picpus, 75012 Paris.

- M. Lucien Slovès. on fils, M== Masha Weinstein

et leurs enfants. ses neveux et mièces

et leurs cufants, Et toute la famille.

19 septembre, au cimetière de Bagneux

On se réunire à 10 h 30, à l'entrée

- Jacqueline Theet. Paule Muller et Joan-Pascal Muller ont la tristesse d'anno

M= Juliette THUET,

en son domicile, le 29 août 1988, dans sa lacinérée, conformément à sa volonté.

Le service religieux, présidé par le pasteur Pierre Cochet, se déroulers le mercredi 14 septembre 1988, 1 14 heures, an temple de Neuillysur-Seine (Hauts-de-Seine), 18, boulevard d'inhermann.

Heureux les cœurs purs, ils ver-

9, rue de l'Orne, 92600 Aspières

Remerciements - Jacques NERSON

errie vivement tous ceux qui oot pris part à sa peine lors du décès ac le 19 août 1988, de son épouse

Patricia. Services religioux

M= Neily Ascoli Et ses enfants emercient pour toutes les marques de ympathie témoignées à l'occasion du

Ginlio ASCOLI,

et informent que les prières du mois auront lieu le 15 septembre, è 19 beures, à la synagogue de Neuilly, 12, rac

- Une cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 15 septembre 1988, à 16 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés, à la mémoire du

comte Roland de CHAMBURE.

décédé le 3 septembre 1988.

مكذا من الأصل

piensement endormi dans la paix du Sci-gneur, le 9 septembre 1988. « Le Seigneux est ma hundère et mon salut, que craindrais-je ? » lears enfants, M= Gérard Labovici M. Emile SAROVICI. croix de guerre 1939-1945, Les obsèques aurost lieu le mercredi 14 septembre, à 15 heures, au cimetière du Montparasse. Ni ficurs ni conformes. et ses enfants, M. et M= Moshé Porath M= Jacqueline Rabou, M. et M= Jacques Brudny ont la douleur de faire part du décès de M. Heari SLOVES. docteur en droit. auteur dramatique, essayiste, ancien combattant volontaire

Communication Le « duel » entre Christine Ockrent et Patrick Poivre d'Arvor Les héros d'une bataille publicitaire réduit ses critiades et ses boas mots

cette suprématie si elle veut rester la

Rien de changé à la tendance des deraiers mois : pour son nouveau journal sur A 2 lundi 12 septembre. Christine Ockrent n'a réuni que 18.2 % des foyers à 20 h 16, contre 26,8 % à son concurrent Patrick Poivre d'Arvor sur TF 1, selon les chiffres de SOFRES-Nielsen. Mais l'issue de cette première

passe d'armes est loin d'être décisive. Le duel ne fait que commencer entre ces deux monstres sacrés da petit écran, jadis associés sur Antenne 2 dans la reconquête de l'audience, aujourd'hui opposés à armes égales dans le grand rituel du journal de 20 heures.

Au-delà du sort personnel des deux champions, l'enjeu n'est pas mince pour les chaînes. A cet apo-gée du « prime time », le prix des trente secondes publicitaires ne des cend pas andessous de 200 000 francs et, en quelques écrans, les régies réalisent plus de 50 % du chiffre d'affaires de la chaîne. La Une, qui devance depuis plus d'un an sa rivale de deux à trois millions de foyers, doit conserver

« Madame Ockrent arrive, et mol

sa rancour.

reçus pendant le journal.

télévision-fétiche des annonceurs. A 2, elle, entend réduire l'écart pour légitimer à la fois ses recettes publi-citaires et la place du service public.

sans dérapages. Depuis quelques jours, TF l s'emploit à mettre en doute l'a indépendance » de la chaîne publique vis-à-vis du pouvoir, souligne les tiens familieux de Christine Ockrent avec un membre du gouvernement. Lundi soir, fort henreusement, la concurrence entre les deux télévisions avait retrouvé un peu plus d'élégance. Sobre, un peu tendue, Christine Ockrent a offert aux téléspectateurs un journal très ouvert sur l'actualité internationale avec de gros dossiers sur la visite de Yasser Arafat, le problème kurde et la libération de l'otage allemand. Seule concession au culte de la personnalité, un point d'orgue senti-mental en fin d'édition : « Je suis contente de vous retrouver. Vous m'avez manqué... » En face, Patrick Poivre d'Arvor avait quelque peu

pour présenter un journal particuliè-rement dense, nettement axé sur la France et les sujets de société. Deux styles, deux publics sans doute, une certaine complémentarité : la concurrence a parfois du bon. L'apreté de la bataille ne va pes Mais la guerre entre TF1 et A2 ne se limite pas à celle de Christine Ockrent et de PPDA. Elle com-

mence un pen avant vers 19 h 30. La chaîne publique a choisi d'opposer à « La roue de la fortune » et au Bébête show » cinq feuilletons français programmés chaque jour de la semaine. Pari difficile parce qu'il déroute les habitudes des téléspectateurs et démultiplie les risques. Qu'une seule de ces comédics ituations à la française décoive et l'échec risque de compromettre tout l'effort de création d'Antenne 2 et l'audience de son journal. Hier,

raudience de son journal. Priet.
Francis Perrin dans « Loft Story »,
plafonnait à 7 % d'audience, contre
plus de 29 % à l'indétrônable « Roue
de la fortune » sur TF 1. Duel à sui-

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La grogne d'Antenne 2

je me retire. » Paul Amar, rédacteur en chef adjoint, chef du service poli-tique d'A 2, choisit de laisser éclater Déjà déçu de ne pas disposer dans la grille de rentrée de l'émission politique qu'il demande depuis longtemps, voilà qu'il s'est ve signifier bar la bresentatrice du « 50 heures » son intention de diriger elle-même

les interviews d'hommes politiques Mais c'est surtout le salaire consenti par la chaîne à Christine Ockrent (120000 F par mois) qui provoque la rancœur de Paul Amar: C'est une humiliation pour la rédaction, à laquelle on refuse depuis des mois embauches, moyens de reportage et augmentations de salaire. Je récuse ces moeurs nouvelles dans le service public, cette perversion du système et cette imposture qui consiste à faire des présentateurs des stars. Le succès du journal de Christine Ockrent

sera le succès de toute la rédoction

Paul Amar, à qui la rédaction en chef du « 20 heures » a entre-temps précisé qu'il pourrait continuer de conduire an côté de Christine Ockrent les interviews importantel d'hommes politiques, a donc décide de repartir « quelques semaines » en vacances. Et de « secher » la converture du référendum.

Mais la colère du chef du service politique d'Antenne 2 est loin d'être isolée. La révélation du salaire de Christine Ockrent (pour lequel le contrôleur d'Etat n'aurait pas encore donné de feu vert) & échauffé les esprits et ravivé les rancœurs de la rédaction concernant le budget réservé à l'information. Un budget beaucoup plus étroit que celui de TF l, et qui limite les missions et reportages des journalistes. Une assemblée générale de la rédac-tion d'Antenne 2 s'est d'ailleurs réunie vendredi 9 septembre pendant près de trois boures à l'appel des

syndicats SNJ (Syndicat national des journalistes) et CFDT. « il y a maintenant trois rédac-

tions, se plaint une journaliste : celle des stars (Ockrent à 120 000 F, Leymergie à 100 000 F et Sannier à 60 000 F); celle des journalistes de base (beaucoup entre 14 000 F et 20 000 F; Paul Amar & 29 000 F); et celle des soutiers et pigistes (565 F net par jour). Le SNJ fait remarquer que le salaire de la nouvelle présentatrice

du - 20 heures - correspond au recrutement d'une dizaine de jeunes rédacteurs. Et la CFTC considère caduc l'accord salarial de 1988, qui prévoyait une augmentation de 2 % act qu'elle avait été la seule à signer. Enfin Elic Vannier, directeur de l'information, a été mandaté auprès de la direction de la chaîne pour lui exposer les revendications de la

rédaction. M. Francis Brun-Buisson directeur général, a déjà accepté le principe d'une rencontre avec les urnalistes vendredi prochain. ANNICK COJEAR.

- Montpellier.

Mª Alice FERRIÈRES. professeur de mathématiques, Juste des Nations,

sarvene à Montpellier, le 8 septembre 1988, à l'âge de soixanto-dix-buit aus.

Cl. Del Litto-Pascal. 1, rue de la Mosson, Montarmand, 34570 Pignan.

M= Suzanne Guillonneau,
 M. et M= Eric le Blanc,
 Arnaud, Stéphane et Axel le Blanc,
 ont la tristesse d'annoncer la disparition

eroix de guerre 1939-1940, evalier de la Légion d'houne

M. et M= Emil Meier-Jay.

maître Charles JAY, chevalier de la Légion d'hount Grand Prix de Rome,

Cet avis tient lieu de faire-part.

.Un registre à signatures rempla

ont la douleur de faire part du décès de

Eve at Michel PAILLARD,

Tous ses proches et amis, cus invitent à partager leur

temple protestant, rue de la Pré à Tours, le 13 septembre.

7, rue de Petit-Pré, 37000 Tours. - M. Pietre Raymand, m epoux, M. st M™ Patrick Couta

Mª Pierre RAYNAUD,

Les obsèques seront célébrées le mercredi 14 septembre 1988, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de

La famille accueillera ensuite ses amis à 18 beures, dans les salons de l'Automobile chib de France, 6, place de la Concorde (parking Concorde),

SCIENCES ET MEDECINE

Drogue sur ordonnance

Be nombreux toxicomanes remplacent les stupéfiants illicites par des médicaments détournés de leur usage thérapeutique.

A publication du Guide des 300 médicaments pour se surpasser intellectuellement et physiquement vient d'attirer brutalement l'attention du public sur un phénomène inquiétant, déjà dénoncé par cer tains médecins : l'abus massif par les toxicomanes de médicaments détournés de leur finalité thérapeutique et utilisés comme des drogues. Une nouvelle toxicomanie, presque aussi inquiétante que l'héroïnomanie et dont le dopage n'est qu'un des aspects mineurs,

Polymorphe, dispersé, et par définition marginal, le groupe des toxicomanes échappe aux tentatives de systématisation. Comme la société et la culture dont il est issu, le monde de la drogue a pourtant ses modes et ses tendances qui changent, au fil des

Cocktells détonants

Il en est ainsi de l'engouement des toxicomanes pour les médica et frappe de très nombreux toxicomanes : parmi les anciens héroīnomanes, nombreux sont ceux qui se convertissent aux médicaments, tandis que les jeunes néoqui n'ont souvent que treize ou quatorze ans, adoptent d'embiée cette forme de toxicomanie.

« L'héroïne est en train de passer de mode, constate le docteur Claude Olievenstein (Höpital Marmottan), ce n'est pas un hasard si elle est plus fréquente en bantieue qu'à Paris et dans les quartiers pauvres que dans les quartiers riches. Les médicaments utilisés par les toxicomanes sont nombreux. Les barbituriques et les tranquillisants ou les hypnotiques dérivés de la classe des benzodiazépinos voisinent avec certains sirops contre la toux, parents' pauvres et maigres substituts de l'héroine, et avec les amphéta-

Pris à des doses massives, mélangés entre eux et arrosés d'alcool, qui prolonge et multiplie leurs effets, tous ces produits forment alors des « cocktails » détonants qui plongent pour plusieurs heures le sujet drogué dans une ivresse et une hébétude pro-

comanie aux barbituriques est particulièrement grave et alarmante : le surdosage entraîne un coma brutal et le sevrage, qui peut s'accompagner de crises d'épilepsie et de délires, est toujours extrêmement difficile.

A la différence des autres abus médicamenteux, la toxicomanie aux barbituriques se double de vagabondage; au Forum des Halles, où le comprimé « Kounou - se vend à la pièce, dix à cinquante francs au marché noir, les accidents sont fréquents et certains jours, plus de vingt toxicomanes dans le coma sont amenés aux urgences de l'Hôtel-Dien.

A l'opposé des barbituriques, les amphétamines sont psychostimulantes. Inventées par les Japonais pendant la seconde guerre mondiale pour permettre de poursuivre le combat durant quarante-huit heures, ces substances ont progressivement été éliminées du marché ou inscrites au tableau B, le tableau des stupé-

La délivrance des produits inscrits à ce tableau est très strictement réglementée par un système particulier d'ordonnance, le carnet à souches. Ainsi, la morphine et ses dérivés ne peuvent être prescrits que pour une durée limitée à sept jours, les amphétamirles, inscrites su tableau B', une variante du tableau B, ne peuvent

Aujourd'hui, seules restent disponibles, sur prescription medicale, des molécules voisines des amphétamines, utilisées comme coupe-faim dans des régimes amaigrissants. C'est l'activité psycho-stimulante de ces produits qui est recherchée par les toxico-

Tromper l'ennui et la misère

Enfin, les dérivés de benzodiazépines qui occupent en thérapeutique une place importante, notamment dans le traitement de l'anxiété et de l'épilepsie, : viennent compléter le tableau de ces polytoxicomanies, et suscitent, elles ausai, une dépendance pro-

Dans les banlieues défavorisées, dans les quartiers les plus

pauvres des villes nouvelles, c'est donc le règne des « cocktails » : les bandes de jeunes errent. désœuvrés, sans travail et sans espoir, à la recherche de tout médicaments et alcool - ce qui neut tromper la misère. Pour se procurer des médicaments, l'imagination n'est jamais en défaut.

Les ordonnances sont volées ou falsifiées, les produits convoités raioutés à la main d'une écriture souvent tremblante. Des prescriptions vieilles de plusieurs années sont photocopiées avec des dates rectifiées. Enfin. il n'est pas toujours nécessaire d'avoir recours à ces mesures illégales : les pharmacies familiales recèlent des trésors, et certains médecins - heureusement très rares inconscients ou complaisants consentent parfois à signer des prescriptions. La toxicomanie aux médicaments ne procure pas les jeunes chômeurs, des enfants aux

Comment expliquer la vogue actuelle des médicaments chez les toxicomanes? Pour les psychiatres, il est incontestable que la peur du SIDA joue un rôle capi-

Tranquillisants et coupe-faim

Dans ce groupe qu'on estimait imperméable à toute éducation et même suicidaire, l'idée du risque de contamination par le virus HIV semble maintenant bien admise, d'autant que dans certaines villes, 60 à 70 % des toxicomanes sont séro-positifs. « La mort par le SIDA ne correspond pas à l'idéal du toxicomane », explique le docteur Alain

Cette toxicomanie spectaculaire et massive ne résume pas tous les aspects de la toxicomanie médicamenteuse. Il existe en effet un phénomène presque silencieux où certaines personnes sont devenues dépendantes de ces mêmes produits pris à des doses beaucoup plus faibles. Une frange de la population, souvent féminine et insérée dans la vie active, est devenue ainsi, en général à son insu, dépendante des tranquillisants ou des coupe-faim. L'impact de ce phénomène est encore mal connu même si de nombreux psychiatres s'accordent à penser que ses conséquences pourraient être

A ce titre, l'augmentation en France de la consommation des tranquillisants et des hypnotiques est inquiétante : entre 1980 et 1986, le nombre de boîtes vendues en pharmacie est passé de de 61.4 millions à 87.9 millions pour les tranquillisants, indique un récent rapport du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie). L'usage toxicomaniaque de ces produits est heureusement peu fréquent, constate le même rapport qui souligne que l'essentiel de la consommation se fait en quantité modérée.

L'existence de toxicomanie médicamenteuse soulève donc de nombreuses questions. Celles de l'éducation des médecins qui doivent savoir prescrire mais aussi d'une façon générale, celle d'une société qui, de plus en plus, a tendance à résoudre ses problèmes en s'adressant à des médicaments.

BÉATRICE OSTER.



Moins chère et presque accessible à tous, elle est, selon Claude Olievenstein, le fruit de l'ennui et de l'absence de perspectives, l'apanage des banlieues populaires, des

cruels tourments de l'héroîne. Debourg, psychiatre à Marmottan. Par ailleurs, il est certain que les condamnations très lourdes qui pesent sur l'héroine incitent, elles aussi, les toxicomanes à se

PERMIS D'EMPOISONNER

STOCKHOLM de notre correspondante

ES phoques mourant per centaines le long des côtes de putréfiés par des algues jaunes, offrent un spectacle de désolayeux humides et condamnés droit sur les affiches électorales du Perti social-démocrate su pouvoir, à quelques jours des législatives, qui devraient selon toute probabilité ouvrir, pour la du Parlement à un sixième parti, les Verts. L'environnement a autourd hui la vedette.

L'Etat poliueur

.. Mais il-n'y a pas que les pho-ques, la mer et les lacs qui souffrant de la poliution. Les Suédois en souffrent aussi à tel point que dix-huit mille d'entre eux meurent chaque année de mort prématurée, quatorze ans en movenne avant l'heure, de maledies induites par diverses substances toxiques, soit sur des lieux de travail dangereux sont épargnés) soit dans l'alimentation ou la nature. Dans un outrade au titre provocateur's Meurres avec autorisation de l'Etat, un chercheur suédois, M. Björn Gillberg et un biophysicien américain, M. Arthur Templin accusent directement l'Etat suédois d'être responsable de la situation qu'ils décrivers. La joi de 1969 sur la protection de

jusqu'à présent à l'office des spenses d'accorder trois mille six cents « permis d'empoisonner la nature s. en grande partie pour des raisons économiques. e Si nous nous en sommes sortis relativement bien, c'est parce que nous habitons un grand pays à faible population. terres, d'air et d'agu à salir. Mais la réalité a fini par nous rattraper, nous aussi », constate Biom Gilberg.

Meurtres avec l'autorisation de l'Etat s'appuie sur des statistiques officielles puisées notam-. ment dans le registre du cancer ainsi que sur des chiffres confidentiels auxquels les auteurs ont eu accès, grâce à un procès de quatre ans contre l'inspection des produits chimiques. « La probabilité de mourir du cancer aujourd hui an Suede est la même qu'en 1960, malgré les progrès de la médecine ? C'est scandaleux. » Si la pollution fait mount du cancer, que l'on ait été fumeur ou pas, elle tuerait aussi deux fois plus par des maladies cardiovasculaires.

La Suède, modèle écologique, plus présentable en tout cas que d'autres, comme on l'entend souvent. Biorn Gillbert n'y croit pes : (C'est nous maintenant qui sommes à la traîne. Si la Suède faisait aujourd'hui partie de la CEE, la commission des Communautés nous enverrait devent le tribunel européan du fait que nous nerépondons per aux normes en

FRANÇOISE NIETO.

Les « mitos » se mettent au vert

Les mitochondries utilisées comme outil génétique pour l'amélioration des cultures yégétales.

ES fleurs plus belles et des fruits plus gros, des graines de haute valeur nutritive, des plantes qui résistent mieux aux maladies et aux intempéries ; en moins d'un demi-siècle, a création de nouvelles variétés végétales a entraîné un accroissement sans précédent de la production agricole. Or, dans la panoplic indispensable au sélectionneur d'aujourd'hui, il est un instrument, fort méconnu du consommateur, la mitochondrie, qui devrait dans un proche avenir contribuer considérablement à l'amélioration des espèces culti-

Cette mitochondrie était à ce titre la vodette de la dernière semences.

conférence Jacques Monod du CNRS (1), qui vient de réunir, à Roscoff (Finistère), plusieurs dizaines de biologistes du monde entier - Europe, Etats-Unis,
Japon et URSS - autour du
e géname misochondrial des
plantes supérieures . Un titre
quelque peu rébarbatif derrière lequel se cachent de fabuleux enjeux agronomiques, qui mobili-sent déjà, rien qu'en France, plusieurs laboratoires du Centre national de la recherche scientifi-que (CNRS) et de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA); ainsi que la plupart des grands groupes privés impliqués dans l'industrie des

Sans elles, aucun animal, aucune plante, ne pourrait vivre. Qualifiées à juste titre de « poumons · des cellules, les mitochondries constituent, en effet, tout à la fois l'appareil respiratoire élémentaire et la centrale énergétique des organismes vivants. Par une cascade de réactions enzymatiques effroyablement complexes. ce sont elles, minuscules structures intracellulaires, qui convertissent l'énergie libérée par l'oxydation des áliments en une forme d'énergie directement utilisable par la cellule : l'adénosine triphosphate (ATP). Grace à elles, chacun de nous consomme ainsi, quotidiennement, plusieurs dizaines de kilogrammes d'ATP! Peu importe leur nambre, qui peut varier d'une poignée à plusieurs milliers selon le type de cellule auquel elles appartiennent. Sculecompte la surface totale développée par jeur membrane.

trouve l'ensemble enzymatique constituant la chaîne respiratoire.

Si les mitochondries réunissent périodiquement des spécialistes de tous les pays autour de leur petite personne, ce n'est pas seulement en vertu de leurs prouesses énergétiques. C'est aussi et surtout parce qu'elles possèdent, à l'instar des chromosomes nucléaires, leur propre patrimoine

> (Lire la suite page 19.) CATHERINE VINCENT.

(1) Organisées en 1987 à l'initiative de Jacques Demaille, directeur des sciences de la vie au CNRS, les conférences Jacques Monod ont pour objet de réunir, plusicars fois par au, des spécia-listes internationaux pour faire le point sur les recherches les plus récentes

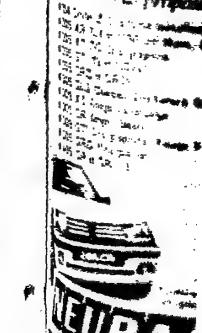
ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE LA TECHNIQUE SPATIALE

Dans le cadre de son département ÉCONOMIE et GESTION, le CONSERVATOIRE NATIONAL des ARTS et MÉTIERS organise un enseignement sur les ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES de la TECHNIQUE SPATIALE (sous la direction du professeur A. Lebeau), qui présente le développement spatial et analyse les liens qui existent entre ses aspects techniques et ses aspects socio-

Les cours auront lien chaque mardi de 18 h 30 à 20 h, à partir du 18 octobre 1988.

Les inscriptions sout reçues an CNAM. Le cours est cependant ouvert aux auditeurs libres.

292, RUE SAINT-MARTIN 75003 PARIS TÉLÉPHONE : 40-27-25-39





28/95 mg

On ne peut sans précaution réintroduire les animaux sauvages dans le milieu naturel.

UE nous ayons pu surprendre en plein jour, à proximité d'un village du Haut-Bugey, un jeune lynx en train de dévorer un agneau (le Monde du 7 septembre) prouve que les éleveurs de la région qui se plaignent d'avoir perdu des dizaines de bêtes ces derniers mois ne sont pas des affabulateurs. Désormais, ils peuvent tout craindre de ces petits carnassiers qui, à peine sevrés, se sout accoutumes à manger du mouton au lieu de pourchasser lièvres et chevreuils. L'affaire qui fait grand bruit donne aussi une leçon de prudence aux écologistes. On ne peut plus sans d'extrêmes précautions réintroduire dans nos écosystèmes civilisés des animaux qui ont disparu depuis des décennies.

THE SECTION OF

TOPE NO

the second section in

Property of the Sec.

1971 Sec 1881

A PERSONAL PROPERTY.

\$ 1 5 Be 21

E TEL

Sur offers with

ender of to need

Author and page 5

ser I company

್ಯಾಕ್ ಕಾರ್ಯಾಗಿ ಕೊಡ್ಡಿ

Tarbus e 🕟

grade in sign of take \$55

AND BEAUTIFUL

20 mm 20 gr 200 G

the state of the state of

The state of the state of

나는 그 나는 이 중단에 될 모두

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

See that has the seeds

gradition High # P

in all we are graded.

the state of the s

in the state of th

Mar Production

Section 1 1 2 2

Service Services of the Services

The state of the s

and April 1866 写象

II WERE

2 HERE TEST

La Carta

AND REPORT OF

an the state

378

The second second

PECTS SOCIAL-FLANON

MA TECHNIQUE IN

174

THE STATE OF

The second of the second

New York State

and the electronic Co

of the state of th

Per Tar

Pourtant le concept même de restauration de la nature est en train de remplacer celui de la simple conservation. Aux Etats-Unis comme en Europe, on s'aperçoit qu'il ne suffit plus de créer des qu'il ne suint pus de character de l'eserves et des pares nationaux pour maintenir en l'état quelques pans de nature sauvage. Sons la pression du tourisme, la dégradation continue. L'homme doit désormais intervenir pour restaurer les milieux naturels comme on retape un monument historique.

La réintroduction des espèces végétales et animales autrefois disparues est donc à l'ordre du jour. Elle suscite même un véritable engouement. Le premier colloque organisé en France sur ce thème se tiendra en décembre prochain (1). Les demandes de participation

sont déjà si nombreuses que les organisateurs ont été contraints de clore la liste des inscriptions. L'opinion est enthousiaste. Selon une enquête menée dans le célèbre Yellowstone, aux Etats-Unis, 75 % des visiteurs sont saborables à la réintroduction du loup, hypothèse qui soulève la fureur des éleveurs riverains du plus ancien des parcs nationaux américains.

En France, les projets de réintroduction portant sur les castors, les lynz et les mouflons ne manquent pas. Le naturaliste Jean-Pierre Raffin pose même publiquement la question : « Pourquoi l'ours ne serait-il pas un jour de retour dans

Services d'assistance

Le conseil supérieur de protection de la nature examine systématiquement toutes les propositions avant que l'environnement ne donne son feu vert. Le patron des « examinateurs », M. Jacques Lecomte, soixante-trois ans, qui appartient à l'Institut national de recherche agronomique (INRA), est souvent obligé de doucher » ces ardeurs. Il existe une sorte de cahier des charges non écrites de la bonne réintroduction, c'est à dire celle qui a quelques chances de réussir.

Première condition : choisir un animal qui n'a pas disparu depuis trop longtemps et le lâcher dans un milieu qui n'a pas subi trop de modifications. Serait-il raisonnable par exemple de faire pâturer

Lozère alors qu'ils en sont absents depuis treize siècles ? Lorsqu'on a installé des castors dans le parc du château de Vizille, dans l'Isère, ils ont commencé par abattre les arbres d'ornement plantés autrefois à grands frais. Denzième exigence : prévenir

très à l'avance les populations locales et faire leur éducation. L'irruption d'un nouvel animal est toujours un choc, notamment pour les chasseurs et les agriculteurs. Et il faut savoir prendre son temps pour s'assurer d'un consensus minimal. La réintroduction du lynx dans les Vosges n'a pu réussir qu'après sept années de préparation psychologique. Lorsque Bob Barbee, le directeur du Yellowstone, parle du loup il sait qu'il fauut-être une décennie pour que l'idée fasse son chemin.

Les conditions techniques du lacher doivent être seigneusement étudiées. Les Américains ont mis des années à trouver un procédé de réintroduction des oursons de grizzly dans le Montana. Ils les font adopter par des ourses noires. L'opération consiste à endormir l'ourson et la future mère, à les placer côte à côte et à les enduire de leurs excréments mêlés. An réveil, chacun reconnaît son odeur dans la fourrure de l'autre. Le tour est

Après un lâcher, il convient le plus souvent d'assister le nouveau venu. Si les vantours fauves ont pu se réacclimater dans les Cévennes c'est qu'on les nourrit de curcasses qu'ils ne pourraient plus trouver comme jadis dans les pâtures. Ces libres services devront désormais rester approvisionnés en perma-

Bien entendu, il n'y a pas de réinstallation d'une espèce dispa-rue sans qu'elle soit assurée d'un

minimum de sécurité. La première mesure consiste à l'inscrire sur la liste des espèces protégées. L'homme est toujours le premier des prédateurs. Puis il s'agit de faire respecter la loi. Sur les douze lynx lachés en 1983 dans les Vosges, quatre ont été abattus par des braconniers, bien que les car-nassiers aient été munis de coiliers émetteurs et surveillés de loin. En Lozère, il fant protéger des chiens errants les grands têtras qu'on vient de réintroduire. Les chiens perdus, qui se montrent agressifs lorsqu'ils sont en groupe, sont devenus la plaie des campagnes et même des banlieues. Ils constituent à présent une menace perma-

nente pour tout animal réintroduit. On ne peut non plus laisser une population nouvelle se reproduire sans limite. Elle risque de prolifé-rer et d'entraîner une réaction de rejet du milieu d'accueil. Des castors canadiens avaient été imprudemment libérés il y a quelques années sur les bords de la Loire. Ils ont pullulé au point d'occuper les ruisseaux et de provquer la colère des pêcheurs. Il a fallu les reprendre et les remettre en cage. Les lynx passés de Suisse dans le Jura français ont été tolérés tant qu'ils étaient peu nombreux. Leur nombre excessif et leurs mauvaises manières dans le Haut-Bugey vont, tôt ou tard, les exclure de la région.

On voit donc que toute réintroduction doit être gérée par un organisme permanent qui la prépare, l'exécute, en contrôle les effets et en assure le suivi durant des années. Le « retour à la nature » n'est plus un rêve d'écolo mais une

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Du 6 au 8 décembre 1988 à Saint-na-de-Gard (Gard).

PHARMACOPÉE DU LAGON

minutes, l'Alis, le bateau ocianographique dont le centre ORSTOM de Nouméa dispose depuis l'automne 1987, racie avec sa drague une des passes du récif-barrière qui entoure la Nouvelle-Calédonia. Les dragages, aussi bien dans le lagon que sur la versant extérieur du récil-barrière, réservent souvent des surprises en remontant des sepèces sousmarines inconnues. Mais cette fois, la surprise est grande : la drague a ramassé sur le fond ieurs centaines de balles de fusil probablement jetéss parus bord lorsque les Américains sont partis de Nouvelle Calédonie juste après la conde guerre mondiale.

La récolte de cette partie de pêche n'a pourtant pas été purament guarrière. Avant ce coup de filet » d'un genre un peu particulier, les plongeurs de l'ORSTOM avaient cueilli, sur le versant extérieur du récifnamera, plusieurs organismes marins. Parmi ceux-ci, une grossa éponge (Stellospongia et une petite (Verongia) ont été immédiatement passées au mixer. Un peu d'éthanol a été ajouté au « jus » vert et épais. Après filtration on a obtenu un liquide jaune clair qui sera congelé, lyophilisé et soumis à des extractions chimiques dans l'espoir d'y trouver des molé-

Ces éponges, en effet, ∉ sortent de l'ordinaire » et intéressent donc, outre Mme Cécile Debatus, M. Stéphane La Barre (du CNRS), le responsable local du programme SMIB (substances marines d'intérêt biologique), auquel participent l'ORS-TOM, to CNRS, I'INSERM, divers laboratoires universitaires français et étrangers et aussi la société Rhône-Poulenc.

Malgré le développement

extraordinaire qu'a connu la chimie organique depuis le début du siècle, on estime que les substances actives de la moitié des madicaments actuels sont e naturelles », c'est-à-dire qu'elles sont extraites ou copides > d'organismes vivents. Parmi ceux-ci, ies plantes représentent la très grande majorité. Mais de plus en plus, les spécialistes racher chent dans les invertébrés marins - encore très peu connus - de nouvelles molécules aux propriétés utiles en pharmacologie. Déjà, en 1987, le programme SNOM (substances naturalles d'origine marine, auquel a succédé le SMIB) a pris un brevet pour une molécule tirée d'une éponge qui pourrait avoir des vertus antitumorales. La preuve de son intérêt : un bateau soviétique draque les environs de la Nouvella-Calédonie pour trouver l'éponge en question.

Cartes, de nombreuses espèces marines peuvent « febriquer » des substances utiles. Mais les poissons se déplacent alors que les invertébrés marins sont peu mobiles ou même sont fixés sur le fond. Ce qui permet, lorsque les recherches nécessitent de nouveaux stocks de spécimens d'une espèce donnée, d'aller pêcher elle-ci directement sans perdire de temps pour en retrouver une Dejà, on sait que les subs-

tances extraites d'organismes marins ont des propriétés très veriées. On y trouve, en effet, aussi bien des antibactériens et des antifungiques que des ineecticides, des herbicides, des molécules antitumorales et même des produits très toxiques. Bien entendu, il sie suffit pas d'avoir repéré les propriétés de telle ou talle molécule pour que celle-ci soit immédiatement utilisée dans un produit commercialisé. Cinq ou six ans au moins d'études approfondies

nombreux autres laboratoires français ou étrangers sont aires avant de mettre éventuellement - la molécule sur le marché.

Vingt mille espèces recensées

Les chercheurs du centre ORSTOM de Nouméa s'intéressent, bien évidemment, au agon. Calui-ci, protégé par le récif-barrière, entoure la quelque 23 000 kilomètres carrés, il est l'un des pius grands du monde. La faune et la flore y sont systématiquement explorées et cartographiées dans le cadre d'un programme spécial dirigé par M. Bertrand Richet de Forges. Un millier de dragages ont été faits en trois ans et demi : on estime à vingt mitte le nombre des espèces vivant dans la lagon.

Ainsi, en 1984, dans le nord du lagon, a été découvert Amusium bailloti, un bivalve qui appartient, comme nos coquilles Saint-Jacques, à la famille des pectinidés. La colonie est en cours d'étude ; selon de premières estimations la population totale serait de 3 000 tonnes, dont 800 tonnes pēchables par an sans risque pour la survie de l'espèce, Cette coquille Saint-Jacques néocalédonienne est sensiblement plus petite que sa cousine euroune et son goût est différent, mais elle est tout sussi délectable et fait déjà partie des spécialités gastronomiques

Autre sujet d'intérêt siimentaire : la très riche faune qui vit sur les flancs des monts sousmarins (les seamounts ou guyots). Ceux-ci sont particullàrement nombreux sur la ride de Norfolk, qui s'étire du sud-ést de la Nouvelle-Calédonie pointe nord-ouest de la Nouvelle-Zelande. Les monts sous-marine sont des volcans qui ont ou non émergé tant qu'ils étaient actifs, puis ont été entraînés par l'inexorable dérive des fonds océaniques.

Importance économique potentielle

Ces seamounts ont un diamètre de 10 à 20 kilomètres. Ils s'élèvent de 1 000 à 2 000 matres au-dessus du fond du Pacifique et leurs sommets se situent entre 100 et 800 mètres sous la surface de l'océan. Certes, cas anciens volcans sous-marins permettent de reconstituer l'histoire géologique et géophysique de la formation du sud-ouest du Pacifique. Mais ils ont aussi une importance économique potentiel

Laur seule présence oblige les eaux profondes à remonter. Or les eaux profondes sont riches en éléments minéraux nutritifs qui constituent le premiet et indispensable maillon de la chaîne alimentaire. Grâce à ces minéraux nutritifs qui remontent dans le tranche d'eau où pénètre la lumière solaire, le phytoplencton est par le zooplancton, et ainsi de suite jusqu'aux gros poissons. Les pécheurs japonais et américains exploitent déjà les capacités de pêche de plusieurs secmounts du Pacifique...

chains, l'Ais doit aller étudier le potentiel économique de plusieurs anciens volcans sousmerins situés à moins de 370 kilomètres au large de la Nouvelle-Calédonie, c'est-à-dire dans la zone économique exclusive de la grande île. En outre, on sait déjà que les fonds du Pacifique sont henssés de très nombreux seamounts encore inconnus mais vraisembiablement intéressants.

YVONNE REBEYROL.

Les « mitos » se mettent au vert

(Suite de la page 18.) Mise en évidence à la fin des Boris Ephrussi, cette déconverte chromosomes (voir encodré). Les provoqua, à l'époque, un véritable séquences complètes de l'ADN coup de tonnerre dans le cel de la mitochondrial de l'homme, de la complète de la mitochondrial de l'homme, de la complète de la mitochondrial de l'homme, de la complète de la c tout entier contenu dans le novau cellulaire, il failut se rendre à l'évidence: porteuses elles aussi de molécules d'ADN (l'acide désoxyribonucléique, support de l'héré-dité), les mitochondries étaient capables de se multiplier indépendamment du rythme des divisions cellulaires, et de transmettre cette information génétique « cytoplasmique » (autrement dit située hors du noyau) à leur descendance. La génétique mitochondriale était

La suite, tous les biologistes la connaissent. En quelques, décennies, nos connaissances fondamentales sur cette génétique non mendélienne ont progressé à pas de géant. Avec un atout, si l'on ose dire, de taille, puisque la quantité d'information génétique contemue

" dans une mitochondrie est infiniment plus réduite, donc plus accessible, que celle contenue dans les génétique. Alors que l'on pensait, vache et de quelques autres anique le patrimoine héroditaire était maux ont ainsi pu être établies. mutations, localisées sur les genes mitochondriaux de la levure, permettaient au fil des recherches de mieux comprendre leur rôle et leur fonctionnement.

Intérêt fondamental, donc. Mais également économique, dès lors que l'on quitte les mitochondries de la levure et des ruminants pour s'intéresser à celles du règne végé-

« Pour des raisons encore mal comprises, l'ADN misochondrial des plantes supérieures, comparé à celui des animaux (15000 à 20 000 nucléotides) ou des champignons (75 000 nucléotides pour la levure), atteint une taille faramineuse, précisent les scientifiques. Plus de 200 000 nucléotides

pour le chou ou le radis, et dix fois plus pour certaines cucurbitacées, tel le melon musqué, » Rien d'étonnant, dès lors, à ce que les premières études réalisées sur ce génome mitochondrial atteint de gigantisme ne remonient qu'à la fin des années 70.

Mais le jeu en valeit la chandelle : apres 🗆 recherches et grâce à l'explosion des biotechnologies survenue durant le même temps, les mitochondries végétales, tous les travaux présentés à Roscoff le confirmaient, sont désormais en passe de devenir un outil indispensable aux electionneurs. Pour quelle raison ? Parce qu'elles sont directement impliquées dans une défi-cience héréditaire, que les spécialistes appellent la « stérilité male cytoplasmique ». Une deficience se traduisant par l'incapa-cité de la plante à produire du pollen fertile, qui se révèle, en fait, un avantage inestimable pour l'obtention de semences hybrides.

Les semences hybrides, on le sait, permettent de réunir, au prix de subtils croisements, les caractéristiques génétiques les plus inté-ressantes de deux lignées parentales au sein d'une nouvelle variété végétale. A l'heure où l'amélioration des plantes s'apparente de plus en plus à une technologie de pointe, elles sont door particulièrement prisées des agronomes. « Or, la lupari des espèces cultivées étant porteuses simultantment des organes de reproduction mâle et femelle, l'obtention de ces brides ne peut être efficace que si l'auto-fécondation est au préa-lable rendue impossible », rappellent ces derniers. C'est là tout l'intérêt de cette fameuse stérilité male mitochondriale, qui permet de s'affranchir de la fastidieuse castration manuelle, encore couramment pratiquée il y a quelques

Si cette longue et coûteuse opération reste encore nécessaire pour de rares espèces comme l'oignon, l'endive ou le poireau, les cultivateurs n'ont aujourd'hui plus guère recours à eile en ce qui concerne le mais ou la betterave à sucre, pas plus que pour le riz, le sorgho et le journesol. Pour toutes ces espèces de grande culture, des variétés « mâle stérile » existent en effet spontanément dans la nature, et co caractère est à présent largement employé pour l'obtention de variétés hybrides (2).

Mais la médaille a son revers. Et tous les spécialistes ont encore à l'esprit la catastrophe agronomique qui décima, en 1970, le mais américain. Plus de 80 % des lignées de maîs hybride cultivé aux Etats-Unis provenzient alors d'une unique lignée parentale « male stérilé », la lignée « Texas », rappellent-ils. Jusqu'au jour où une épidémic, provoquée par un champignon pathogène particulièrement viru-

destruction de la majeure partie de la récolte. Et la perte de plus d'un milliord de dollars... .

La leçon a porté. Et, s'il semble inévitable que quelques variétés à haut rendement se substituent progressivement aux multiples variétés traditionnelles existant autrefois, les agronomes sont formels : plus question désormais d négliger à ce point la diversité génétique, indispensable à long terme à la survie de l'espèce. D'où l'intérêt, pour créer de nouvelles sources de stérilité mâle, de recourir directement aux mitochondries. « En autorisant le croisement

de deux espèces qui ne peuvent s'interféconder dans les conditions naturelles, les techniques de culture in vitro permettent en effet. aujourd'hul, de transmettre à une variété végétale la stérilité mâle d'une autre espèce », précisent-ils. Les chercheurs de l'INRA sont ainsi parvenus, il y a quelques années, à fusionner des proto plastes (cellules végétales débarrassées de leur paroi cellulosique) de radis japonais « mâle stérile » et de colza, espèce pour laquelle on ne disposait jusqu'alors d'aucune stérilité mâle cultivable. Résultat : la naissance d'une nouvelle variété de colza, « mâle stérile » et porteuse des mitochondries du radis. Et des recherches similaires sont actuellement menées, dans plusieurs laboratoires, sur d'autres espèces végé-

Pour les biologistes, le nec plus ultra serait bien évidemment de transférer à volonté dans les cellules végétales, par manipulations génétiques, les gènes mitochon-driaux responsables de la stérilité mâle. Mais encore faudrait-il, pour cela, connaître plus précisément lesdits genes... Or, pour le moment, les chercheurs restent un peu déroutés devant l'immensité du énome mitochondrial végétal.

Mais patience: chez toutes les espèces étudiées, des différences physico-chimiques ont déjà été observées entre certaines protéines mitochondriales, selon qu'elles proviennent de lignées « mâle stérile - ou fertiles. En bonne logique, ces protéines sont donc apparen ment impliquées dans l'acquisition on la perte de ce caractère, et les gènes qui gouvernent leur synthèse ne devraient plus tarder à livrer leurs secrets. Qu'il s'agisse de recherche fondamentale ou de l'amélioration des plantes, les « mitos », comme les surnomment affectueusement les biologistes, n'ont pas fini de faire parier d'elles.

CATHERINE VINCENT.

(2) Une fois les hybrides obtants per condation croisée, la fertilité des lantes « mêle stérile » est restaurée afia de permettre aux nonvelles variétés de se reproduire dans les conditions naturelles. On utilise pour cela une ligade possodant des gènes mucicaires spécifiques, dits « restauratours de fertilité ».



ه الأصل

Economie

SOMMAIRE

Une série de mesures pour l'emploi seront adoptées le 14 septembre en conseil des ministres. Elles visent à réhabiliter le traitement social du chômage en profitant du répit offert par le mouvement de créations d'emplois (lire ci-dessous). E A la veille de la réunion des ministres des finances des Douze, la Commission de la CEE marque sa surprise devant les réserves de M. Michel Rocard sur le rapprochement des taux de TVA pratiqués dans les Etats membres (lire page 21). m M. André Sainjon, secrétaire général de la

Fédération métallurgique CGT, qui serait proche des contestataires du PCF, devrait guitter son poste (lire ci-dessous). ■ Conséquence de la baisse des prix du pétrole, les cours de l'or et des matières premières s'affaissent (lire page 24).

La lutte contre le chômage

Le plan du gouvernement vise à accompagner la reprise de l'emploi

Le plan emploi du gouverne-ment Rocard qui sera adopté le mercredi 14 septembre en conseil des ministres met l'accent sur le traitement économique du chômage. Si le chômage continue d'augmenter, l'emploi a connu une embelie en 1987 et au début de 1988. Le gouvernement espère bénéficier de ce répit pour enclencher des mécanismes plus sains de créa-tions d'emplois. D'ici à la fin de 1988, il ne désespère pas de ramener aux environs de 100 000 le nombre de chômeurs supplémentaires.

A défaut d'innovations révolutionnaires, le premier ministre va s'efforcer, à travers une série de mesures, de communiquer ses certi-tudes, sa détermination, et cherchera à provoquer le déclic à partir duquel les faits et les mouvements s'enchaîneraient selon un cycle ver-

Les éléments contenus dans le traitement économique se caractérisent par leur caractère éminemment symbolique ou ont un rôle incitatif. Ainsi en va-t-il pour l'effort accom-pli en faveur des CODEVI, qui vrait amplifier le dynamisme des PMI, des baisses des taux pour l'impôt sur les sociétés, les drois de succession ou, encore, de l'abaisse-ment du taux de cotisation pour les allocations familiales. Ce dernier sera ramené de 9 % à 7 % en deux ans, à raison d'un point par an mais le plafonnement sera supprimé.

Quand on sait que l'économie sera de l'ordre de 90 F par mois pour un emploi payé au SMIC. l'avantage accordé aux entreprises de maind'œuvre, théoriquement l'avorisées, moins déterminant que l'affirmation d'une volonté et d'une orientation. Cependant, rares sont ceux qui s'illusionnent sur les conséquences immédiates pour l'emploi de telles dispositions. Tout au plus imagine-t-on que cela devrait permettre aux employeurs d'anticiper sur un mouvement d'embauche, les plus réveurs voulant croire à la créa-tion de 10 000 emplois supplémen-

Le crédit d'impôt dopé

De même, l'exonération d'impôt sur les sociétés qui se créent, de 100 % pendant les deux premières années et de 50 % pour les deux années suivantes, ou l'exonération de charges sociales pour celles qui embaucheraient leur premier salarié, vont dans le même sens. Il s'agit de greffer des mesures d'aide sur des phénomènes existants afin de les soutenir et de les développer en montrant que l'on s'attache à la réduction du coût du travail. Puisque l'emploi semble vouloir repartir, il faut tout faire pour accompagner

Le groupe Gillette pourrait fermer son usine d'Annecy

Selon le comité d'entreprise de Gillette-France à Annecy (Haute-Savoie), la direction générale aurait fait connaître officieusement la pré-paration d'un plan de restructura-tion du groupe américain qui entralnerait la fermeture d'une dizaine d'unités sur soixante dans le monde, dont celle d'Annecy.

Dès le 12 septembre, le ministère Des le 12 septembre, le ministère de l'industrie a reçu une délégation syndicale CFDT-CGC et a indiqué, dans un communiqué, qu'il s'entretiendrait » prochainement » avec des représentants du groupe Gillette afin de leur demander des » éclaircissements ». De son côté, le comité d'entreprise avait l'intention de lancer, lors de sa réunion du 13 septem-bre, une procédure de « droit d'alerte ...

Le groupe Gillette préparerait ce plan pour compenser les consé-quences financières des OPA dont il avait été l'objet ces deux dernières années et qui avaient déjà justifié la revente des briquets Dupont. L'ensemble des mesures serait arreté au cours du conseil d'administration qui se reunira sin octobre à Boston. L'usine d'Annecy, seule unité de la filiale française, emploie cinq cents personnes, dont quatre cents menacées directement par l'arrêt de la production de lames de rasoirs, de pièces plastiques et de produits de toilette.

la reprise ou, mieux, pour ancrer ce qui pourrait être un changement de

Bien des aménagements ou des nouveautés retenus participent de près ou de loin de cet état d'esprit que le gouvernement souhaite popu-luriser. Mis en place par M. Jacques Chirac en décembre 1987, et encore dans sa phase de lancement, le cré-dit d'impôt pour la formation va être dopé. Les entreprises qui ont, en una dope. Les entreprises qui ont, en une année, augmenté leurs investisse-ments en formation de façon sub-tantielle ou celles qui se préparent à engager un programme lourd pour faire face aux évolutions technologi-ques pourront déduire ces sommes supplémentaires. Et en compte bien. supplémentaires. Et on compte bien, ainsi, accélérer l'adaptation des firmes et de leur personnel employé.

La mission confiée le 8 septembre au professeur Bertrand Schwartz, inscrit dans cette logique (le Monde du 9 septembre). Il devra (rouver des moyens, y compris les méthodes de formation, pour permettre l'évolution vers de nouvelles qualifications de travailleurs, souvent sous-qualifiés et peu formés, présents dans l'entreprise ou dans un bassin d'emploi en restructuration. M. Rocard pourrait également lui confier une mission sur les possibilités offertes par les emplois de maintenance.

Le développement local, quant à lui, a déjà fait l'objet d'une première mesure, la création d'un Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi (FRIL), ren-due publique le 6 septembre. Lancé conjointement par M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé des reconversions, et par M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, qui y participe à hauteur de 100 millions de francs, le FRIL sera doté de dra parallèlement aux régions qui accepteront de s'engager financièrement lors de la signature de contrats

Moins modeste qu'il y paraît, Moins modeste qu'il y paraît, donc, le FRIL a pour vocation de donner corps aux idées de développement local, de partenariat et de décentralisation des politiques d'emploi, souvent évoquées et auxquelles M. Rocard attache une importance particulière (le Monde importance particulière (le Monde du 10 mai), mais qui n'ont jamais réussi à prendre une dimension tan-gible, au-delà de multiples expériences isolées. Le FRIL interviendra d'abord sur

tout ce qui concerne le soutien à la

creation d'entreprise en aidant à la constitution de structures d'appui pour aboutir au maillage de réseaux d'assistance. Il s'agira de détecter les projets locaux, de les soutenir puis d'en assurer le suivi. • Sachant que 250 000 entreprises natssent par an, dont 70 000 dues à d'anciens chômeurs, et que 50 % d'entre elles disparaissent au bout de cinq ans, parsois pour des raisons idiotes, aide au conseil permettrait d'abaisser le taux de chute et améliorerait le rendement en emplois », resume-t-on au ministère du travail. Ensuite, le FRIL pourrait se consacrer à l'émergence d'activités, pas forcément du secteur marchand , suscitées par les collectifiés, par les collectifies et le considération et le consi vités locales, les associations et les promoteurs » hybrides », à la lisière de l'économique. Ce serair une laçon de reprendre, autrement, le

projet des « petits boulots ». Enfin, et d'abord dans les zones rurales, le FRIL pourrait contribuer tenariat pour des « équipements structurants, pourvu qu'ils soient intercommunaux ». On aiderait au démarrage d'activités, par exemple touristiques, pour aménager l'espace rural à un moment où l'agriculture ne parvient plus à sauver les campa-

Ravalement du traitement social

Quant au traitement social proprement dit, toujours prédominant mais appelé à stagner, il va bénéfi-cier d'opérations de ravalement. Celles-ci scront d'autant plus impor-tantes que l'évolution de l'emploi sera positive, mais il est d'ores et dejà exclu qu'elles remettent en cause des programmes établis.

M. André Laignel, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, qui souhaitait entreprendre une vaste campagne de « moralisa-tion », n'a pas été suivi. Le contenu

des TUC sera bien amélioré en for-mation, et l'Etat soutiendra budgé-tairement cette orientation. Mais les

stages n'auront pas de caractère obligatoire, et l'objectif de quatre cents heures de formation restera théorique. Il en ira de même pour le SIVP (stage d'initiation à la vie pro-lessionnelle), si contesté, qu'il appartient aux partenaires sociaux, signataires de l'accord de 1983, de Même le crédit-formation, voulu par le président de la République dans la *Lettre à tous les Français*, et

hativement élaboré par M. André Laignel (le Monde du 29 juillet), ne figurera pas dans la liste dos mesures nouvelles. Il a été jugé pré-maturé de fixer un objectif de cent mille bénéficiaires, même choisis parmi les moins de vingt-cinq ans. Le projet de crédit-formation a été, en fait, estimé trop important

pour être noyé dans un plan pour

Toutefois, des embryons du crédit-formation pourront être ponc-tuellement associés par la voie contractuelle aux dispositifs existants. A chaque fois, on ajoutera de la formation aux programmes dans le but d'enrichir des mesures sans nuire à leurs objectifs quantitatifs.

En insistant sur la formation, on mettra en place des systèmes modu-lables, si possible individualisés, afin tion, notamment pour les jeunes les publics en difficultés.

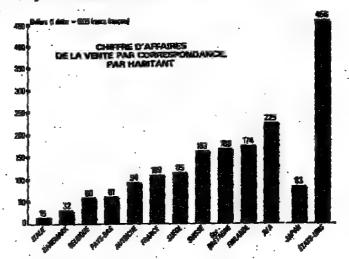
Une procédure semblable sera en faveur des chômeurs de longue durée, adultes ou jeunes, qui constituent le noyau central du traitement social. Il y aura davantage de souplesse. On jouera sur les durées de stages. Les mesures de suivi devien-dront systématiques, et cela des sep-tembre. En 1989 — et c'est une nouveauté, - une mesure spécifique et cibiée sera prise pour compléter l'allocation de formation reclassement de l'UNEDIC en faveur des chômeurs récents, dont les particula-rités sont celles de chômeurs de longue darée en puissance. Pour eux, des actions préventives seront lan-

Au total, l'ensemble de ces stages, hors TUC, Pil. (programme d'inser-tion locale) et formation en alternance, représenteront cinq cent mille places pour use dépense glo-bale qui correspondra à l'addition du budget de 1988, du 1,9 milliard mis en réserve pour le second semestre par M. Chirac, et du 1,5 milliard du décret d'avance arrêté par M. Poppend Mais le plan emploi M. Rocard. Mais le plan emploi n'est pas pour autant complet. D'autres orientations restent en pointillé et seront définies ultérieu-rement. Les impulsions et les signes esquissès, les grandes réformes sont pour demain pour demain

ALAIN LEBAUBE.

Les Etats-Unis, champions de la vente par correspondance

La France est, en Europe, an sixième rang pour le chiffre d'affaires moyen par habitant de la veute par correspondance (VPC), avec une dépense inférieure à celle constatée en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne et en Suisse, mais bien supérieure à celle des Belges et des Italiens. Le tout très loin derrière les Etats-Unis, Si l'on considère le chiffre d'affaires global, les Américains restent champions toutes catégories, avec plus de 111 milliards de dollars, très loin devant l'Allemagne fédérale (près de 14 milliards de dollars) et le Japon (10 milliards). En Europe, avec 6 milliards de dollars (36,5 milliards de francs), la France vient au troisième rane, antès l'Allemagne et la Grande-Bretaune avec o ministres de soulars, sprès l'Allemague et la Grande-Breingne (6,7 milliards de dollars), ce groupe de tête de trois pays surciassant largement le quatrième de la liste, la Suisse, qui dépasse tout juste le milliard de dollars.



Source : Marketing logistics Inc.; Syndicat des entreprises de vente per correspondance et à distance.

En France, in VPC représente 2,6 % de la totalité de l'activité commerciale de détail, coutre 0,5 % en Italie; 1,2 % en Belgique, 3,5 % en Grande-Bretagne, 4,6 % en Allemagne et environ 10 %

Dans l'activité de la VPC en France, le textile (habillement et son) représente près de la moitié du chiffre d'affaires (48,7 %), sublement et la décoration 11 %, l'édition (livres, disques, remes) 8,5 %, le secteur photo-ciné-son, comme l'hygie 3,9 %, l'alimentation et les boissons seulement 2,5 %.

3,9 %, l'aimentation et les boissons sentement 2,5 %.

Il existe en France six entreprises de VPC dont le chiffre d'affaires réalisé uniquement par correspondance (certaines d'entre elles out d'autres activités, magasins on houtiques) dépasse le milliard de francs: La Redoute (7,9 milliards), les 3 Suisses (5,6 milliards), la CAMIF, Coopérative des adhérents de la mutuelle des instituteurs de France (3,5 milliards), la Blanche Porte, contrôlée par les 3 Suisses (2,2 milliards), Quelle France, filiale d'une société allemande (1,5 milliard) et Yves Rocher (1 milliard).

Remous politiques à la fédération de la métallurgie

M. Sainjon abandonne ses fonctions à la CGT

Depuis juin, M. Sainjon n'avait plus qu'une alternative : rester usqu'au prochain congrès fédéral en 1990 en jouant les hommes de paille ou démissionner avec éclat auparavant. Il avait opté pour la seconde solution, envisageant de partir, « dans l'honneur », avant Noël. Mais les événements se sont précipités.Les « majoritaires » de a direction fédérale ont confirmé récemment leur intention de licencier dix-huit permanents de la fédération. Ils ont en majorité entre trente et quarante ans et sont, pour la quasi-totalité d'entre eux, proches de M. Sainjon. Ce dernier ne pouvait accepter un tel défi, ce qui explique sans doute qu'il ait présenté sa démission au bureau fédéral le 8 septembre.

Cette démission pourrait être suivie par le départ d'un certain nombre de militants restés sidèles à M. Sainjon, Le vendredì 12 septembre, un comité exécutif fédéral (de 81 membres), où M. Sainjon dispose théoriquement d'une majorité étroite mais réelle, est convoqué. A l'ordre du jour : « La situation dans la fédération » et Les luttes Renault ..

Toute la question est de savoir si les amis de M. Sainjon vont choisir de se battre à l'intérieur de la CGT ou prendre, comme tant

d'autres avant eux, la porte de frais : 250 000 adhérents revendisortie. Ouoi qu'il en soit, la démission de M. Sainjon, âgé de quarante-cinq ans, aura de fortes répercussions au sein d'une centrale qui est entrée dans la phase active de préparation de la succession de M. Krasucki, prévue normalement pour le prochain congrès confédéral de mai 1989.

Proche des « rénovateurs »

Pourtant, lorsque M. Sainjon était devenu, à trente-trois ans, en povembre 1976, secrétaire général de la fédération de la métallurgie, le plus brillant avenir était promis à ce jeune homme qui, avec son éternel costume troispièces et son allure bon-chicbon-genre, avait davantage l'allure d'un cadre supérieur que du tourneur qu'il avait été un court moment... A la tête de cette importante fédération -300.000 adhérents revendiqués en 1979, - il avait mené de nonbreuses eluttes », notamment dans la sidérurgie et l'automobile, en s'inscrivant, sans problèmes apparents, dans la ligne confédérale. A son poste, il avait ressenti surtout l'effondrement de l'emploi dans la métallurgie, dont sa fédéqués en 1981, 150 000 en 1985, mais en réalité entre 60 000 et 80 000 membres.

Souvent critiqué vis-à-vis du

gouvernement socialiste après 1981, M. Sainion fut rapidement jugé trop «mou», surtout après qu'il eut pris ses distances avec la stratégie SKF » qui avait conduit, dans cette entreprise d'Ivry, à des actions violentes et minoritaires en juin 1985, M. Sainjon devait ensuite se démarquer des opérations médiatiques menées chez Renauit à l'été 1985, préférant que des manifestations soient conduites « avec l'ensemble de nos militaris sans exception ». Devenu plutht proche des « renovateurs ». il. avait pourtant perticipé à la campagne présidentielle, contre. M. Mitterrand et mon M. . Mitterrand et pour M. Lajoinie. Il réfusait de plus en plus que sa fédération se trouve chapean-tée par la confédération, estimant qu'il fallait au contraire « réactiver » les différentes branches de la métallurgie.

Avec sans doute M. Demaison à sa tôte, la métallurgie CGT, va appliquer totalement la ligne confédérale, Mais le départ de M. Sainjon est le signe d'un malaise interne plus général.

MICHEL NOBLECOURT.

ration fit en grande partie les

M. André Sainjon restera-t-il membre du comité central du Parti communiste français? Si, selon la version officielle, les dirigeants ne siègent pas ès qualités professionnelles, mais au titre de leurs qualités personnelles, au « parlement du parti », il est évident, malgré tout, qu'une haute fonction syndicale, à la CGT par exemple, peut faciliter l'accès et le maintien dans cette instance. ll'étant plus secrétaire général de le fédération cégétiste des travall-leurs de la métallurgie, il sera peul-âtra invité, discretament, à ne plus venir plece du Colonel-Fabien, où certains de ses rades a ont remarqué qu'il ne fait plus preuve, depuis plusieurs mois, d'une présence assi-due aux réunions du comité central. A moins qu'il n'en preme l'initiative de son propre chef.

M. Jaen-Louis Fournier, responsa-ble de la CGT à Renault-Billancourt, est beaucoup plus dans la ligne du parti que son e petron a. M. Fournier, qui svait remplacé M. Daniel Lacroix, ancien responsable des commu-nistes de l'usine de l'Ile Seguin, à l'occasion de son éviction du comité central au vingt-cinquième congrès de février 1985, a parfai-tement appliqué à Billancourt la politique « musclée » décidée au buresu politique du PCF. Une lione que d'aucuns, à la CGT et au parti, qualifient de « gauchiste ».

Pratiquement « interdit de SÉIGUI » dans cette usine de la Régie per les amis de M. Fournier, objet d'atteques des « durs » de la CGT au sein même du comité

convoqué par M. Georges Mar-chais, le secrétaire général du PCF, un mois avant le demier congrès. Ses amis avaient alors pensé que son haure avait sonné et qu'il devrait quitter le comité central. En réalité, M. Marchais lui fit un exposé sur * l'importance » du secrétaire de la métallurgie, en faisant une allusion à des problèmes internes au parti. Il s'agis-sait des tédérations récalcitrantes de Meurthe-et-Moselle, normalisée depuis lors, et du Doubs, tenue per des opposents reconstructeurs ». Dans les deux départements, les métallos cégé-tistes n'étaient pas jugés favora-blement par la direction du parti. La « normalisation » va être

oèrea auto aismo

O. B.

REPERES

Conjoncture est « sous contrôle »

selon les banques centrales

Les gouverneurs de banques cantrales des principaux pays industriels du « groupe des dix » (en fait onze pays avec la Suisse) ont estimé, le lundi 12 septembre à Bâle, que e l'inflation est fermement sous contrôle ». C'est ce qu'a affirmé le président de la Bundesbank Kari-Otto Põhl, qui présidait la réunion. « Nous sommes tombés d'accord », a-t-il dit, pour estimer que les e craintes inflationnistes se sont aosisées en raison de la décision des banques centrales de relever leurs teux d'intérêt », interrogé sur le niveau du dollar, le responsable de l'anstitut d'émission ouest-ellemend a indiqué qu'il ne possit pas de pro-blème pour les Allemands comme pour les Américains. D'autres participants à la réunion ont précisé que les interventions concertées pour contrôler l'évolution de la devise américaine avaient représenté envi-ron 10 à 12 militards de dollars au cours des deux demiers mois, la Bundesbank et la Réserve fédérale américaine ayent été les plus actives.

Mouvements de capitaux

Ralentissement des sorties d'Allemagne fédérale

Le rythme de sortie des capitaux d'Allemagne fédérale s'est sensible-ment ralenti en juillet. La belance des capitaux à long terme a vu son déficit revenir à 6,96 milliards de deutschemarks contre 11,58 milliards en juin. Sur les sent premiers mois de l'ennée, ce solde négatif représente malgré tout 57,6 milliards de deutschemarks contre un excédent de 12,58 milliards durant la période correspondante de 1987. La balance globale ouest-allemande, qui tient également compte des mouvements de capitaux à court terme, fait apparature, durant ces sept mois, un déficit de 67,94 milliards de deutschamarks, un record abacilu à comparer aux 24.37 millierds de la période janvier-juillet 1887.

Un avenir incertain au comité central dans cette instance de direction.

ciel : l'harmonisation des impôts

perçus sur les revenus des actions et des obligations entraînera en France

ues obligations entraînera en France une baisse des recettes fiscales. La diminution serait plus douloureuse pour l'Etat s'il fallait lui ajouter celle résultant d'un rappropla

celle résultant d'un rapprochement de nos taux de TVA de ceux préco-

nisés par Bruxelles. M. Rocard

ble amputation.

consommation.

rejette la perspective de cette dou-

· La France sollicite un mora-

toire de deux ans, mais 1992 se rapproche et il faut plutôt faire

vite que lentement. Si on acceptait

un moratoire, le calendrier ne serait

plus tenable », a ajouté un porte-parole, en soulignant que si l'on vou-

lait obtenir la suppression des contrôles aux frontières, il n'y avait

pas d'alternative à la voie proposée par la Commission de rapprocher les

taux de TVA, ainsi que les droits d'accises, c'est-à-dire les droits à la

La Commission est d'autant plus

étonnée que, dit-elle, seion les cal-

culs effectifs, ses propositions, en terme de recettes fiscales, devraient

être pratiquement neutres pour plu-

sieurs Etats membres, dont la

sur les alcools, les tabacs, etc.).

France, la baisse des rentrées de TVA étant compensée par l'accrois-sement des droits d'accises (taxes

La Commission fait encore valoir que le supplément de croissance qu'on est en droit d'attendre de la libération complète des échanges

des marchandises, des capitaux et des services, se traduira par un accroissement des impôts perçus, de

nature à rassurer M. Rocard. Dans

le cas où cette hypothèse ne se véri-

fierait pas, « chaque gouvernement aurait le loisir d'ajuster sa fisca-

lité », par exemple en relevant le niveau de l'impôt sur le revenu. On

sait que c'est une direction que récuse le premier ministre.

« Si on veut le grand marché, il y

a des efforts et parfois des sacri-

fices à consentir; on a perdu cela de

vue ., a conclu le porte-parole, en se

félicitant cependant de constater

que, de la sorte, « le vrai débat

PHILIPPE LEMAITRE.

Samples Christian St. 181

mente I t. l. et in annin e 'ma

and the first of the late of the

to moute de . t. " faller &"

4.6 . er immeger erret

18-48 PM 600

en factgest in 1992

Tomation to their the

miliare e 'en ber

REPERES

Fresh Company

A CONTRACTOR

Compara or sileren e:

La Commission de Bruxelles surprise par les propos de M. Rocard Le lien n'a pourtant rien d'artifi-

BRUXELLES (communautés européennes) de notre correspondant

Les propositions de la Commis-sion européenne visant à rapprocher, d'ici à la fin de 1992, les taux de TVA pratiqués dans les Etats mem-bres, seront à l'ordre du jour de la session informelle que les ministres des finances des Douze tiendront le 18 septembre en Grèce. M. Jacques Delors, le président de la Commis-sion, et Lord Cockfield, le viceprésident chargé de la mise en place du marché intérieur, assisteront à la du marche interieur, assisteroit à la réunion. M. Nigel Lawson, le chancelier de l'Echiquier, avait déjà fait connaître son hostilité aux propositions de la Commission four par ailleurs en pages politiques les propos de M. Delors aux journées propos de M. Detors dux journes socialistes de Vienne). Après leur rejet par M. Michel Rocard, il devient difficile d'imaginer qu'elles puissent être un jour adoptées telles quelles par les Douze.

Reste aux ministres à définir dans quelle direction il convient de tra-vailler. Est-on toujours décidé à sup-primer les contrôles aux frontières, comme le prévoit l'Acte unique, ce programme de la relance de la construction européenne approuvée

par les chefs d'Etat et de gouvernement, en décembre 1985 à Luxem-bourg? Si tel est le cas, quelle solution envisager, qui permette de surmonter les objections différentes, voire contraires, faites par MM. Lawson et Rocard?

· Nous avons été un peu surpris. dans la mesure où le gouvernement français avait jusqu'ici plutôt apporté son soutien aux proposi-tions de la Commission... C'est d'autam plus regrettable que la France sigure parmi les Etats me bres qui, ont appuyé, avec le plus grand enthousiasme, le projet de grand enthousiasses, prontières », a déclaré, lundi 12, un porte-parole de

La déception, ainsi qu'un certain embarras, sont évidents, au point que l'argumentation développée pour s'étonner de la position prise par M. Rocard n'est pas toujours convaincante. Nous sommes surpris de voir le premier ministre français établir un lien entre l'har-monisation de la fiscalité de l'épargne et le rapprochement de la TVA. Pour la fiscalité de l'épargne, la Commission s'est engagée, en effet, à faire des propositions avant la fin de l'année , a commenté le porto-

Le projet gouvernemental d'impôt de solidarité sur la fortune

Un taux supérieur à 1% serait une erreur estime M. Alphandéry

 Une proposition maladroite :

 estime M. Edmond Alphandéry, porte-parole du groupe de l'Union du centre,

 répondant dans une interview aux Echos à la question de savoir si la proposition de certains socialistes voulant créer un quatrième taux à 1,1% pour l'impôt de solidarité sur la fortune était ou non « acte de guerre ».

· Franchir le seuil psychologique de 1%, c'est aussi laisser craindre que la progressivité de l'ISF pourrait être aggravée ultérieurement au fil des lois de sinances (...). L'étranger observe avec attention la politique économique de M. Bérégovoy. Auention donc aux conséquences du durcissement de l'ISF sur le marché des changes, surtout un contexte où beaucoup

sens d'un allégement et d'une simplifi-cation, sjoute M. Alphandéry. Mais l'ISF est une disposition archaique. Elle est contraire à la construction européenne. Elle se retournera contre l'emploi. Nous sommes donc contre. Le gouvernement sacrific au mythe. C'est

un peu le prix à payer pour l'élection. M. Alpandéry ajoute que les centristes tenteront de corriger « les effets le plus nocifs du texte », ajoutant : «Si le gouvernement nous suit, alors nous pourrions ne pas voter contre le texte. •

D'autre part le président de la Fédération de l'immobilier (FNAIM), M. Jacques Longuet, a déclaré lundi 12 septembre que « des capitaiex commencent à partir à l'étranger ». Soulidu cap de la rigueur. Nous nous oppo-serons donc à cette suggestion. Nous sommes pour la solidarité et nous n'avons jamais été hostiles à une réforme de la fiscalité du patrimoine à condition qu'elle aille dans le

M. Michel Rocard et les contrats Etat-région

Le sort du patrimoine des Houillères du Pas-de-Calais

LILLE .

de notre correspondant

M. Michel Rocard a effectué, hundi 12 septembre, un rapide déplacement dans le Pas de Calais, dans la commune minière de Liévin. Par cette visite sur le terrain, le premier ministre metrait en quelque sorte un point final au tour de France engagé à sa demande par plusieurs ministres de son gouvernement, pour relancer et donner un souffle nou-veau aux négociations sur les comrats

En inaugurant officiellement les locaux du comité de développement locaux du comité de développement économique de Liévin qui regroupe sept communes ainsi que des organismes consulaires, et qui a permis, depuis sa mise en place en 1963, la création de plus de trois mille emplois dans un bassin minier en pleine récession, M. Rocard a voulu marquer symboliquement son soutien à ce genre d'initiative locale : La lutte contre le chômage, a-t-il décharé, même si elle comporte des éléments nationaux, est très largement une lutte locale. Le gouvernement ne peut faire pour vous que ce que vous êtes prêts à assumer vous-mêmes. L'argent n'est que la seconde condition du développement; la precondition du développement; la pre-mière condition, c'est qu'll y ait des hommes et des semmes et qu'il y ait des

Là où ces conditions sont remplies, l'Etat est prêt à intervenir. Et c'est tont l'objet de la procédure des contrats de plan Eixt-région, que M. Rocard avait

Séminaire sur les régions. -L'institut d'études politiques de Paris organise, le jeudi 22 septembre, un séminaire consacré à la planification et su développement économique des régions dans le contexte français et européen. Parmi les thèmes traités figureront notamment le bilan du IX Plan, les perspectives du X Plan et de futurs contrats de plan Etatrégions, l'insertion de la planification régionale française dans le cadre de la bolitidhe en obseuve q ameriade ment régional, la prise en compte du problème spécifique des zones

* Service de formation continue de l'IEP de Paris, 215. Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. 45-49-51-94 et 45-49-50-97.

inventés en 1982 en tant que ministre chargé du Plan et qu'il entend relancer après la mise en veilleuse opérée sous le

uvernement précédent. Les élus du bassin minier ont Les élus du bassin minier ont exprimé, devant le premier ministre, par la voix de M. Jean-Pierre Kucheida, député et maire de Liévin, et celle de M. Noël Josèphe, député, président du conseil régional, leur vif souhait de voir cette « philosophie » s'apptiquer à la délicate question de l'habitat minier. Les Houillères du bassin Nord-Pas-de-Calais possèdent encore quelque quatre-vingt-dix mille logements dans l'ensemble du bassin : un patrimoine important, évalué à 7 milliards de francs, mais qui se dégrade. Fant-fi francs, mais qui se dégrade. Fant-il francs, mais qui se degrade. Pant-il détruire ces corons, ces quartiers entiers construits pour la mine quand celle-ci a disparu, comme le suggérait un rapport administratif publié en 1987 et qui avait provoqué un tollé parmi les étus du bassin? Ou faut-il les réhabiliter, les rénover et en même temps faire le pari du développement et de l'arrivée d'activités nouvelles et diversifiées ?

C'est évidenment cette seconde solution que les êtus choisissent et ils contestent que les Houillères puissent être chargées de sa mise en œuvre. Il être chargées de sa mise en œuvre lu veulent être les acteurs de ce renouveau et réclament le transfert de ce patrimoine immobilier vers une structure qui associerait élus, communes, dépar-tement, Etat, HLM, etc : « Ce pairimoine a été payé par la sueur et le sang des hommes », à plaidé M. Kucheida, qui avait emmené quelques minutes plus tôt le premier ministre devant la sale Confe è le prémier des communes plus confe à la mémoire des communes plus Confe à la mémoire des communes par la commune des conferences des communes des conferences des conferences des conferences des conferences de conferences d stèle élevée à la mémoire des quarantedeux mineurs victimes de la caiastrophe minière de Liévin en 1974.

« Les élus locaux ont raison de refuser un choix de rejet, d'exclusion, de solution brutale... Je n'incrimine pas les Houillères mais leur fonction est quire », à répondu M. Rocard, ca retenant miles pas part miles par nautre ... a repondu M. Rocard, en retenant qu'on « pouvait imaginer un transfert de patrimoine ». Le premier ministre a annoncé qu'il chargeait M. Philippe Essig d'une mission sur cette question : M. Essig devra établir un bilan de la situation et faire des promotions M. Rocard e embelté qu'il positions. M. Rocard a souhaité qu'il fournisse les conclusions de cette mission avant la fin de l'année, pour que ce dossier puisse être intégré au contrai de plan Etat-Région.

JEAN-RENÉ LORE.

AFFAIRES

Le rapport annuel de la Société financière internationale

La reprise des investissements dans le tiers-monde a essentiellement profité à l'Asie

nomène historique . : désormais, les gouvernements - comptent de plus en plus sur les entreprises privées comme instrument de croissance Ce constat du rapport annuel publié le mardi 13 septembre par la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale spécia-lisée dans la promotion du secteur privé dans le tiers-monde, recouvre des réalités très différentes seion les régions. A l'exception, notable, de l'Asie, la volonté de libéralisation des économies n'a pas provoqué de retour en force des investisseurs étrangers. Si les investissements privés directs sont passés à 12,5 miliards de dollars en 1987 contre 9,7 milliards un an auparavant, les niveaux moyens de la période 1981-1984 - 15.7 milliards de dollars n'ont pas été retrouvés.

Les pays asiatiques constituent un cas à part. Leur dynamisme et la nécessité, pour le Japon, de recycler ses excédents ont conduit à une vive augmentation des investissements nippons dans la région : de 1,4 mil-

L'environnement économique liard en 1985, ils passaient à plus de international a toujours problématique pour la plupart des pays en développement masque un a phénomène historique a désormais les américaires ent hénéticié d'un léger américaire ent hénéticié d'un léger américaire. endettes, en majorité latino-américains, ont bénéficié d'un léger regain d'intérêt des investisseurs. Par contre, l'Afrique continue de connaître une évolution préoccupante. En dépit d'efforts considérables - pour ouvrir les frontières, instaurer ou amender les lois sur les investissements, privatient les actes investissements, privatiser les entreprises nationalisées, la croissance est restée décevante et l'investissement privé déprimé.

Les auteurs du rapport reconnaissent qu'en relevant le défi de la pro-motion du privé, les gouvernements exposent dans un premier temps les chefs d'entreprise à de nombreuses difficultés : hausse des prix à l'importation provoquée par des dévaluations, renchérissement du crédit du à la libéralisation des marchés de capitaux dans une période de pénurie de ressources, concur-rence aiguisée sur le marché intérieur en raison de la réduction des restrictions aux importations. Ils estiment, toutefois, que tel est le prix à payer pour faciliter une « crolssance stable et soutenue ».

ETRANGER

Fin de la grève des postes en Grande-Bretagne

Le Syndicat des postiers et la direction du Royal Mail sont par-venus à un accord, le lundi 12 sep-tembre, mettant fin à une grève qui paralysait depuis douze jours la dis-tribution du courrier en Grande-Bretagne. Le leader du syndicat a annoncé que le système des primes réservé aux employés acceptant de travailler dans la région de Londres et du Sud-Est, à l'origine du mouvement, sera maintenu dans l'attente de l'ouverture de négociations sur son aménagement.

Les syndicalistes voulaient que ce système de primes, mis en place en raison des difficultés de recrutement dans ces régions, soit abandonné ou étendu à l'ensemble du personnel.

Ils ont également accepté l'emploi de personnel temporaire, un autre sujet conflictuel, pour trier le courrier accumulé. Il faudra au moins deux semaines

avant un retour à la normale dans les centres de tri du Royaume-Uni où quelque cent cinquante millions de lettres et paquets sont bloqués en raison du conflit. Cette grève a été la première de cette ampleur dans les postes britanniques depuis dix-sept ans. Elle aura donné de nouvelles armes à ceux qui réclament la fin du monopole du Royai Mail, l'une des rares entreprises du secteur public à avoir échappé au programme de privatisations du gouver-nement de M= Margaret Thatcher.

Bongrain vise la charcuterie américaine

Le groupe français International Fish and Meat (IFM), filiale de la Soparind (holding de diversification du groupe Bongrain), vient de lan-cer une offre publique d'achat sur l'ensemble des titres du groupe amé. rensemble des titres du groupe amé-ricain montant de 140 millions de dol-lars (878 millions de francs environ).

Approuvée par le conseil d'admi-nistration de Wilson Foods, selon le communiqué d'IFM, pour - contrer une tentative inamicale de prise de une tentative inamicare de prise de contrôle par la société américaine Doskocil », cette opération a été lancée avec le concours du Crédit lyonnais et d'une filiale du Crédit agricole. l'Union d'études et d'inactissements

Cette opération devrait donner à IFM une véritable dimension inter-nationale : IFM vient de racheter au nationale: IFM vient de racheter au groupe américain Swift Conagra l'abattoir de Moultrie en Géorgie et y a transféré les activités de porc trais de sa filiale Sunnyland. IFM réalise aux Etats-Unis un chiffre d'affaires de 250 millions de dollars. Wilson Foods, avec un chiffre d'affaires d'environ 1.4 milliard de Wilson Foods, avec un chiffre d'affaires d'environ 1,4 milliard de dollars et 5 000 salariés, est l'un des grands américains de la charcuterie, avec les marques Wilson, Corn King, Fischer, et un réseau de distribution national.

PÊCHE

Rupture des négociations entre Paris et Ottawa

La France a décidé d'interrompre La France a decide d'interrompre les négociations avec le Canada à propos des quotas de pêche au large de Terre-Neuve et Saint-Pierre-et-Miquelon, a annoncé, le 12 sep-tembre un communiqué conjoint du quai d'Orsay et des ministères des quai d'Orsay et des ministères des DOM-TOM et de la mer.

Le gouvernement - déplore l'atti-tude des autorités canadiennes qui conduit à constater l'impossibilité de parvenir actuellement à un accord par la voie de négociations bilatérales ». C'est pourquoi Paris demande à Ottawa la mise en place de la procédure, en vertu de l'accord conclu en avril, qui devrait débou-cher sur une médiation par un tiers.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schneider s.a. augmente son capital

pour assurer la croissance du groupe et l'expansion de ses filiales industrielles, à partir d'une structure financière forte

> ÉMISSION DE 2455497 ACTIONS A BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Les actions

Priorité de souscription pour les actionnaires actuels du 13 au 27 septembre 1988. A raison de 3 actions nouvelles pour 11 actions anciennes.

Prix d'émission : F 435.

Jouissance: 1* janvier 1988. Souscription du public du 28 septembre au 6 octobre 1988.

Les bons de souscription

A chaque action nouvelle est attaché un bon de souscription.

2 bons permettront de souscrire 1 action au prix de F 450. Délai d'exercice des bons : du 20 octobre 1988 au

Les actions nouvelles ainsi que les bons de souscription et les actions à venir de

19 octobre 1991.

l'exercice de ces bons feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Cette souscription permet d'exercer à tout moment les bons de souscription pour l'achait d'actions Schneider à un prix fixé d'avance, les bons cotés en Bourse pouvant se valoriser avec la hausse du cours de l'action.



BALD du 12 septembre 1988. Une note dimormation http2 COB of 88-303 on date du 7 septembre 1988 est leitue graceusement à la disposition du public



Marchés financiers

Vers 2 milliards de francs de bénéfices

CdF-Chimie est mort, vive Orkem!

CdF-Chimie n'est plus. Le groupe chimique français s'appelle désormais Orkem. Le nouveau nom a été dévoilé, lundi 12 septembre, par le président d'Orkem, M. Serge Tchuruk. Ce · baptême » correspond à un nouveau départ, symbolisé par le logo du groupe, un rectangle au bas duquel se dessine la courbe de l'aurore naissante.

Changer de nom est une opération longue, coûteuse et compliquée pour une entreprise de plus de 15 000 personnes. Pour comprendre la décision de M. Tchuruk, un recour en arrière s'impose. Depuis sa fonda-tion, en 1967, le groupe a accumulé les pertes. En vingt ans, cinq exercices seulement ont été bénéfi-ciaires, 1972, 1973, 1974, 1976 et 1979. Les déficits en francs courants et déduction faite des profits atteignaient 10 milliards de francs.

1987 marque une rupture. Le résultat courant redevient positif et les comptes consolidés font enfin apparaître un bénéfice de 1 milliard de francs. Le terrain avait été préparé par la nomination à la direction du groupe, en décembre, 1986 de M. Tchuruk, ancien numéro deux de Rhone-Poulenc. Un mois plus tard, l'Etat devient l'actionnaire unique de CdF-Chimie en acquérant les parts de Charbonnages de France.

De nombreuses restructurations accompagnées de sévères réductions d'effectifs. l'apport de 3.1 milliards de francs de capitaux frais par l'Etat (dont 1.5 milliard reste à verser) et surtout une conjoncture superbe dans la pétrochimie permettent à CdF-Chimie de sortir la tête hors de l'eau. Les perspectives pour 1988 sont excellentes, et Serge Tchuruk envisage un doublement des résultats, soit un bénéfice de 2 milliards

Malgré cela, CdF-Chimie conserve une mauvaise image de marque, en partie due à son long rattachement à Charbonnages de France. • La réalité ne correspond plus aux idées reçues •, et Serge Tchuruk entend le faire savoir. Le baptême d'Orkem marque le début d'une vaste campagne destinée à faire connaître ce nouveau visage du groupe. A partir du 15 septembre, le slogan - Orkem, la chimie au cœur s'incrira dans la publicité. Le nom, court et prononçable dans toutes les langues -, a été choisi pour évoquer les métiers de la chimie. La formule - au cœur - représente à la fois la place de la chimie au cœur d'un ensemble d'activités et le nouvel état d'esprit souhaité par les dirigeants du groupe : pugnacité et engage-

Le changement de nom traduit également la transformation de la société mère CdF-Chimie en une véritable holding, jouant le rôle de - poste de commandement -, selon les propres termes de M. Tchuruk. Au terme des restructurations successives. Orkem est organisé autour de ses quatre métiers : chimie (pétrochimie et spécialités). engrais, encres et peintures avec pour chacune une société leader - Norsolor, la Grande Paroisse, le groupe Coates et Cofidep. Sa structure fait de l'ex CdF-Chimie une des entreprises publiques les plus souples, explique M. Tchuruk, et 30% des capital global est ouvert de mouveaux actionnaires. à de nouveaux actionnaires ».

Les restructurations, d'ailleurs, se poursuivent, et M. Tchuruk a annoncé, lundi 12 septembre, deux nouvelles acquisitions. Orkem vient de racheter • pour 140 millions de francs environ • la société française Onfroy, spécialisée dans les adhésifs et qui a réalisé, en 1987, un chiffre d'affaires de 165 millions de francs. Ce rachat concrétise la stratégie de diversification du groupe dans des secteurs à forte valeur ajoutée, en aval de son activité pétrochimique. D'autre part, la marque Desmarye de Onfroy satisfait la volonté d'Orkem d'être présent auprès du grand public. Onfroy rejoindra les sociétés Auraix (près de Vichy) et Niederlucke (en RFA). L'ensemble adhésif représentera 400 millions de francs, et Serge Tchuruk ambitionne de doubler les résultats.

La peinture sort du rouge

Par ailleurs, Orkem est en train de conclure un contrat avec les Comptoirs parisiens des asphaltes pour la reprise de Stocknord, société qui assure la logistique d'entrée et de sortie du port de Dunkerque, site d'un des trois vapocraqueurs (équi-pement de raffinage) d'Orkem. Cette opération marque la reconnaissance de Dunkerque comme un atout - à développer - et non plus comme un canard boiteux à élimi-

- Il n'y a plus de secteurs déficitaires ., assure M. Tchuruk, selon lequel les engrais et la peinture industrielle seraient enfin sortis du rouge. « Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir pour être com-pétitif face à nos concurrents européens conclut-il. L'entreprise n'a pas encore atteint sa maturité mais elle existe, j'en suis aujourd'hui convaincu, et le marché est favora-

FANNY GUIBERT.

SGS-Thomson améliore ses résultats

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le chiffre d'affaires consolidé du premier sèmestre

1988 s'élève à 190 millions de francs (+ 19,4%)

compte tenu de l'intégration dans le périmètre de

consolidation de l'activité du Club Français du Vin à

compter du 1e avril 1988. A structure constante, la

progression du chiffre d'affaires aurait été de 10%.

Le résultat consolidé de 4,6 millions de francs

(+ 10%) pour le premier semestre 1988 s'inscrit

dans le cadre des prévisions et augure, sauf événe-

ment imprévu, de la réalisation des objectifs pour

chiffre d'affaires consolidé d'environ 400 millions de

résultat consolidé (part du groupe): + 11 millions de

RÉSULTATS DU 1" SEMESTRE 1988

Ouinze mois après sa naissance, le groupe italo-français SGS-Thomson microelectronics vient d'augmenter de 100 millions de dollars (627 millions de (rancs) son capital et affiche des résultats en amélioration : après une perte de 200 millions de dollars en 1987, due pour moitié à des coûts de restructuration, le groupe prévoit que - le deuxième semestre sera rentable - cette

Toutefois, ce redressement ne pourra pas éponger complètement les pertes du premier semestre 1988. A la tête du deuxième producteur européen de semi-conducteurs (également (reizième mondial). M. Pasquale Pistorio, le président de SGSl'homson s'est félicité le lundi 12 septembre des résultats obtenus. considérant que la fusion entre les composants de SGS et ceux de Thomson était un succès.

Il a reconnu néanmoins que les résultats, encore fragiles à son goût, devaient être renforcés. Ainsi, quoi-

l'exercice 1988:

francs, en progression de 27%,

francs, en progression de 10%.

que en nette amélioration de 40 %, productivité par salarié (62 000 dollars l'an) reste inférieure aux meilleurs américains (80 000 dollars) et japonais (100 000 dollars).

De même, bien qu'assurant disposer d'un excellent porteseuille tech-nologique, SGS-Thomson n'a pas atteint la taille jugée critique dans son métier : il n'occupe que 2,7 % du marché mondial contre 4 % considéré comme indispensable, sauf à se résigner à rester dans une « niche »

Un rôle auquel SGS-Thomson ne veut pas se cantonner. Ses ambitions internationales l'ont d'ailleurs poussé à demander à participer à Sematech, union d'industriels américains, et le conduisent à négocier serré pour être du programme curopéen Jessi (le Monde du 6 avril). Les choses avancent et pourraient aboutir prochainement pour ce der-

Morosité

NEW-YORK, 12 septembre =

La moresité perdure à la Beurse de New-York, où, lundi, dans une ambiance encore bien calme, les indices ont évolué non loin des niveaux inscrits le vendredi précédent. L'indice Dow Jones, qui en début d'après-midi gagnait jusqu'à 9 points, a terminé la séance sur une hausse de 3,36 points, à 2 072,37.

Quelque 116 millions de titres om été échangés, avec une majorité de baisses dans la proportion de 788, contre 607. Le début des fêtes religieuses juives, avec lundi le premier de l'an Roch Hashana, n'a fait un'accenture. qu'accentuer le manque d'initia-tives, le désœuvrement et la torpeur anxquels se trouve confronté depuis un certain temps le grand marché new-yorkais. Les opérateurs atten-dent toujours la nouvelle qui pour-rait donner un grand coup de fouet à la cote. Les chiffres du commerce extérieur américain pour août feront peut-être l'affaire. Toutefois, les experts estiment que ces statisti-ques, qui revêtent depuis le krach d'automne dernier une grande importance, ne devraient pas réser-ver de sturprises.

Parmi les titres en hausse appré-ciable, on remarquait Allied Signal Corp... Phillip Morris et Atlantic Richfield. Monsanto, Boise Cas-cade et Goodyear Tire and Rubber ont, en revanche, cédé du terrain.

VALEURS	Cours du 9 sept.	Cours du 12 supt.
Alcon	50 3/4	50
A.T.T	25 3/8	25 1/6
Boand	60 3/8	603/4
Chese Marketten Bank	29 1/8	29 1/2
Du Port de Nemaure	8) 1/2	80 5/8
Eastosan Kodak	44	44 1/2
Bestin	45 1/8	443/4
Ford	50 1/4	51 1/4
	42	42 1/2
General Motors	73 3/8 56 5/8	68 5/8
Goodyear	1143/8	113 1/2
TT	48 7/8	49 1/8
Mobil (19)	423/4	42 1/2
Plizer	53 1/B	52 3/4
Schlumberger	31 3/8	32
Temes	455/8	45
UAL Corp. m. Adecis	81	90 5/B
Union Carbida	23	22 3/8
U.S.X	27 3/4	27 3/4
Westinghoute	51 1/4	515/8
Xeros Corp	53 3/4	54 5/8

LONDRES, 12 septembra =

Nervosité

Stock Exchange, où l'indice FT a gagné 0.2 % à 1 401,7. L'ambiance était calme, avec 213 millions de titres échangés. Après une légère hausse initiale, le marché a réduit ses pertes faute de participation. Les opérateurs ont attribué cette faible activité à la période des règlements qui a clos le dernier terme boursier et à la réserve des investisdes chiffres du commerce extérieux américain de juillet. Les titres Sun Life ont baissé, après l'annonce d'une prise de participation de l'UAP. Le groupe britannique San-dell Perkins, spécialisé dans le bois et les matériaux de construction, a annoncé le lancement d'une offre amicale de 126 millions de livres (1,3 milliard de francs) sur Travis and Arnold, une firme du même secteur. Cette offre, si elle aboutit devrait conduire à la fusion des deux emités. Le capital sera alors détenu à 56,5 % par les action actuels de Travis et Arnold, et à 43.5 % par ceux de Sandell Perkins. A la suite de la chute des cours des métaux précieux, les mines d'or se sont fortement dépréciées.

PARIS, 13 septembre 1

A nouveau des affaires Bourse de Peris : le très net gorfflement du courent des affaires et l'agitation autour du titre LVMH.

du courent des affaires et l'agitation autour du titre LVMH.

Dans ce contexte, la cotte a sensiblement progressé, confirmant la raprise enregistrée la veille. En hausse de 0,13 % au cours des tout premiera fichenges, l'andicateur instammané affichait vers 14 heures un gein de 1,1 %. Après avoir sonnoié durant tour l'éné, il semble bien que la Bourse ait à présent retrouvé tout son tonus. Les ordres d'echet se cont multipliés de mémère significative en vingt-queurs heures et les grandes valeurs, les fleurons de la cotte, suscitent à nouveau un viti intérêt, pour diverses nésons. L'VMH a donc joué les vedettes, marcis. Dès le début de la matinée, un bloc de 110 000 titres érait, selon les professionnels, échangé dans un marché qui, su fil des minutes, s'est vivement animé. En début d'après-mid, 360 000 titres avaient déjà été négociés, soit 3,2 % du capital de LVMH. Le titre velait 3 120 F, en heures de 6,4 %. Cette brutiels flambée du groupe spécialisé dans le luxe n'a pas surpris outre mesure les boursiers. Ces demiers estiment que le groupe Amautt, qui détient dejà 27 % environ de LVMH, est à l'origine de ces achats, cherchent ainsi, avant l'assemblée générale extraordinaire du 22 septembre, à contrôlar 33 % du capital de LVMH.

Autre titre sous les feux des projecteus. Valeo, qui a entraîné dans son

Autre titre sous les feux des projec-teurs, Veleo, qui a entraîné dans son sillage CERUS, principal actionnaire de Valeo. Les hausses les plus impo-tantes s'échelonnaient, en début d'après-midi, entre 3 % et 7,5 %. d'après-midi, entre 3 % et 7,5 %. Selon divers experts, les investisseurs institutionnels e qui n'ont rien fait cet été », estiment qu'il est grand temps d'agir. A leurs yeux, le contexte s'y prêse à beises du prit des marières premières et du pétrole notamment, signes de détente des taux d'intérêt qui provenuent un per codressement des provoquent un net redressement des marchés obligataires. A Paris, la MATIF

t est donc avec une containe sérè-nité que les boursiers attendaient les chiffres de la balance commerciale américaine pour juillet, qui seront publiés mercredi. Le plupart des valeurs étrangères étaient bien orientées.

TOKYO, 13 sept. 1

Légère hausse

Au cours d'une séance man-quant de relief, les valeurs japo-naises ont légèrement progressé mardi. L'indice Nikkel a gagné 37,42 points, soit 0,13 % à

Après une hausse initiale sensible, des prises de bénéfice ont réduit les gains, reflétant ainsi la grande prudence des opérateurs avant la publication des statistiques américaines sur le déficit du commerce extérieur en juillet. Les experts ne s'attendent pas à des réactions particulières du marché nippon avant vendredi à ces chiffres. En effet, la Bourse de Tokyo est fermée en raison de la fête nationale.

VALEURS	Cours de 12 sept.	Cours du 13 sapt.
lai	590	595
idoestone	1 290	1 300
ango	1 470	1 480
ii Back	3 180	3 150
onda Meters	2 110	2 150
stautita Electric	2 680	2 530
deutists Heavy	919	819
one Corp.	6 700	B 740
wota Motors	2 570	2 600

FAITS ET RÉSULTATS

• Carnaud SA: bénéfice mestriel en hausse de 53 %. -Le groupe français Carnaud (emballage) a réalisé un bénéfice net (part du groupe) de 204 millions de francs pour les six premiers mois de 1988, en hausse de 53 % par rapport à la même période de l'année dernière. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 4,36 milliards de francs, en hausse de 27 %. Le résultat courant est de 410 millions de francs, en hausse de 45 %, grace aux rétablissements rapides de la délégation Espagne-Portugal et de Car-naud Industries, qui avaient connu des difficultés au cours de l'exercice précédent et grâce aussi à la poursuite des efforts de croissance interne (+ 5,5%) et externe (+ 21,5%) de productivité et de rigueur de gestion de l'ensemble des entités opéra-tionnelles du groupe », indique

le groupe.

• Fusion des trois filiales américaines d'Agfa-Gevaert. -Le fabricant de produits photographiques Agfa-Gevaert (groupe ouest-allemand Bayer) va fusionner d'ici à la fin de l'année ses trois filiales américaines, qui opéreront désormais sous le nom d'Agfa Corporation. La nouvelle société, dont le siège sera situé dans le New-Jersey. réalisera un chiffre d'affaires d'un milliard de dollars (plus de 6 milliards de francs), avec six mille deux cents salariés. Elle regroupe Agla-Gevaert inc. (produits photographiques), Compugraphic Corp. (matériel de photocomposition) et Matrix Corp. (enregistreurs d'images).

· Le groupe Frey n'est plus

candidat à la reprise de Donnay. - Le groupe français Frey s'est retiré du consortium emmené par Bernard Tapie, qui est candidat à la reprise de la société belge Donnay, numéro trois mondial de la raquette de tennis. Ce consortium est composé, outre Bernard Tapie, de l'homme d'affaires belge Albert Frère, de la région wallonne, de l'industriel flamand Patrick Depuydt et du fabricant belge de chaussures Mika. Son concur rent associe le groupe City 7, qui organise des manifestations sportives, et le suisse DB-Finances. Le tribunal de commerce de Dinant devrait choisir, le 13 septembre, entre ces deux associa tions le repreneur de Donnay.

· Grand Metropolitan annoace détenit 20 % d'Irish Distillers. - Dans la bataille qui l'oppose au groupe français Pernod-Ricard pour le contrôle du fabricant de whisky irlandais Irish Distillers, le groupe britannique Grand Metroplitan, qui vient de porter plainte contre Pernod-Ricard auprès de la Communauté européenne, pour entrave à la concurrence, a annonce qu'il détient 20,1 % du capital d'Irish Distillers, grace à des achats en Bourse.

PARIS:

S	Second marché (Mileston)										
VALEURS	Cours préc.	Demier cours	VALEURS	Cours préc.	Densey cours						
GP.SA	255 20	275 80	Legal lime du tocis	250	250						
mait & Associa	2524	1	LOCK IMPRESSIONATIONS	258	259						
555	249	250	Locasic		165						
AC	440	440	Marie Inschiller	4.00	4200						
Downsky & Austr.	418	405	Metalog Main	721	129						
ICH	547	548	Mésolotie Intersit.	442	436						
1P		534	Micromodo	115 10	****						
	371	385	NAME	530	530						
olloré Technologies	899	599		220	240						
	1050	1060	Moles		701						
Sties de Lyon	1495	1500	Navala-Dalmites	****	- 147						
albuston	728	728	Objetta Logabias								
	875	1889	Den Gest.Fig	4414	310						
AL-defi. ICCL)		265	FFASA	417	412						
AT.C	129 50	129 50	Presidency (C. In. & First)		26						
DME	978	360	Prince Assessment	406	408						
Equip. Black.	292	:	Publicat Filmochi		420						
EGID	778	(780	Best	210	210 -						
EGEP	75.55		St. Gebein Bebellege		1362						
EP.Computation .	1440	1470	St-Honoré Matignon	158 20	750						
informaziona	798	776 515	SCGPM		320						
in partit of Origony	518	350	Secie	364	****						
RUL	1222	248	Sept Man	451 20	462.50						
oncept	248	248 825	SEP.	1346	1346						
oniomus	390	390									
nels	185 37	188	SEPR	****	375						
	900 :	918	S.M.T.Goupi	****							
	900 ·	826 p	Societory	815	820						
earby	602	609	Super		259 45						
enésik jeblé	1170	1165	TF1	245	243						
Stices Builded	108	112.30	(failing	144	141 50						
refer investige	26	25	Licien Financ, de Fr	390	375						
MACON	254	248	Valenza de France	319 50	319 50						
intil	453	471									
<u>C</u>	403	211.50	LA BOURSE	SHRA	MINITE						
A	208	207	LA BOOMSE	JUIL I	and the						
f	114	114	AZ ES	TAP	7						
	168	185 1D		173							

Marché des options négociables le 12 septembre 1988

JU" I J LEMONDE

	-			
de	contrats	: 8	3 064.	-

1	PRIX	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE
VALEURS		Septembre	Décembre	Septembre	Décembre
	exercice	demier	demier	demier	dernier
Accor	440	15,50	34	6,50	-
CGE	320	4	19	19,50	19.
Elf-Aquibine	328	4,50	19	6	16,50
Lafarge Coppie	1 300	60	115	14,50	35
Michelia	139	17	24	6,85	5,80
Mil	1 500	1	31	212	-
Paribas	400	16,50	34,58	. 2	11,50
Pergent	1 100	92	144	4	34
Saint Gebain	480	28	39	-	10,50
Société générale	400	23,50	- 42	3	17
Tiomsee-CSF	180	3,50	13	6,90	13

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 12 sept. 1988 Nombre de contrats : 54 582.

COURS	ECHÉANCES									
COURS	Sept. 88	DE	c. 88	Mars 89						
Dernier Précédent	105,15 104,55		3,90 3,25	103,20 102,50						
	Options	sur notion	nel							
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE						
TRIA DENEROICE	Déc. 88	Mars 89	Déc. 88	Mars 89						

INDICES

CHANGES. Dollar: 6.2840 F =

102 2,30

Attentisme sur l'ensemble des places avant la publication, mercredi, du montant de la bulance commerciale américaine de juillet. A Tokyo, le dollar poursuivait son mouvement de baisse, revenant à 133,07 yens contre 133,42 la veille. A Paris, la devise américaine se maintenait à 6,2840 F. contre 6,2755 F à 1 cloture des échanges interbancaires la veille et 6,2750 F au fixing du même jour.

FRANCFORT 12 sept. 13 sept. Dollar (ex DM) ... 1,8474 1,842 TOKYO 12 sept. 13 sept. Dollar (en yeas) . 132,62 133,67 Dollar (en yeas) MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) Paris (13 sept.). ... 75/4-711/16% New-York (12 sept.). \$1/483/16%

BOURSES PARIS (INSEE base 100: 31-12-87)

9 sopt. 12 sept. . 115 (Stef., base 100:31-72-81) Indice glastral CAC . 351,7 (SbL, base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 . . 1301,89 1301,37 NEW-YORK (Indice Dow Jones): 9 sept. " 12 sept.

1:

Industrielles . . . 2068,81 2672,37 LONDRES (Indice e Financial Times a) 12 sept. 1 401,7 9 sept. Industrielles 1 398,5 Mines d'or 183,8 Fonds d'Etat ... 86,69 TOKYO . 12 sept. 13 sept. Nikkei Dowland ... 27 756,74 27 754,16 Indice général ... 2 139,28 2 147,38

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS	COURS OU JOUR		. UN MOIS			DEUX MOIS				SIX MOIS			
	+ bas	+ hate	ΙŊe	p. +	ón q	ép. –	Re	p. +	os d	ф	Re	. +	au 4	έp
S E-U S cas Yen (199)	6,2768 5,0748 4,7153	6,2780 5,9805 4,7203		36 186 182	=	15. 78 128		56 284 272	=	25 164 252		130 572 726	=	60 476 814
DM	3,4016 3,9148 16,2129 4,9329 4,5511	3,4040 3,0173 16,2264 4,8368	****	76 52 65 147	***	94 65 138 165	* * * *	156 162 131 292	++++	179 126 255 316	_	472 366 473 848	_	539 422 994 917
£	10,6629	18,6726	Ξ	296 340	-	172 295	Ξ	318 712	-	278 645	[_,	752 031	· <u>-</u> ,	663 1858

TAUX DES EUROMONNAIFS

THE PLE PONOMORIEMES												
SE-L DM Florin F-S. (100)	4 7/8 5 1/4 6 7/8	5 1/8 5 1/2 7 3/8	8 3/16 4 7/8 5 7/16 7 1/16	8 5/16 5 5 9/16 7 3/8	4 7/8	5 5/8	8 9/16 513/16 5 9/16 7 7/16	5 5/16 5 11/16				
L(1 000)	11 1/2	12 1/2	3 5/16 12 1/4	3 7/16 IZ 3/4	3 7/16 11 3/4	3 9/16 12 1/8	3 13/16 11 3/8	3 15/16 11 3/4				
F. franç.			11. 5/16 713/16	11 7/16	11 13/16	11 15/16	12 1/8 8 5/16	12 1/4				

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des des fin de matinée par une grande hanque de la place.

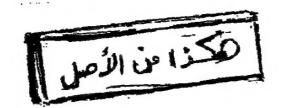


••• Le Monde • Mercredi 14 septembre 1988 23

Marchés financiers

BOURSE DU 13 SEPTEMBRE												
Company VALEURS Cours Proving Cours 55.				nensuel			Companies VALEURS Cours	t Presier Denier % d. costs costs +-				
1060 SARP, T.P. 1047 1043 1045 1096 1096 C.C.F. T.P. 1120 1115 1115 1116 1	2450 Dammert S.A. * 2475 2470 2485 4 2495 Dammert S.A. * 2475 2470 2485 4 2475 2470 2485 4 2475 2470 2485 4 2475 2470 2485 4 2475 2470 2485 4 2475 2470 2485 4 2475 2470 2485 4 2475 2470 2485 4 2475 2470 2485	3 02 1080 Labon ; 256 2740 Lagrand 2510 Lagrand 2510 Lagrand 2510 Lagrand 2010 Lagrand 2510 Lagr	\$\frac{1}{6} \cdot 2320 2350 2350 2350	3140	priesid. Sart 730 SAT. 750 SAT. 750 SAT. 750 SAT. 750 SAT. 750 SAT. 116 SAT. 117 SAT.	100 100	1820 OpenStarke Bank 1630	286 289 290				
470 (2: Lyon. (2) 全 470 481 488 - 0.21 880 (2) 481 482 + 884 817 837 + 188	1410 Lub, Salton 1347 1360 1350 + 1330 Lubrge-Copple 1341 1364 1357 +	0.22 1480 Salomon 1.18 700 Salomon	1575 1575 585 895	195 190		184 90 184 50 + 1.98 102 50 102 50 + 0.59	194 Yerranouchi 196 2 28 Zembis Corp 2 2	10 198 197 80 + 087 23 221 221 - 080				
VALEURS % % du VALEURS	Cours Demir VALEURS Cours	Demisr VA	LEURS Coes	Denier VALEUR		VALEURS Entir	nion Ruchet VALE	I am I am				
Chambonny (M.) Cham	148	SAC Tour Ed	Exercis E28	AGF. ORLG. AGF. Securit AGE AGF. Securit Agence ALT.O. Amaica-Securit AS 10 Amaica-Valor Associa Assoc	205 74 201 21 432 54 417 532 55 513 25 512 95 513 25 532 15 103 25 532 15 103 25 532 15 103 25 532 15 103 25 105 0	Francic Flare Francic Flagions 93 Francic Flagions 93 Francic Flagions 93 Francic Flagions 22 Francic Flagions 22 Francic Flagions 22 Francic Flagions 30 Francic Flagions 30 Francis Flag	445 240 85 Pacement Par 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19	953.76 576.46 252.11 250.66 650.93 621.41 8542.96 8649 8649 8542.96 8649 8649 8542.96 8649 8649 8542.96 8649 8649 8542.96 8649 8649 8542.96 8649 8649 8542.96 8649 8542.96 8649 8542.96 8649 8542.96 8649 8542.96 100.3 100.95 100				
Cote des changes MARCHÉ OFFICIEL DERS préc. 13/9 Achat Emm-Unie (\$ 11 6 275 6 294 8 09 633 7 042 7 048 Allemagne (100 DM) 339 980 340, 290 335 Allemagne (100 DM) 16 205 16 222 15 45 Poya line (100 Lm) 88 490 88 490 94 Noroign (100 in) 88 490 88 490 94 Noroign (100 in) 91 265 91 850 87 Gamel-Bretagne (£ 1) 10 545 10 673 10 36 Gamel-Bretagne (£ 1) 4 190 4 194 3 80 Saine (100 line) 4 550 458 430 381 50 Saine (100 line) 4 550 4 558 4 30 Saine (100 line) 4 550 4 558 4 30 Anticha (100 line) 4 550 4 558 4 30 Anticha (100 line) 4 50 5 6 5 6 5 6 5 6 6 5 6 8 1 4 80 Camela (5 can 1) 5 084 4 6 5 6 6 6 1 4 886 Camela (5 can 1) 5 084 4 884 4 717 4 866	DES BRLETS	COURS Catepho County County County County County County County Daily County Co	148 114 114 114 114 114 114 114 116	158 Epering Epiton Epit	1102.20 1081 284 1145 41 1083 47 1145 41 1083 47 1128 33 1077 16 5215 37 5079 18 1007 71 574 57 5202.60 4866 68 25 93 25 95 10468 48 60416 68 10468 49 10446 18 10460 01 10880 01 244 08 236 40 1073 10 244 08 1073 10 244 08 1075 10 275 52 176 07 275 52 176 07 446 75	Noment 12822 Coli Americanica 1284 Coline Rigione 1284 Chingsiana Caswert 156 Chingsiana Caswert 156 Chingsiana Caswert 156 Chingsiana Caswert 156 China 156	20 122 97 Value 31 1038 31 544 32 70 1033 66 107 107 107 107 107 107 107 107 107 107	#897 78 1588 19 4090 17 2228 81 2227 51 2228 81 2227 51 2227 51 2228 81 2227 51 2227 51 2228 81 2227 51 2227 51 2228 81 2227 5				

MATIF



Le Monde

ÉTRANGER

- 3 Mozambique : la rencontre entre M. Boths et M. Chissano.
- 4 La visite de M. Arafat au Parlement de Strasbourg. 6 Grende-Bretagne : des diplomates cubains
- 8 Birmanie : démarche unie de l'opposition.

POLITIQUE

- 10 La préparation des élec-M. Christian Pozzo di
- Borgo à la tête du Grand-Orient de France. M. Bérégovoy veut concilier riqueur économique et

Le voyage de Mª Mitter

rand en inde et au Japon.

avancées sociales.

SOCIÉTÉ 12 Licencié par son entreprise, un diabétique se iaisse mourir en se privant

Phobos-1 vagabonde ne répond plus. 7 L'internement abusif

CULTURE

- 14 Une exposition Carl André, Joël Schapiro et Tony Cragg.
- 16 Les synthétiseurs au quin zième Salon de La Vil-- 1987, une bonne année pour l'édition.

17 Communication.

mage. - Les Etats-Unis, champions de la vente par correspondence.

ÉCONOMIE 20 La lutte contre le chô-

21 M. Michel Rocard et les

contrats Etat-région.

22-23 Marchés financiers

SERVICES

Abonnements 2 Météorologia 16 Mots croisés16 Radio-Télèvision 16

TÉLÉMATIQUE

- Patits ou gros porteurs, le nou Le muché de l'art sur minitul 36-15 tapez LEMONDE
- Vendez, échangez, achener vos livres pour la rentrie sco-laire 88 (collèges, lycés et universités)
 LURE 36-15 tapez LM

Devant les parlementaires socialistes

M. Michel Rocard met en garde les centristes et invite les communistes à choisir leur camp

VIENNE (Isère) de notre envoyé spécial

Le premier ministre, M. Michel Rocard, est arrivé à Vienne mardi matin 13 septembre pour la dernière des deux journées parlementaires socialistes. Il était accompagné de plusieurs ministres, parmi lesquels MM. Rausch (commerce extérieur) et Arpaillange (justice).

Applaudi à son arrivée, il est intervenu en fin de matinée pour

intervenu en sin de matinée pour expliques : C'est fort de l'expé-rience acquise et du temps assuré que le gouvernement conduit son action, sans précipitation mais sans délai. Le premier ministre a aborde la question du malaise qui se prolonge, ici ou la, dans les rangs socialistes : J'ai le sentiment curieux, e-t-il dit, que tous n'en sont pas plus heureux. Sans doute cela s'explique-t-il parce que le début de l'année était placé sous le signe de l'espoir, des échéances immédiates. des batoilles à gagner, tandis que la période actuelle a laissé place à l'incertitude du temps qui s'écoule et par voie de conséquence à une certaine appréhension. Je ne mécon-nais pas qu'elle puisse être justifiée par certains aspects et que des motifs d'insatisfaction perdurent. »

Et à ceux qui sont désorientés, le premier ministre à rappelé ceci : • Notre boussole? Ce sont les valeurs de liberté, de justice, de solidarité, qui font de nous des socialistes, et que d'autres peuvent partager avec nous. Quant à l'équipage, il est expérimenté (...) mais il est aussi ouvert à ceux qui, comme le chantait Jacques Brel, n'étaient pas du même bord mais qui cher-chaient le même port. J'ai parfois le sentiment, il est vrai, que beaucoup almeralent bien nous voir dévier de notre route et se déclarent tout prêts à soutenir les socialistes, à condition que nous cession de l'être. Le Parti communiste se dit prét à participer avec nous à la mise en œuvre d'une politique de gauche. Il n'y a à cela qu'une seule petite difficulté : il prétend s'arroger le monopole de que la gauche, la vraie politique de gauche, c'est celle qu'il élabore luimême. Du côté centriste, à l'inverse, on se dit pres à travailler avec nous. chaque sujet à ne faire de peine à personne. Ce qui nous soumettrait en toutes choses à la contrainte de solutions minimales, de choix indolores et de demi-mesures pouvant déboucher au mieux sur des demimoltiés de solutions. Aussi est-il plus que jamais nécessaire et je vous le dis en tant que premier ministre, c'est-à-dire en tant que chef de la majorité parlementaire, d'être nous-mêmes et de ne pas nous situer par rapport à tel ou tel

A propos du budget, M. Rocard a expliqué que s'il y avait des » propo-sitions intelligentes et raisonna-bles », les socialistes en tiendraient compte, mais que s'il s'agissait « de dénoncer par esprit de système ou de surenchères dans la démagogie .. le gouvernement ne renonce rait pas à ses priorités, ni à ses prérogatives, parmi lesquelles l'usage de l'article 49.3 de la Constitution.

Le premier ministre a demandé à être jugé sur le bilan de la prochaine session, et » non sur les péripéties dont elle pourra être émaillée », « L'objectif est clair : voter, après de vrais débats, des lois conformes à l'intérêt général, des lois dont

Mach. écrire - 30%. Canon chez Duriez

· AP 600, Mach, à écrire compacte de bureau 5.870 3990 ttc. 4 AP 800, Mach, à écrire de burean modulaire: 8165 5690F tic avec contrat de maintenance gratuite sur site sous 48 h. pendant 6 mois.

Options: 32 K de mémoire + 1. Ecran 2 ligues 1990 F ttc 2. Ecran 8 lignes 3990 F tte 3. Ecran 25 lignes 5990F ttc Catalog. contre 3 T. à 2,20 F.

Gratuit sur place. 3, R. La Boétie (8°) et toujours 112-132 Bd St-Germain, 6º (Odéon) nous puissions à l'usage être fiers, bref, des lois qui illustrent le projet que le président de la République nous a confié : celui de la France

Le conflit d'Air Inter

M. Delebarre confirme que l'Airbus A-320

ne sera pas piloté à trois

Evoquant enfin les élections cantonules et municipales, le premier ministre a précisé qu'il « faudra bien que chacun prenne ses respon-sabilités : les centristes pour dire s'ils préfèrent des socialistes qui n'entendent pas exclure les commu-nistes d'une majorité de progrès. des lors que ceux-ci ne s'en excluent pas eux-mêmes, ou des candidats de droite soutenus activement par le Front qui n'est national que par anti-phrase, et qu'il faut se décider à appeler le Front anti-national. Les compensations de la compensation de la compe nunistes, eux, devront dire s'ils préfèrent sacrifier au mythe d'un virage à droite du PS ou permettre, ponctuellement, le succès des partis

C'est sans agressivité, mais avec fermeté, que M. Michel Delebarre,

ministre des transports, a mis fin, le

12 septembre, aux espoirs des

pilotes et mécaniciens d'Air Inter,

qui font grève chaque semaine pour obtenir que des Airbus A-320 de la

compagnie intérieure soient

conduits par trois hommes. La direc-

expérimentation sur un avion qui a

été conçu et vendu par ses construc-teurs pour être piloté par un équi-

page de deux personnes seulement.

Des son arrivée au ministère,

M. Delebarre avait confié à M. Jean

Peyrelevade, aujourd'hui président

de l'Union des assurances de Paris,

une mission d'information sur ce

compte oralement de l'impossibilité

où il s'est trouvé de rapprocher les

points de vue de la direction et de

- Dans ces conditions, il faut en

revenir à des solutions de bon

sens ., a déclaré M. Delebarre,

l'Airbus A-320 a été conçu pour être

piloté à deux. Vingt-deux compa-

Un avion occupé par les

ancy. - Un avion de la compagnie

parents des victimes du vol Paris-

TAT a été occupé, le 13 septembre,

sur l'aéroport de Nancy par les

parents des vingt-trois victimes du Fairchild-227 de cette compagnie, qui s'était écrasé, le 4 mars demier,

près de Melun, en provenance de

Nancy. Cas personnes entendaient

protester contre les lenteurs de

'enquête et l'ignorance du dossier où

(Publicité) -

Communauté « EMMAUS »

de Longjumeau

Fondateur Abbé PIERRE

SAMEDI 17 SEPTEMBRE 1988

Vente exceptionnelle non-stop de 9 hà 18 h.

BUFFET CAMPAGNARD

15 his, rue de Chilly - 91160 Longjument Tel.: 69-09-13-60/69-34-51-62

Moyens d'accès de Paris :

Par l'autoroste : surtir à Chilly-Mazarin. Par le train : Austerlitz, descendre à Chilly-Mazarin, 2 feu rouge à droite.

conflit. M. Peyrelevade lui a re

intersyndicale.

elles sont tenues

tion d'Air Inter se refuse à une telle

Le prix du baril regagne 50 cents à la Bourse de New-York -Sur le vif

Confusion sur les marchés du pétrole et des métaux précieux

Un véritable vent de folie s'est emparé du marché pétrolier, lundi 12 septembre, entraînant dans son sillage le marché de l'or et des métaux précieux. A New-York, le brut de référence, après avoir perdu 30 cents, tombant pour la première fois depuis août 1986 au-dessous de 14 dollars par baril, s'est vivement redressé en fin de séance, regagnant plus de 50 cents à 14,49 dollars par baril. Le nouvel accès de faible du pétrole, suivant trois semaines de baisse continue, a provoqué une vive chute des cours de l'or, tombé à Londres de 419,75 dollars à 416,62 dollars l'once, soit à son plus bas niveau depuis 17 mois, avant de se redresser en fin de journée à 419,75 dollars l'once. L'argent et le platine ont également suivi le mouvement qui, selon les analystes, est directement lié à la chute des cours du brut, laquelle diminue les craintes d'une reprise de l'inflation et réduit

gnies l'exploitent ou l'exploiteront

selon cette composition d'équipage.

La moitié des avions civils volant

dans le monde sont conduits par

deux personnes. Toutes les statisti-

ques prouvent que cela n'a aucune

incidence sur la sécurité du trans-

port aérien. Je ne vois pas pourquoi

Air inter serait la seule compagnie

à ne pas utiliser pleinement un

appareil qui marque un progrès et

M. Delebarre n'aurait pas été

fidèle à ses origines et à sa sensibi-

lité s'il n'avait rappelé son souci du

sort des officiers mécaniciens navi-gant rendus inutiles par l'arrivée

d'avions modernes, il faut que les

négociations sur leur avenir s'enga-

la direction où ligure notamment la

reconversion en pilotes de 70 des

200 mécaniciens concernés et des

garanties sur leur reclassement et le

maintien de leurs rémunérations. En

tout état de cause, le premier méca-nicien en surnombre n'apparaîtra

pas avant 1994, M. Delebarre a sou-haité que ce dispositif soit encore

Il a enfin rappelé sa · préoccupa-

tion d'assurer le service public du transport aérien français ». Il a

donc demandé au président d'Air

Inter de lui proposer toutes les

mesures pour assurer les vols pro-

grammés. Cela veut dire, en clair,

que la direction proposera et obtien

dra d'affrêter d'autres avions armés

par d'autres équipages que ceux d'Air Inter si l'intersyndicale main-

tient pendant plus d'une semaine la

grève periée qu'elle organise chaque

30 % du personnel navigant qui espéraient que le ministre des trans-

ports obligerait M. Pierre Eelsen, leur président, à expérimenter le

pilotage à trois sur l'un des

Airbus A-320 commandés par

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Celle-ci est suivie par environ

ALAIN FAUJAS.

non une régression. »

donc l'intérêt des valeurs-refages

comme les métaux précieux. Sur le marché pétrolier, toutelois, la plus grande confusion régnait mardi matin 13 septembre, nul ne se risquant à prévoir l'évolution des prix. Contrairement aux informations qui avaient provoqué en fin de séance un rebond des cours, aucune déclaration officielle ne venait confirmer la tenue d'une prochaine réunion du comité des prix de l'OPEP, sorte de conseil de surveillance du cartel, habilité à convoquer en cas de crise grave une conférence extraordinaire. Au contraire, le ministère indonésien avait assuré dans la muit du 12 au 13 septembre qu'aucune réunion n'était supposée se tenir prochainement à Bali, comme on l'avait laissé entendre. « A ma connaissance, aucune réu-nion n'a été officiellement prévue jusqu'ici», confirmait, mardi, un haut responsable des pays du golfe

Or la reprise brutale du marché, la veille, ne tenait qu'à l'espoir de voir enfin l'OPEP réagir pour contrer la chute des cours, cons depuis trois semaine. Un espoir ren-force par la publication, dans le quotidien algérien El Moudjahid, d'un article faisant état d'une réunion du comité des prix - avant la fin du mois de septembre -, et surtout par une déclaration officielle du roi Fahd d'Arabie sacudite, lundi 12 septembre, exhortant les producteurs de brut, membres ou non de l'OPEP, à « contrôler la situation » pour éviter · l'effondrement » du marché. Le roi, au cours de la rénnion hebdomadaire du conseil, avait rappelé, avoir déjà à maintes reprises, mis en garde les pays pro-ducteurs, les incitant à coopérer pour « sauvegarder le plafond de production de l'OPEP et respecter les quotas qu'elle leur a alloués. Cette déclaration, interprétée par le marché comme un signe favorable. pouvait cependant être vue à l'inverse comme une nouvelle mise ie, notamment dest l'Irak. Ce pays continue de refuser un quota impliquant une baisse de sa production et bloque toute entente au sein du cartel. Compte tenu de toutes ces informations contradictoires, il était donc impos-sible de prévoir l'évolution du marché, fondamentalement tiré à la baisse par la surproduction du cartel depuis juillet. (Le Monde du 9 sep-

Le numéro du « Monde » daté 13 septembre 1988 a été tiré à 575 868 exemplaires

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VĒTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F PANTALONS 690 F VESTONS 1480 F

3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX

PARDESSUS SIE MESURE UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES **LEGRAND Tailleur**

27, rue de 4-Septembra, Paris - Opére Téléphone : 47-42-70-51. Du lundi au vendradi de 10 h à 18 h (samedi à partir du 24 septembra)

Champion

Dites donc, les filles, vous svez déjà été violées, vous ? Non? Tiens, comment ca se fait? Moi, c'est pas pour la remener, mais... Oui ! Deux fois. Pas terrible. Juste un pau, Quoi. Interruptus, si vous voyez ce que je veux dire. La dernière, c'était il y a deux ans au cours d'un voyage en Extrame-Orient. Je rentrais à mon hôrel. Il faiseit nuit noire. Faut dire, c'est peutêtre un peu aussi pour ça. Le mec me suit, me rattrappe, me bouscule, me renverse, me tire sur le jean, renonce, me plante là et repart... Avec mon blouson.

Jamais j'aureis osé vous avouer un truc aussi traumatisant, aussi blassant si la nana du train Paris-Pontoise ne s'était pas vantée avec son histoire de voyageurs-voyeurs qui n'ont pas bondi sur la sonnette d'alarme quand un grand blond à la moustache noire lui a sauté dessus. C'était même pas vrai. C'était. tout invanté. Simplement, elle était en retard et elle avait peur de se faire engueular par son

C'est comme ce recordman du viol, un petit mec - il mesure 1,65 m - qui joue les gros bras depuis deux jours au commissa-riat de Martigues, ils sont quatre nspecteurs à se relayer pour prendre sa déposition tellement il en a à raconter. Il se serait feit treize ans rien que dans les Bouches du Rhône. Bon père. bon man, tout ca. Le soir, il sortait en baskets et en survêt. Où reviens de suite. Il courai quelqu'un et il rentrait au pas de gymmastique. Il adore. Il dit que c'est super. Quelques pompes après manger, rien de tal pour garder la forme. Vous y croyez, vous ? Moi, i'si l'impression qu'il en raioute un peu.

477 1- 1/1 %

27⁷¹ 1 to

Server of the server

C+ (# 2 -4" - 2

Standard and my

200 a 80 14

armes as

2 7 1 1 1 2 2 1 1 2 4 4

y Sale is planting

有霉素 化邻氯化苯二乙基

green and the second of

Burn M. Oak

31 345 4

an land Che

place one has no e

्राष्ट्रीय के

charges at a security

Night if the Brown is

What to are the

AT DE CONTRA

But the street

A

منهائه ويباراها

😘 🎩 Office and

W JM GG T g

BER I DER Stendart in

10 to deliver a se

D機 & a familia

M 940 M 5.07-181

Will see all the see

Capital 1 and

明明在在上下。

the species

· Dangerous

Market 1 in a

SA MANAGE A

With the Real

M 1 18 140

Bride Bertage frem

Page 11

But Steel Proper

Mary Track

dans men e

April 1

A SHOOT HELD

Bart Bit 1 .

Za clambicati

Seffen in unter-

2350

Allez, vous fâctiez pas. Je taquine, je devrais pas, je sais. N'empêche, vous êtes toutes là à m'écrire, à pleumicher : on vit une époque pas possible. Où ils sont les mecs, les vrais ? On en trouve plus nulle part. Mais si ! Simplement, faut pas les chercher au creux du lit, faut les attendre au coin des bois.

CLAUDE SAPRAUTE.

EN BREF

 Fin de la grève des artistesinterprètes sur la 5 et M 6, ces deux chaînes adhérent à leur convention collective. - Réunis, lundi 12 septembre, an assamblée générale au Théâtre de l'Œuvre, les artistes-interprètes ont voté à l'unanimité la fin de la grève sélective frappant la 5 et M 6 depuis la signature, le 31 mai dernier, per l'ensemble des autres diffuseurs, d'une nou-velle convention collective. La 5 et M 6 arquaient notamment, jusqu'ici, inacceptable a d'un point particulier de cette convention pour en rejeter la

des artistes-interprètes pour chaque radiffusion d'œuvres françaises.

Après négociations, les deux chaînes et les représentants des qu tre syndicats d'acteurs (SFA-CGT, SYDAS-CFDT, SNLA-FO et les autonomes du SIA) sont convenus d'ajouter une annexe à la convention, prévoyant des dispositions particulières pour les multidiffusions rapides sus une même chaîne (deux en vinotquatre lieures ou trois de trente-so heures), ainsi que des abattements spécifiques à la 5 et à M 6, prenam en compte leur rythme particulier de

ORDINATEURS **AU BANC D'ESSAI** CONSTRUCTEURS PASSÉS AU CRIBLE

EGALEMENT AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE SEPTEMBRE :

- Full Write, un traitement de texte exceptionnel
- Sauvegarde: comment éviter la catastrophe

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

MACINTOSH II, C'EST LA PLUS FORTE TÊTE DU CLAN MACINTOSH.

36 900 F HT!!

Un Macintosh II disque dur 80 M.o. interne clavier étendu, carte video, moniteur monochrome

INTERNATIONAL COMPUTER ***

La micro sans frontières ■ 26, rue du Renard Paris 4° ■ 42.72.26.26 ■64, av. du Prado Marseille 6º ■91.37.25.03